

## **ANNEXE 24. COPIES DES PRINCIPALES AUTORISATIONS EN VIGUEUR**

On trouvera ci-après copie des principaux permis en vigueur, et sur lesquels s'appuie la demande d'extension du gisement :

- Permis unique de classe 1, octroyé le 13 novembre 2015, pour l'extension du périmètre jusqu'aux limites de la zone du plan de secteur en vigueur alors soit le chemin n°6, et la régularisation de l'ensemble des dépendances existantes et la construction/exploitation de nouvelles dépendances de production
- Permis d'exploiter un dépôt "C" d'explosifs du 7 novembre 2002
- Permis d'urbanisme du 15 décembre 2021 visant la construction d'un parc photovoltaïque et ses cabines électriques associées.

Le premier permis confirme le statut et/ou assure la régularisation urbanistique de bâtiments existants, et succède aux permis d'exploiter antérieurs pour toutes les dépendances (sauf le dépôt d'explosifs)

Le second règle le statut du dépôt d'explosifs uniquement.

Le dernier couvre l'utilisation du sol sur une zone autrefois occupée par des bassins de décantation, puis destinée à retourner à l'agriculture.

Les explications relatives au régime d'autorisations de l'établissement figurent en ANNEXE 8. , point 8.5.

## Permis unique

Permis unique N° D3100/83012/RGPED/2014/6/EVR/mcc – PU  
& F0510/83012/PU3/2014.5 C11 – JPS / jps

### Le Fonctionnaire technique et le Fonctionnaire délégué,

Vu la demande introduite en date du 28 octobre 2014 par laquelle la SPRL CARRIÈRES DE PRÉALLE – Aisne s/n à 6941 HEYD/DURBUY –, ci-après dénommée l'exploitant, sollicite un permis unique pour renouveler les autorisations relatives aux dépendances de carrières, régulariser les dépendances récentes, implanter et exploiter de nouvelles dépendances et étendre le périmètre de la carrière dans un établissement situé Aisne s/n à 6941 HEYD/DURBUY ;

Vu le Code wallon de l'aménagement du territoire, de l'urbanisme, du patrimoine et de l'énergie ;

Vu le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement ;

Vu la loi du 28 décembre 1964 relative à la lutte contre la pollution atmosphérique ;

Vu la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature ;

Vu la loi du 18 juillet 1973 relative à la lutte contre le bruit ;

Vu le décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets ;

Vu le décret du 4 juillet 2002 sur les carrières et modifiant certaines dispositions du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement ;

Vu le décret du 6 décembre 2001 relatif à la conservation des sites Natura 2000 ainsi que de la flore et la faune sauvages ;

Vu le décret du 27 mai 2004 relatif au Livre I<sup>er</sup> du Code de l'Environnement ;

Vu le décret du 27 mai 2004 relatif au Livre II du Code de l'Environnement constituant le Code de l'Eau ;

Vu le décret du 5 décembre 2008 relatif à la gestion des sols ;

Vu le décret du 7 mars 2013 interprétatif des articles 35, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, 40, § 7, alinéa 3, 93, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, et 95, § 7, alinéa 3, du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, modifiés par le décret-programme du 3 février 2005 de relance économique et de simplification administrative ;

Vu l'arrêté royal du 11 juin 1990 portant exécution de la directive du Conseil des Communautés européennes concernant le rapprochement des législations des États membres relatives aux réceptifs à pression simples ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 mai 1996 portant modification du Règlement général pour la protection du travail, en ce qui concerne les dépôts de liquides inflammables, visant à limiter les émissions de composés organiques volatils lors du stockage de l'essence et de sa distribution des terminaux aux stations-service ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 juillet 1997 modifiant le titre III du Règlement général pour la protection du travail en ce qui concerne les contrôles des dépôts de liquides inflammables, visant à autoriser le contrôle d'étanchéité par ultrasons ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 mars 1999 modifiant le titre III du Règlement général pour la protection du travail en insérant des mesures spéciales applicables à l'implantation et l'exploitation des stations-service ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 novembre 2000 modifiant le titre III du règlement général pour la protection du travail en ce qui concerne les contrôles des dépôts de liquides inflammables et l'implantation et l'exploitation des stations-service ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 relatif à la procédure et à diverses mesures d'exécution du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 fixant les conditions générales d'exploitation des établissements visés par le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 juillet 2003 modifiant le titre III du Règlement général pour la protection du travail en ce qui concerne l'implantation et l'exploitation des stations-service ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 2 octobre 2003 portant exécution du décret du 4 juillet 2002 sur les carrières et modifiant certaines dispositions du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement ;



Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 mars 2005 relatif au Livre II du Code de l'Environnement, contenant le Code de l'Eau ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 mars 2005 relatif au Livre I<sup>er</sup> du Code de l'environnement ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mai 2009 relatif à la gestion des sols ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 26 janvier 2012 modifiant le Titre III du Règlement général pour la protection du travail en ce qui concerne la phase II de la récupération des vapeurs d'essence, lors du ravitaillement en carburant des véhicules à moteur dans les stations-service ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 avril 2003 déterminant les conditions intégrales relatives aux ateliers d'entretien et de réparation des véhicules à moteur lorsque le nombre de fosses ou ponts élévateurs est inférieur ou égal à trois (Moniteur belge du 26 mai 2003) ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 25 octobre 2007 déterminant les conditions intégrales relatives aux installations de stockage temporaire de déchets non dangereux (Moniteur belge du 21 novembre 2007) ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 novembre 2006 déterminant les conditions intégrales relatives aux installations de stockage temporaire de déchets dangereux (Moniteur belge du 12 décembre 2006) ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 décembre 2006 déterminant les conditions intégrales relatives aux transformateurs statiques d'électricité d'une puissance nominale égale ou supérieure à 100 kVA et inférieure à 1.500 kVA (Moniteur belge du 31 janvier 2007) ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 juillet 2003 portant conditions sectorielles relatives aux carrières et à leurs dépendances (Moniteur belge du 6 octobre 2003 ; Modifié par l'AGW du 27 mai 2009, MB du 14 juillet 2009) ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 février 2013 déterminant les conditions sectorielles relatives aux installations de combustion (Moniteur belge du 11 mars 2013) ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 avril 2003 déterminant les conditions sectorielles et intégrales relatives aux cuves d'air comprimé (Moniteur belge du 15 mai 2003) ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 31 mai 2007 déterminant les conditions sectorielles relatives aux installations de stockage temporaire d'huiles usagées (Moniteur belge du 20 juin 2007) ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 janvier 2003 portant condition sectorielle eau relative aux dépôts d'hydrocarbures liquides (Moniteur belge du 11 mars 2003) ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 janvier 2003 portant condition sectorielle eau relative à la mécanique, transformation à froid et traitement de surface (Moniteur belge du 11 mars 2003) ;

Vu l'ensemble des pièces du dossier ;

Vu l'étude d'incidences sur l'environnement jointe au dossier de demande ;

Vu les autorisations en cours de validité :

- arrêté de la Députation permanente du conseil provincial en date du 20 juin 1946 accordant, pour une durée illimitée, l'autorisation d'exploiter une carrière à ciel ouvert de calcaire, dite "de Préalles", sur les parcelles cadastrées à Heyd, n°409d, 410k et 410f ;
- arrêté de la Députation permanente du conseil provincial en date du 05 août 1971 accordant l'autorisation d'établir un dépôt "C" d'explosifs ;
- arrêté du Collège des Bourgmestre et Échevins en date du 15 octobre 1974 accordant à la s.a. Centrale Ardennaise de Bélon, pour une durée illimitée, le permis de bâtir un hall, un garage et des locaux de service sur les parcelles 526a, 335, 531 et 336(pie) ;
- arrêté du Collège des Bourgmestre et Échevins en date du 22 août 1979 accordant, pour une durée illimitée, le permis de bâtir pour la construction d'un bureau et d'un pont bascule sur les parcelles n°405a, 406b, 407a, 359a et 404 ;
- arrêté du Collège des Bourgmestre et Échevins en date du 12 août 1999 accordant, pour une durée illimitée, le permis d'urbanisme pour l'extension des bureaux ;
- arrêté du Collège des Bourgmestre et Échevins en date du 22 août 2001 accordant, pour une durée illimitée, le permis de bâtir en vue de modifier le relief du sol et d'exécuter des travaux techniques, relatif aux permis d'exploiter délivrés antérieurement ;
- arrêté du Fonctionnaire délégué en date du 21 juin 2011 accordant, pour une durée illimitée, le permis de modifier le relief du sol sur des prairies ;

Vu l'avis de la DGO3 – DNF – DIRECTION EXTÉRIEURE DE MARCHÉ-EN-FAMENNE, reçu par le fonctionnaire technique en date du 12 novembre 2014, relatif au caractère complet de la partie Natura 2000 du formulaire de demande de permis ;

Vu le procès-verbal de la séance de clôture de l'enquête publique – réalisée conformément aux prescriptions applicables aux projets de classe 1 – qui s'est déroulée du 24 août 2015 au 23 septembre 2015 sur le territoire de la ville de DURBUY, duquel il résulte que la demande a rencontré des oppositions ou observations ;

Vu la synthèse des objections et observations écrites et orales formulées au cours de cette enquête publique, mais également au cours de l'enquête publique – entachée d'une erreur de procédure – qui s'est déroulée du 09 juin 2015 au 09 juillet 2015, et concernant les thèmes suivants :



- incomplétude de l'étude des incidences sur l'environnement ;
- problématique du charroi hors périmètre de la carrière (vitesse, bruit, poussières) ;
- problématique des prises et rejets d'eau de/dans l'Aisne ;
- imprécisions sur le devenir des zones retirées de l'exploitation ;
- incompatibilité de la carrière avec les activités touristiques de la région ;
- manque de clarté sur la relation entre le dossier de permis unique et le dossier de modification de plan de secteur ;

Vu l'avis motivé émis par le Conseil communal de la ville de DURBUY en date du 22 décembre 2014, rédigé comme suit :

« Le Conseil communal,

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 08 mai 2014 adoptant provisoirement la révision partielle du plan de secteur de Marche- La Roche, portant sur l'inscription de zones d'extraction et de zones agricoles, forestières et d'espaces verts en compensation, sur le territoire de la commune de Durbuy (Heyd, Bomal, Grandhan et Tohogne) ;

Vu les plans et l'étude des incidences sur l'environnement accompagnant cet arrêté ;

Vu l'enquête publique, réalisée du 08 octobre au 21 novembre 2014 ;

Vu le procès-verbal de clôture de cette enquête ;

Vu le procès-verbal de la réunion d'information du 14 octobre 2014 ;

Vu le procès-verbal de la réunion de concertation du 26 novembre 2014 ;

Considérant que l'étude des incidences sur l'environnement est principalement planologique, se limitant à une identification des impacts potentiels d'une extension de la carrière ;

Considérant que, sans connaître précisément les intentions de la carrière, cette étude d'incidences ne permet pas d'estimer l'impact réel d'une extension de l'exploitation, à différents niveaux ;

Considérant que la plupart des conseillers communaux présents aujourd'hui se sont rendus sur les lieux, afin d'appréhender au mieux le projet de modification du plan de secteur, destiné à permettre la poursuite des activités de la carrière de Préalée, au travers d'une extension de la zone d'extraction ;

Vu le CWATUPE, notamment les articles 1<sup>er</sup>, 22, 23, 25, 27, 28, 30bis, 32, 35 à 37, 41 à 44, 46 ;

ÉMET

un avis de principe favorable sur le projet, assorti des remarques suivantes, portant sur la phase du permis unique que l'exploitant carrier introduirait :

- la demande de permis unique future devra prendre en considération les éléments suivants :

- le tonnage annuel sera limité à 400.000 tonnes ;
- la mise en œuvre de l'extension de la carrière doit être réalisée en deux phases dans le temps, par l'un des moyens suivants :
  - si le dossier de demande de permis unique porte sur l'extension globale; dans un premier temps, seule la zone « nord est » (points 6 sur la carte en annexe) sera mise en œuvre (= phase 1); la zone « nord ouest » (= phase 2) ne sera entamée qu'à l'épuisement de la zone « nord est », et pour autant que les mesures prévues pour réduire les nuisances aient effectivement été exécutées;
  - dépôt de deux demandes de permis uniques successives, avec deux études d'incidences échelonnées dans le temps, le premier dossier portant uniquement sur la phase 1 d'ici ;
- le menhir doit être mis en valeur ;
- comme mesure d'accompagnement, le carrier proposera la prise en charge de l'installation de deux radars « tronçon » répressifs (fixes) dans la traversée de Aisne (un dans chaque sens de la RN806) ;
- les fosses d'extraction abandonnées devront faire l'objet d'une réhabilitation progressive, au fur et à mesure de la mise en œuvre d'autres fosses d'extraction, sans attendre la fin de l'exploitation, selon un plan établi et contrôlé par les services compétents de la Région Wallonne ;
- le plan de réhabilitation tiendra compte :
  - des habitats naturels à préserver ou à restaurer,
  - de la possibilité et de l'opportunité d'accueillir, à l'endroit le mieux approprié, un dépôt de déchets inertes (CET classe 3) qui serait destiné à accueillir les déchets des chantiers en cours sur le territoire de Durbuy ;
- l'étude des incidences sur l'environnement qui accompagnera la demande de permis unique devra comprendre une étude détaillée des impacts :
  - de l'exploitation : tir de mines, excavation, concassage, transport et circulation dans et hors carrière ; émission de bruit, de poussières et de boues ;
  - aux niveaux suivants, au minimum : population, paysage, activités agricoles et récréatives, faune et flore (y compris aquatiques), sous-sol (hydrologie, phénomènes karstiques), patrimoine ;
- l'exploitant s'engagera par écrit à respecter les mesures suivantes, et le projet de modification du plan de secteur tiendra compte des remarques suivantes, en référence à la carte en annexe:
  - entre les points 1 et 2, et en passant par les points 1' et 2', en bordure de la zone exploitée pour l'instant : seule une bande de 15 mètres de large sera utilisée pour l'extension de la carrière, doublée d'une bande d'environ 20 (à 35) mètres de large comme zone de dégagement et de plantations



(essences indigènes feuillues à définir par le DNF) ; les plantations seront réalisées en automne 2015 ;

- point 3 : au-delà de cette bande de 35 (à 50) mètres de large, le solde de la zone prévue en zone d'extraction est maintenu en zone agricole ;
- point 4 : le bassin de décantation existant, le long de l'Aisne sera remblayé ; les mesures nécessaires seront rapidement mises en œuvre afin d'assurer ce remblayage, selon un calendrier à proposer aux autorités compétentes ; les seules installations autorisées à cet endroit seront la station de pompage dans l'Aisne et l'équipement permettant la circulation des eaux, en circuit fermé ;
- point 5 : toute la zone reprise entre les deux « chemins », actuellement reprise en zone d'extraction au plan de secteur, reviendra effectivement en zone agricole au nord et en zone forestière au sud, comme l'occupation actuelle du sol ;
- point 6 : en première phase, l'extension de la carrière sera limitée à cette zone ; la partie 6A, déjà inscrite en zone d'extraction, sera exploitée avant la 6B, inscrite quant à elle dans le projet de modification du plan de secteur (PM), la partie 6A est incluse dans le dossier de demande de permis unique venant d'être introduit par la carrière pour le renouvellement des autorisations existantes) ;
- point 7 : les bosquets seront maintenus : le projet de modification doit maintenir ces bosquets en zone forestière ;
- point 8 : ce bassin de décantation sera remblayé et rendu à l'agriculture ; les mesures nécessaires seront rapidement mises en œuvre afin d'assurer ce remblayage, selon un calendrier à proposer aux autorités compétentes ;
- des conventions/contrats devront être signé(e)s, AVANT la mise en œuvre du permis unique qui serait délivré :
- avec le CWEPPS (gestion de la problématique des grottes et phénomènes karstiques) ;
- avec le DNF et/ou Natagora (gestion des habitats à protéger, des habitats à restaurer ou à instaurer après exploitation) ;
- avec la direction des l'Archéologie de la DGO4 (gestion de la problématique de la villa romaine et des mégalithes). »

Vu l'avis favorable sous conditions de l'AWAC – AGENCE WALLONNE DE L'AIR & CLIMAT, envoyé le 24 juillet 2015, rédigé comme suit :

« 1. Examen de la demande

Suite à votre courrier référencé D3100/83012/RGPED/2014/6/EVR/mcc-PU mieux défini sous rubrique, j'ai l'honneur de vous informer que je n'émetts pas d'opposition au projet transmis à mes services.

Mes services émettent un avis favorable conditionné concernant la mise en œuvre du projet.

Il s'agit notamment d'une demande d'étendre le périmètre d'extraction existant de la carrière à de nouvelles parcelles sans augmenter la production annuelle de granulats calcaires. De plus, les dépendances existantes de la carrière sont maintenues en partie et la demande vise à renouveler leur autorisation. La demande vise en outre à régulariser certaines dépendances construites récemment. Par ailleurs, l'exploitant projette de construire de nouvelles dépendances (installations de traitement et de stockage, station service, installation de lavage d'engins).

Les permis d'exploiter sont arrivés à échéance en 2002. Un nouveau permis unique a été refusé en octobre 2011 pour manque d'étude d'incidences (établissement de classe 1 sur base de la capacité nominale de production). Aucune condition particulière visant les émissions atmosphériques n'existe à l'heure actuelle.

Les numéros de rubriques du permis d'environnement mentionnés dans la demande et ayant un impact potentiel sur l'air ou le climat sont :

14.00.01	Extraction de pierres, sables, argiles, sels, minéraux dans une carrière dont la superficie est inférieure à 25 ha (à l'exclusion du cas prévu par la rubrique 14.00.03).	Classe 2
14.90.01.01	Unités intégrées de concassage, de criblage, de lavage, de centrale à béton, d'enrobage, de manutention, de travail de la pierre – dont la capacité nominale de production est supérieure ou égale à 1.200.000 t/an. (Capacité réelle de 350 000 t/an)	Classe 1
40.10.01.03.01	Centrale thermique et autres installations de combustion pour la production d'électricité dont la puissance installée est égale ou supérieure à 0,1 MW thermique et inférieure à 200 MW thermiques. 2 groupes électrogènes	Classe 2
50.50.03	Station-service non visée par les rubriques 50.50.01 et 50.50.02, destinée à l'alimentation en hydrocarbures liquides; à l'exception du GPL, des réservoirs des véhicules à moteur et, le cas échéant, des réservoirs mobiles tels que bidons, jerrican. 2 projets d'installations de ravitaillement	Classe 2
63.12.09.05.01	Dépôts de liquides inflammables mixtes, à l'exclusion des hydrocarbures stockés dans le cadre des activités visées à la rubrique 50.50, lorsque la capacité nominale équivalente totale du dépôt est supérieure ou égale à 500 l et inférieure à 5 000 l, tout en respectant les seuils de classe définis dans les rubriques spécifiques. Mazout de chauffage + huile	Classe 3
63.12.14.02	Dépôts de produits minéraux solides à l'exclusion de ceux visés par d'autres rubriques, lorsque la capacité de stockage est égale ou supérieure à 250 m³. Sables et concassés pour expédition.	Classe 2

Les installations et les activités de la société Famenne Bétons (centrale à béton) située sur le site ne font pas partie de la demande.



La demande de permis mentionne notamment les activités et installations

suivantes :

- I1 : Foreuse, ±200 i/an entre 7 et 16h, au mazout ;
- I2 : Engins de terrassement / chargement (1 pelle sur chenille + 1 chargeur articulé), ±200 i/an entre 7 et 16h, au mazout ;
- I3 : Engins de transport de la pierre et des stériles (1 dumper rigide + 1 dumper articulé), ±200 i/an entre 7 et 16h, au mazout ;
- I4 : Précriblage, concassage primaire et mise en stock-pile, 450 t/h, dans B1 existant, ±200 i/an entre 7 et 16h, 350 000 t/an, réduction de calibre de 1/1000 mm à 0/200 mm + élimination de la fraction terreuse (remblayée en carrière) ;
- I5 : Concassage secondaire et tertiaire (2 perceurs) + criblage intermédiaire, 220 t/h, dans B2 existant, ±220 i/an entre 6 et 22h, 350 000 t/an, réduction de calibre 0/200mm à 0/80 mm puis 0/30 mm, sera remplacé en partie par I8 ;
- I6 : Criblage final (partiellement sous eau) et traitement des sables, installation existante, 220 t/h, dans B3 existant, ±220 i/an entre 6 et 22h, 350 000 t/an, sera remplacé par I8 ;
- I8 : Lavage, concassage tertiaire, criblage final et traitement des sables, installation projetée en remplacement de I6 et de I5 en partie (concasseur tertiaire transféré de B2 vers B9), 220 t/h, dans de nouveaux bâtiments B8 et B9, ±220 i/an entre 6 et 22h, 350 000 t/an ;
- I13 : Installation de ravitaillement des engins de carrière (près du concasseur primaire), 2 pistolets ;
- I16 : Installation de ravitaillement de camions (près du hall COFOC 2), 1 pistolet ;
- I21 : Groupe électrogène au mazout du concasseur primaire, 500 kVA, ±200 i/an entre 7 et 16h,
- I22 : Groupe électrogène au mazout des concasseurs secondaire/tertiaire, 500 kVA, ±220 i/an entre 6 et 22h ;
- I23 : Engin de manutention type « Clark » ;
- I24 : Engins pour chargement et déplacement des stocks (1 chargeur, 1 dumper), ±220 i/an entre 6 et 22h ;
- I25 : Bac de lavage des roues des camions ;
- I27 : Extension de carrière actuelle de +5,90 ha au nord-est, actuellement autorisée sur 11,75 ha hors dépendances (dépendances sur 7 ha).

Notons que la demande omet de signaler l'existence d'une chaudière au mazout pour les bureaux. D'autre part, les 2 installations de ravitaillement I13 et I16 sont prévues en remplacement de 2 installations existantes.

La présence de 2 groupes électrogènes en plus du raccordement à la haute-tension s'explique par la faiblesse du réseau électrique local : la pose d'un

transformateur de grosse capacité ne peut s'envisager tant qu'ORES ne renforce pas le réseau local.

Les principales modifications qui seront apportées au procédé de fabrication actuel sont :

- Lavage systématique des matériaux sortant du concasseur secondaire,
- Criblage final uniquement à sec,
- Mise en stock des produits dans des silos verticaux en béton.

La demande de permis mentionne notamment les dépôts suivants :

- D1 : Granulats et sables, 45 000 m<sup>3</sup> (75 000 t), en silos métalliques (qui seront remplacés par des silos en béton dans B9) + plusieurs tas de stockage en vrac à l'extérieur (stériles, stock-pile 0/200 mm de 20 000 t, tas de déstockage des silos),
- D2 : Gasoil pour engins, 25 000 l,
- D3 : Diesel pour camions, 10 000 l,
- D4 : Gasoil pour chauffage bureaux, 2 000 l.

La demande de permis mentionne notamment les bâtiments suivants :

- B1 : Infrastructure du concasseur primaire, bardage partiel ;
- B2 : Ensemble couvert abritant le concassage secondaire + tertiaire, sans bardage (arrêt partiel projeté) ;
- B3 : Ensemble criblage/lavage final, mise en silos, sans bardage (arrêt projeté) ;
- B8 : Nouveau hall de lavage et criblage sous eau + traitement des sables, bardage complet sauf 5 passages de bandes transporteuses ;
- B9 : Nouveau hall de concassage tertiaire, criblage final à sec, 15 silos en béton + 4 points de chargement automatique extérieurs par bandes transporteuses, bardage complet sauf 4 passages de bandes transporteuses.

Le transfert des matériaux entre les installations fixes se fait via des bandes transporteuses. De nouvelles bandes transporteuses sont prévues de B2 vers B8 et entre B8 et B9.

La présence de rubans de chargement sous les silos (métalliques actuellement et en béton dans le futur) permet de charger les camions sans recourir au chargeur articulé. Si les expéditions sont moindres que la production, alors un dumper assure la mise en stock au sol (déstockage), et le chargeur assure le chargement client ultérieurement. Quatre nouveaux points de chargement automatiques de camions par bandes transporteuses (reprises sous les silos en béton) sont prévus à l'extérieur de B9.

Les approvisionnements et expéditions sont effectués uniquement par camions.

Lorsque l'activité est la plus importante (de mars à novembre), le charroi externe de camions est estimé en moyenne à 178 passages de camions/jour (y compris Famenne Bétons, non concernée par la demande). A côté de cela, le charroi



interne consiste en la circulation des engins (dumpers, chargeur sur pneus, pelle sur chenille...).

Environ 30 à 40 tirs de mines sont effectués par an (10 000 t de roche abattue par tir).

Les habitations les plus proches se trouvent à 60 m des limites du site, du côté de l'entrée du site.

### 1.1. Émissions atmosphériques – Incidences prévisibles

Après examen du dossier, il s'avère que les principaux polluants atmosphériques qui sont ou seront émis par les installations et les dépôts en lien avec la demande de permis sont :

- Les rejets diffus de poussières générés par :
  - l'action du vent sur les surfaces empoussiérées du site et sur les tas de stockage en vrac;
  - le charroi sur le site et en dehors du site;
  - les opérations non confinées de manutention et de transfert de matériaux en vrac (mise en tas, chargement/déchargement, points de chute...);
  - les opérations non confinées totalement de concassage et de criblage des matériaux ;
  - les opérations de forage et de brise-roche ;
- Les futurs rejets diffus de poussières passant les ouvertures des bâtiments fermés abritant les installations fixes ;
- Les futurs rejets canalisés résiduels de particules après filtration éventuelle de l'air aspiré dans les installations fixes ;
- Les gaz de combustion des engins de manutention, de la foreuse et des camions au mazout;
- Les gaz de combustion des groupes électrogènes au mazout;
- Les gaz de combustion de la chaudière au mazout ;
- Les émissions volatiles à partir du ravitaillement en carburant des engins, camions et machines.

Actuellement, les mesures de réduction des émissions de poussières prises par l'exploitant sont :

- Arrosage ponctuel des pistes aux endroits les plus exposés (via tracteur-citerne) ;
- Aire de manœuvre près du concasseur primaire munie d'asperseurs ;
- Concasseur primaire et ruban de jetée sur le stock-pile munis d'un système d'aspersion ;
- Capotage de la tête de jetée du ruban de mise en stock-pile (0/200 mm) ;
- Divers capotages dans l'installation de traitement final (en aval du stock-pile) ;

- Bac de lavage des roues de camions ;
- Voiries internes en dur (béton et hydrocarboné) ;
- Sprinklers sur la voirie interne (à commande manuelle non automatique) ;
- Vitesse réduite des camions à cause des faibles distances entre les installations.

Par ailleurs, dans l'installation projetée, le traitement (après le concasseur secondaire) débutera par un lavage énergétique des pierres au moyen d'eau à haute pression. Non seulement le criblage à sec actuel sera éliminé, mais il sera également possible d'arroser le produit avant le concasseur secondaire puis le colmatage aval ne sera plus un problème. Le criblage final des petites granulométries (2/8, 8/14, 14/20) se fera à sec mais au départ d'un produit humide, et à l'intérieur d'un bâtiment complètement capoté. Les émissions globales de l'installation projetée seront donc nettement moindres.

La capacité des futurs silos en béton sera supérieure aux silos métalliques actuels : les opérations de déstockage et les émissions diffuses de particules de ces opérations seront donc diminuées.

Notons que l'AwAC a été sollicitée en 2013 par la CPES dans le cadre d'une plainte de riverain portant sur les émissions de poussières/particules du site. D'après l'exploitant, les émissions de poussière dont les riverains se plaignaient étaient dues principalement aux dépôts de boue sur la route, boue rapidement transformée en poussière. La mise en place d'un bac de lavage des roues de camions et de voiries internes en dur (béton et hydrocarboné), entre mi-2012 et début 2013, aurait fortement amélioré la situation. En outre, la possibilité d'arroser abondamment la voirie interne par des "sprinklers" commandés depuis l'accueil contribue à rabattre la poussière ambiante en conditions sèches.

Deux campagnes de mesures des retombées atmosphériques de poussières ont été effectuées dans le cadre de l'EIE. Plusieurs jauges placées à l'extérieur du site ont enregistré des valeurs « très élevées » et « élevées » jusqu'à 300 m des limites du site, en partie à cause du charroi et du fait que les activités de traitement et de stockage se trouvent en surplomb par rapport à ces jauges. Une diminution des retombées a été constatée suite à l'aménagement du bac de lavage, de la voirie et de son arrosage. Une réduction supplémentaire est attendue suite au confinement et aux nouvelles techniques des installations fixes projetées.

L'auteur de l'EIE recommande :

- La plantation du futur merlon au nord de la zone d'extraction ;
- La limitation de la vitesse des engins à 30 km/h sur les zones de chargement et les pistes intérieures ;
- Une aspersion régulière des pistes durant les périodes de sécheresse ;
- L'optimisation du système d'aspersion du concasseur primaire ;



- La mise en place d'un dispositif de réduction et/ou de captation des émissions de poussières au niveau :
  - Du précipitableur,
  - De la mise en stock-pile 0/200 mm,
  - Des bandes transporteuses existantes,
  - Du concasseur secondaire.

Signalons que la condition sectorielle « carrières et dépendances » impose notamment le confinement des installations fixes (Art.39 Les concasseurs, les cribles et les malaxeurs fixes sont maintenus en encintes fermées, à l'exception de l'étage d'alimentation du concasseur primaire). Cela sera mis en application dans les nouvelles installations projetées en aval des concasseurs primaire et secondaire mais l'exploitant ne semble pas prévoir de confiner plus amplement ceux-ci.

## 2. Avis

Favorable

Favorable sous conditions

Favorable-partiellement

Défavorable

Le présent avis vous est remis d'un point de vue strictement technique et scientifique.

... (suivent les conditions, reproduites à l'article 4 ci-après) »

Vu l'avis favorable de BOFAS, envoyé le 04 juin 2015, rédigé comme suit :

« Nous nous référons à votre lettre du 27 mai 2015 concernant une demande d'avis relatif à un permis unique, Aisne à 6941 Heyd/Durbuy.

Il n'y a pas d'interdiction de délivrance d'un permis environnemental car il ne s'agit pas d'une station-service publique et Bofas ne dispose pas d'un dossier relatif à ce site. »

Vu l'avis favorable de la CCATM DE DURBUY, envoyé le 24 juin 2015, rédigé comme suit :

« Attendu que la CCATM doit rendre son avis sur le permis unique introduit par la sprl Carrières de Préalle et libellé comme suit : Renouvellement des autorisations relatives aux dépendances de carrières, régularisation des dépendances récentes, implantation et exploitation de nouvelles dépendances et extension du périmètre de la carrière ; conformément aux objectifs définis par le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement et conformément à l'article 91 du décret en question ;

Considérant qu'il y a lieu de vraiment prendre en compte l'aspect humain de ce dossier ;

Considérant que l'exploitation en elle-même n'est pas remise en cause ;

Considérant que la sprl carrières de Préalle exploite actuellement sans réelle autorisation ;

Considérant qu'un cadre légal est nécessaire afin de pouvoir réglementer le site d'exploitation ;

Considérant qu'économiquement parlant, la carrière n'est pas négligeable pour la région ;

Considérant que le projet de révision du plan de secteur ne pourra être envisagé qu'une fois le permis unique accordé ;

Considérant que le projet aura des impacts sur l'environnement ; qu'un soin particulier sera apporté à l'intégration paysagère et à l'architecture des nouvelles infrastructures ;

Considérant que l'étude d'incidences sur l'environnement aurait pu compléter son analyse par un volet dédié aux nuisances sonores (même si les résultats des mesures prises sont dans les normes) ;

Au vu de ce qui précède, la CCATM émet un avis favorable au projet tel que présenté. 12 membres présents ont voté : OUI : 11 – NON : 1 »

Vu l'avis favorable de la COMMISSION PROVINCIALE DE LA PROVINCE DU LUXEMBOURG, envoyé le 24 juillet 2015, rédigé comme suit :

« Nous avons l'honneur de vous faire savoir que la Commission royale, a examiné le dossier repris en objet et a pris connaissance de l'avis favorable émis par la chambre provinciale de Luxembourg en séance du 26 juin 2015.

Les parcelles concernées par l'exploitation de la carrière ne sont pas incluses dans le site classé. Le menhir ne sera pas déplacé, une zone tampon de 30 m sera établie entre ce monument et la carrière et il existe un protocole d'accord entre le Département du Patrimoine et le demandeur autorisant notamment une évaluation régulière par le Service de l'Archéologie en province de Luxembourg.

Compte tenu de ces éléments, la Commission royale ne s'est pas opposée à la demande. »



Vu l'avis favorable sous conditions du CWEDD, envoyé le 07 juillet 2015, rédigé comme suit :

### « 1. DONNÉES DE BASE

- Demande :
  - Permis unique
  - Rubrique : dossier soumis à EIE sur demande des Fonctionnaires technique et délégué
- Projet :
  - Modification de l'exploitation et extension de la carrière et régularisation de la prise d'eau
  - Localisation : au sud de la N806 - Situation au plan de secteur : zone d'extraction
  - Catégorie : n°3 – Mines et carrières

Demandeur : SPRL Carrière de Préalles, Hamois (Achet)

Auteur de l'étude : ARCEA sprl, Mons

Autorités compétentes : Fonctionnaires technique et délégué

Date de réception du dossier : 29/05/2015

Visite de terrain : 02/07/2015, en présence de l'auteur d'étude et du demandeur

Audition : 06/07/2015, en présence de l'auteur d'étude et du demandeur

Le projet et son contexte : Le site, à proximité de la N806 et de l'Aisne, au sud du chemin de Préalles (limite de la zone d'extraction) et à l'ouest de la voie d'Aisne, couvre 23,36 ha dont 17 ha de carrière proprement dite.

Il est limité au sud par le ruisseau de Tour, dont la canalisation fait l'objet de la demande. La carrière produit des concassés et du sable de calcaire et sa demande d'autorisation couvre :

- l'extension de la fosse vers le nord (+3,5 ha) ;
- l'exploitation de dépendances actuelles et projetées ;
- l'exploitation d'un nouveau bassin de décantation des boues de process ;
- la régularisation des prises et rejet d'eau ;
- la canalisation du ruisseau de Tour.

### 2. AVIS SUR LA QUALITÉ DE L'ÉTUDE D'INCIDENCES

Le CWEDD estime que l'étude d'incidences contient les éléments nécessaires à la prise de décision.

Au niveau du contenu

- Le CWEDD apprécie une analyse généralement bien détaillée et structurée, et notamment :
- l'historique du site et de l'activité ;

- la description des installations et des modifications envisagées ;
- l'analyse des meilleures techniques disponibles pour les « Emissions dues aux stockages des matières dangereuses ou en vrac » bien que les carrières de Préalles ne figurent pas dans le classement des entreprises IED ;
- les réponses aux questions et suggestions des riverains ;
- l'étude paysagère et les propositions détaillées de réaménagement.

Le CWEDD regrette toutefois :

- le manque d'information sur les stockages de produits ;
- en complément aux données fournies par le SPW-DGO1 qui ne distinguaient pas les véhicules légers des poids lourds, l'absence de comptage permettant d'établir la proportion que représente le trafic lié à l'exploitation des carrières de Préalles par rapport au trafic poids lourd total de la Nationale 806, d'autant plus que ce point est repris dans le chapitre relatif aux difficultés rencontrées par l'auteur d'étude.

Au niveau de la forme

Le CWEDD apprécie la grande clarté et la lisibilité de l'étude ainsi que la qualité des documents cartographiques ponctuant le texte.

### 3. AVIS SUR L'OPPORTUNITÉ ENVIRONNEMENTALE DU PROJET

Le CWEDD remet un avis favorable sur l'opportunité environnementale du projet dans la mesure où les recommandations de l'auteur et les remarques du CWEDD ci-dessous sont prises en compte.

Le CWEDD constate avec satisfaction que, selon les recommandations de l'EIE, les plans de la demande de permis ont été adaptés dans la partie Nord-Est de la zone d'extraction afin de préserver le boisement et les espèces végétales protégées qui s'y trouvent. De même, les dérogations nécessaires à la loi sur la conservation de la nature ont été demandées et obtenues.

Le CWEDD appuie toutes les recommandations de l'auteur, et en particulier les suivantes :

- éviter le colmatage éventuel du réseau karstique par la mise en place d'une couche de sable dans le fond du bassin de décantation des boues de process afin de filtrer celles-ci ;
- limiter les risques de pollution de la nappe, très vulnérable aux pollutions de surface car localisée à faible profondeur et dans un milieu karstique, notamment via :
  - une vérification de l'étanchéité des zones à risque ;
  - le placement de kits anti-pollution (absorbants d'hydrocarbures) aux endroits à risques et idéalement dans tous les engins de la carrière ;
- contrôler la qualité des sols au niveau des installations à risque qui seront démantelées (stations-services actuelles) ;



- mettre en place une unité d'épuration agréée pour le traitement des eaux usées domestiques ;
- aménager le carrefour situé à l'entrée de la carrière ;
- établir une charte de bonne conduite avec les transporteurs et insister auprès de ceux-ci pour qu'ils respectent les horaires d'ouverture ou aménager une zone de stationnement ;
- assurer le raccordement des eaux de ruissellement de la voirie d'accès au bassin de décantation ;
- choisir les nouvelles installations en fonction des consommations et des meilleures efficacités énergétiques.

Le CWEDD demande en outre :

- d'assurer un suivi, sous l'égide du DNF, de la mise en œuvre et de l'efficacité des mesures de protection et de compensation en particulier pour ce qui concerne le déplacement de substrat comportant des espèces végétales protégées ;
- de veiller, lors de la progression du front de carrière, à ne pas perturber les nidifications du hibou grand-duc et du petit gravelot et à maintenir au fil du temps une offre suffisante d'espaces favorables à leur nidification ;
- de poursuivre le relevé des consommations afin d'évaluer les systèmes de production alternatifs et économiseurs d'énergie à mettre en place ;
- de poursuivre les efforts de réduction des émissions poussières.

#### 4. REMARQUES AUX AUTORITÉS COMPÉTENTES

Le CWEDD rappelle que selon l'article D.73 du Code de l'environnement, le demandeur doit motiver les raisons pour lesquelles il ne suit pas les suggestions de l'étude d'incidences. Ces motivations ne figurent que partiellement dans le dossier transmis. »

Vu l'avis favorable sous conditions de la DGO1 – D.132 – DIRECTION DES ROUTES DU LUXEMBOURG, envoyé le 19 juin 2015, rédigé comme suit :

« J'ai l'honneur d'accuser réception de votre courrier précité et de vous faire parvenir l'avis émis par mon Service concernant la demande de permis d'urbanisme introduite par la SPRL Carrières de Préalles.

... (suivent les conditions, reproduites à l'article 4 ci-après) »

Vu l'avis favorable de la DGO3 – DEE – DIRECTION PRÉVENTION POLLUTIONS, envoyé le 14 juillet 2015, rédigé comme suit :

#### « 1. Examen de la demande

La demande concerne la remise d'un avis relatif au renouvellement des autorisations relatives aux dépendances, à la régularisation les dépendances récentes, à l'implantation et à l'exploitation de nouvelles dépendances et à l'extension du périmètre de la carrière.

## 2. Norme de niveaux sonores

### 2.1. Normes applicables

S'agissant de l'extension d'une carrière existante, les limites de bruit applicables sont fixées par l'article 45.2 des conditions sectorielles relatives aux carrières et à leurs dépendances, fixées par l'arrêté du gouvernement wallon du 7 juillet 2003.

Les normes à respecter sont donc de 60 dB(A) la journée, 55 dB(A) en période de transition et le dimanche, et 50 dB(A) la nuit.

### 2.2. Étude acoustique et respect des normes

Une étude acoustique a été réalisée par le bureau agréé MoDyYa lors de l'étude d'incidences.

Elle montre que les aménagements et les modifications des installations prévus dans le projet permettent de réduire le bruit particulier de l'établissement.

Les niveaux de bruit qui seront atteints resteront donc bien en-deçà des normes prescrites.

### 2.3. Conclusions

Les normes de bruit des conditions sectorielles relatives aux carrières et à leurs dépendances, fixées par l'arrêté du gouvernement wallon du 7 juillet 2003 devraient pouvoir être respectées.

## 3. Avis

La cellule bruit émet un avis FAVORABLE. »

Vu l'avis favorable sous conditions de DGO3 – DEE – EAUX DE SURFACE, envoyé le 09 septembre 2015, rédigé comme suit :

### « 1. Examen de la demande

#### 1.1. Objet de la demande

La demande de permis vise l'exploitation d'une carrière, d'un dépôt d'hydrocarbures et d'huiles usagées, d'une station-service, d'un atelier d'entretien et d'une zone de lavage des engins.

#### 1.2. Type d'eaux usées déversées et origine des eaux utilisées.

Les eaux rejetées par l'établissement seront les suivantes :

- des eaux d'exhaure de la carrière (en circuit fermé) ;
- des eaux industrielles de l'atelier pour l'entretien des véhicules de carrière, lavage de moins de 10 véhicules par jour et de la station-service ;
- des eaux domestiques ;
- des eaux pluviales.



### 1.2.1. Caractérisation des eaux industrielles

Les aires de ravitaillement et de remplissage de la station-service sont aménagées conformément aux prescriptions de l'arrêté du Gouvernement wallon du 04 mars 1999 modifiant le titre III du règlement général pour la protection du travail en insérant des mesures spéciales applicables à l'implantation et l'exploitation des stations services.

Les eaux usées industrielles présentent une charge en matières en suspension et en hydrocarbure...

### 1.2.2. Caractérisation des eaux domestiques

Les eaux usées domestiques sont issues des sanitaires...

### 1.2.3. Origine des eaux utilisées

L'eau utilisée par l'établissement provient de la distribution publique et des eaux pluviales.

## **1.3. Milieu récepteur et identification des rejets et déversements.**

### 1.3.1. Milieu récepteur et contraintes associées

L'établissement est repris en partie en zone d'assainissement autonome au plan d'assainissement par sous-bassin hydrographique de l'Ourthe, masse d'eau OU26R.

Les eaux de ruissellement et industrielles (sauf l'eau d'exhaure) transitent par un déboureur séparateur d'hydrocarbures.

Les eaux domestiques transitent par une installation d'épuration individuelle.

Toutes les eaux usées se déversent dans le ruisseau de Tour cours d'eau de 3<sup>ème</sup> catégorie, cours d'eau n° 12055 dans la masse d'eau OU26R, ce ruisseau se déverse dans l'Aisne qui est un cours d'eau de 1<sup>ère</sup> catégorie jugé en bon état et non à risque.

### 1.3.2. Identification des rejets et déversements

Les eaux générées au sein de l'établissement seront déversées en 3 points de rejet identifiés comme suit :

- rejet R1 – déversement n°1 : rejet d'eaux industrielles et pluviales (après passage par des déboueurs des séparateurs d'hydrocarbures) ;
- rejet R2 – déversement n°2 : rejet d'eaux de ruissellement potentiellement contaminées (après passage par le déboureur – séparateur d'hydrocarbures) ;
- rejet R3 – déversement n°3 : rejet d'eaux domestiques.

## **1.4. Conditions de déversements applicables et contraintes d'épuration**

### 1.4.1. Conditions de déversement applicables

#### **a) Conditions générales**

Les articles 7 à 10 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 04 juillet 2002 fixant les conditions générales d'exploitation des établissements visés par le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement précisent les modalités selon lesquelles les conditions de déversement sont fixées dans les permis.

Pour l'établissement, les conditions de déversement seront exclusivement fixées en valeurs maximales instantanées.

Elles se réfèrent notamment à l'arrêté royal du 3 août 1976 portant le règlement général relatif aux déversements des eaux usées dans les eaux de surface ordinaires, dans les égouts publics et dans les voies artificielles d'écoulement des eaux pluviales.

#### **b) Conditions sectorielles & intégrales**

Elles se réfèrent à l'arrêté du Gouvernement wallon du 03 avril 2003 déterminant les conditions intégrales relatives aux ateliers d'entretien et de réparation des véhicules à moteur lorsque le nombre de fosses ou ponts élévateurs est inférieur ou égal à trois, à l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 juillet 2003 portant conditions sectorielles relatives aux carrières et à leurs dépendances, à l'arrêté du Gouvernement wallon du 31 mai 2007 déterminant les conditions sectorielles relatives aux installations de stockage temporaire d'huiles usagées et à l'arrêté du Gouvernement wallon du 25 septembre 2008 fixant les conditions intégrales relatives aux unités d'épuration individuelle et aux installations d'épuration individuelle.

#### **c) Conditions particulières**

Les conditions particulières visent à :

- préciser certaines obligations de gestion des eaux au sein de l'établissement.
- tenir compte des conditions de déversement fixées par l'arrêté du Gouvernement wallon du 04 mars 1999 modifiant le titre III du règlement général pour la protection du travail en insérant des mesures spéciales applicables à l'implantation et l'exploitation des stations services.

### 1.4.2. Contraintes d'épuration des eaux usées

Toutes les eaux usées issues des ateliers devront transférer par un séparateur d'hydrocarbures à fermeture automatique, avec cellule codescende, chambre d'échantillonnage, indicateur de niveau et déboureur.



Toutes les eaux susceptibles d'être polluées par des hydrocarbures transiteront par un séparateur d'hydrocarbures à fermeture automatique avec débourbeur et équipé d'un filtre coalesceur.

Conformément aux conditions fixées par l'arrêté du Gouvernement wallon du 04 mars 1999 modifiant le titre III du règlement général pour la protection du travail en insérant des mesures spéciales applicables à l'implantation et l'exploitation des stations services, toutes les eaux susceptibles d'être polluées par des hydrocarbures transiteront par un séparateur d'hydrocarbures à fermeture automatique avec débourbeur et équipé d'un filtre coalesceur.

Vu que des déversements d'eaux usées domestiques se feront dans une eau de surface, une installation dépollution individuelle des eaux domestiques sera placée.

**2. Avis**

Favorable

Favorable sous conditions

Favorable-partiellement

Défavorable

... (suivent les conditions, reproduites à l'article 4 ci-après) »

Vu l'avis favorable partiellement de la DGO3 – DEE – EAUX SOUTERRAINES MARCHÉ, envoyé le 03 juillet 2015, rédigé comme suit :

« 1) CONCERNANT L'EXHAURE

Au vu des éléments du dossier il apparaît que, depuis que le ruisseau de Tour a été canalisé, il ne serait plus nécessaire de pratiquer l'exhaure dans le plan d'eau existant situé en la partie ouest de la carrière.

D'après Monsieur TOUSSAINT, responsable du site, le niveau de ce plan d'eau augmente bien de quelques mètres en période hivernale. L'excédent d'eau s'évacuerait toutefois naturellement par infiltration, et la côte estimée (car le plan d'eau n'est actuellement pourvu d'aucune échelle de mesure) redescendrait au niveau 155 mètres sans qu'il soit nécessaire de procéder là à de l'exhaure.

Cependant, s'il ressort que la présente demande de permis ne porte pas sur la rubrique 41 il a été constaté, lors de notre visite du 29 juin 2015, que :

1. L'exploitant réalise actuellement, en la partie nord-est de l'excavation, une surprofondeur dont le niveau, largement inférieur à celui autorisé dans le précédent permis, atteindrait, d'après Monsieur TOUSSAINT, la côte altimétrique 152 m.
2. Il est actuellement procédé, au fond de cette surprofondeur non autorisée, à de l'exhaure.

En conséquence, la société requérante est tenue de cantonner l'exploitation de cette carrière à la côte plancher fixée dans le permis antérieurement délivré et de cesser l'exhaure.

Si la requérante envisage d'exploiter la carrière à une côte inférieure au niveau autorisé, il lui est dans ce cas requis de solliciter au préalable le permis nécessaire, dont la demande devrait également porter sur la rubrique 41.00.03.02.

Conformément à la législation, cette demande aurait à inclure un rapport hydrogéologique devant permettre à l'administration d'évaluer l'impact probable de la prise d'eau d'exhaure sur l'aquifère et, dans le cas présent, sur le système karstique. Ce rapport devra permettre de définir la piézométrie, dans et aux abords du site, et d'évaluer l'impact probable qu'aurait cet exhaure sur les niveaux piézométriques.

Cette étude nécessitera la réalisation de piézomètres et la mesure dans chacun de ceux-ci des variations du niveau de la nappe sur une période portant sur un minimum de 12 mois.

Le plan d'eau actuel devra rapidement être pourvu d'une échelle fixe de mesure, et éventuellement d'un système de mesure ou d'enregistrement des données, permettant de suivre l'évolution de son niveau. Les mesures, réalisées par la société titulaire, seront effectuées à raison d'au minimum deux par mois.

Elles seront consignées et conservées par la société titulaire et seront disponibles pour l'administration.

2) CONCERNANT LES AUTRES INSTALLATIONS

Le Service des Eaux souterraines du Département de l'Environnement et de l'Eau n'émet aucune opposition envers les installations, activités et stockages y afférant, visés par la présente demande de permis pour autant que ceux-ci ne donnent lieu, vers un sol non étanchéité ou vers le sous-sol, à aucun écoulement, fuite, rejet ou infiltration, d'eaux usées, résidus d'hydrocarbures ou toutes autres substances impropres susceptibles de porter atteinte envers la qualité de l'eau souterraine.

En ce sens, les eaux de lavage ou autres activités ayant engendré leur altération, qui sont envoyées vers une fosse de décantation non étanche (et qui permet par conséquent leur infiltration vers le sous-sol et le système karstique) ne peuvent contenir aucun résidu d'hydrocarbure ou toute autre substance improprie susceptible de porter atteinte envers la qualité de l'eau souterraine.

Les eaux provenant du séparateur d'hydrocarbures (qui sera installé à la sortie de l'aire de lavage et de remplissage carburant) ne peuvent être rejetées dans le sol ou dans un quelconque bassin ou fosse d'infiltration ou de décantation mais doivent être conduites vers une eau de surface ou un collecteur ou une voie artificielle d'écoulement (fossé). »



Vu la demande d'avis reçue par la DGO3 – DNF – DIRECTION EXTÉRIEURE DE MARCHE-EN-FAMENNE le 29 mai 2015, restée sans réponse à la date du présent arrêté ;

Vu l'avis favorable sous conditions de la DGO3 – DPD, envoyé le 25 juin 2015, rédigé comme suit :

« Dans le cadre du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, l'Office a été saisi de la demande visée sous objet, introduite par la s.p.r.l. CARRIERES DE PREALLE.

Cette demande vise à obtenir l'autorisation d'exploiter et d'étendre une carrière et ses dépendances.

Dans le cadre de l'activité pour laquelle l'autorisation est sollicitée, la requérante générera :

- des déchets non dangereux composés principalement d'emballages non contaminés, de déchets plastiques ;
- des déchets dangereux : huiles usagées, batteries, filtres à huiles, chiffons et absorbants contaminés par des substances dangereuses, emballages contaminés par des substances dangereuses.

Les rubriques de classement suivantes sont d'application en matière de déchets dans le cadre de la présente demande :

63.12.05.02.01 – classe 3 : Installation de stockage temporaire de déchets non dangereux, à l'exclusion des activités visées sous 63.12.05.03, lorsque la capacité de stockage est supérieure à 30 tonnes et inférieure ou égale à 100 tonnes.

63.12.05.04.01 – classe 3 : Installation de stockage temporaire de déchets dangereux, tels que définis à l'article 2, 5° du décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets, lorsque la capacité de stockage est supérieure à 250 kg et inférieure ou égale à une tonne.

63.12.05.05.02 – classe 2 : Installation de stockage temporaire des huiles usagées, telles que définies à l'article 1er, 1° de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 09 avril 1992 relatif aux huiles usagées lorsque la capacité de stockage est supérieure à 2.000 litres.

En suite à votre courrier du 27 mai 2015 relatif à l'objet repris sous rubrique, j'ai l'avantage par la présente de porter à votre connaissance de l'absence d'objections de mes services quant à la demande introduite par la s.p.r.l. CARRIERES DE PREALLE, moyennant le respect des prescriptions :

- du décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets;

- du décret du 05 décembre 2008 portant approbation de l'accord de coopération concernant la prévention et la gestion des déchets d'emballages;
- du décret du 05 décembre 2008 relatif à la gestion des sols;
- de l'A.E.R.W. du 09 avril 1992 relatif aux déchets dangereux;
- de l'A.E.R.W. du 09 avril 1992 relatif aux huiles usagées;
- de l'A.G.W. du 23 novembre 2006 déterminant les conditions intégrales relatives aux installations de stockage temporaire de déchets dangereux;
- de l'A.G.W. du 31 mai 2007 déterminant les conditions sectorielles relatives aux installations de stockage temporaire d'huiles usagées;
- de l'A.G.W. du 25 octobre 2007 déterminant les conditions intégrales relatives aux installations de stockage temporaire de déchets non dangereux;
- de l'A.G.W. du 12 janvier 1995 portant réglementation de l'utilisation sur ou dans les sols des boues d'épuration ou des boues issues de gadoues de fosses septiques;
- de l'A.G.W. du 05 mars 2015 instaurant une obligation de tri de certains déchets;
- des conditions particulières jointes en annexe.

Ces conditions ne préjudicient en rien aux impositions que votre Service jugerait nécessaire de proposer en vue d'obvier aux divers dangers, nuisances et inconvénients auxquels cette exploitation pourrait donner lieu et qui relèvent de sa compétence exclusive.

... (suivent les conditions, reproduites à l'article 4 ci-après) »

Vu l'avis favorable sous conditions de la DGO3 – DRCE – DCENN – DISTRICT MARCHE, envoyé le 30 juillet 2015, rédigé comme suit :

« En réponse à votre courrier du 27 mai 2015, relative à l'objet sous rubrique, j'ai l'honneur de vous informer que nous émettons un avis favorable à condition que les prescriptions suivantes soient respectées :

Article 1. : Les travaux seront réalisés uniquement en vue de l'installation d'une pompe immergée dans l'Aisne entre les profils 395-396 de l'Atlas des cours d'eau (ACE) conformément au plan n° P016a du 16/03/2015 intitulé « Prise d'eau dans l'Aisne » ;

Article 2. : La pompe sera placée dans un caisson grillagé dont le diamètre des mailles sera au maximum de 1cm;

Article 3. : À aucun moment, le prélèvement ne pourra dépasser le tiers du débit du cours d'eau ;



**Article 4. :** En période d'étiage, le prélèvement d'eau dans l'Aisne sera soit réduit, soit arrêté à la demande du délégué du Ministre ou de son représentant.

Aucune indemnité ne sera due du chef de la réduction ou de l'arrêt du prélèvement d'eau ;

**Article 5. :** En cas de travaux dans l'Aisne, le prélèvement d'eau dans le cours d'eau pourra être arrêté à la demande du délégué du Ministre ou de son représentant.

Aucune indemnité ne sera due du chef de l'arrêt du prélèvement d'eau ;

**Article 6. :** Le stockage et l'alimentation des engins de chantier en hydrocarbures seront effectués à une distance de 100,00 m minimum du cours d'eau ;

**Article 7. :** Les arbres et arbustes ornant et protégeant les berges de l'Aisne contre l'érosion, seront conservés et protégés lors de l'exécution des travaux.

Tous les dégâts causés aux arbres seront à réparer (coupe franche des branches cassées, pansement des plaies au goudron végétal, etc...).

La végétation arbustive fortement abîmée ou détruite devra être remplacée par les mêmes espèces ou par des aulnes selon les instructions et directives du délégué du Ministre ou de son représentant.

Les matériaux provenant des arbres coupés seront évacués conformément à la législation en vigueur dans cette matière;

**Article 8. :** Les travaux seront menés de telle sorte que la vie aquatique soit perturbée au minimum; la mise en suspension de béton, boues, vases,... dans l'eau de la rivière est proscrite et l'impétrant supporte les conséquences que ces fautes pourraient entraîner ;

**Article 9. :** Il est strictement interdit de travailler à partir du cours d'eau et de se déplacer à l'aide d'engin dans ce dernier. Les travaux seront menés à partir de la rive gauche ;

**Article 10. :** Les profils en long et en travers de la rivière ne peuvent être modifiés ;

**Article 11. :** Après les travaux, la berge gauche sera stabilisée à l'aide de gros enrochements selon les instructions du délégué du Ministre ou son représentant et les prescriptions techniques suivantes :

- les berges dégradées seront stabilisées à l'aide de gros enrochement de 400 kg minimum à 700 kg maximum par bloc.
- le premier rang de pierre sera posé sous le plafond du cours d'eau et le niveau supérieur sera le niveau du terrain riverain moins 15 cm.
- les enrochements placés selon l'inclinaison de la berge du cours d'eau ne peuvent épiétrer sur la section de passage de l'eau courante.
- les remblais d'épaullement des gros enrochements seront parfaitement damés et une couche de terre arable de 15 cm minimum recouvrera les enrochements et les remblais d'épaullement.

Cette couche de terre sera réensemencée, afin de ne pas être emportée par les eaux de crue, à l'aide de graminées qui devront être agréées par le délégué du Ministre ou son représentant.

Cette stabilisation ne peut épiétrer sur la section de passage de l'eau courante.

**Article 12. :** Toute dégradation de quelque manière que ce soit des berges de l'Aisne (défoncement ou ameublissement par terrassements ou passages d'engins) devra obligatoirement être réparée à l'aide de gros enrochements selon les instructions du délégué du Ministre ou son représentant et les prescriptions techniques de l'article 11 ;

**Article 13. :** L'impétrant sera tenu de prendre à sa charge tous les frais imposés dans le futur par des travaux éventuels de modifications à la prise d'eau et à ses accessoires et indispensables pour la réalisation de travaux à effectuer par le Service Publique de Wallonie sur son domaine;

**Article 14. :** L'impétrant est tenu d'avertir les Services Extérieurs de la Direction des Cours d'Eau Non Navigables du Département de la Ruralité et des Cours d'Eau, rue Ville Basse n° 33 à 6660 HOUFFAIZE (Tél.061/24.04.90 – Fax 061/24.04.99) 5 jours ouvrables, avant l'exécution des travaux ou à défaut le délégué du Ministre (Cf. art. 15).

**Article 15. :** Le Premier Attaché – Chef de district f.f. de la Direction des Cours d'Eau Non Navigables du Département de la Ruralité et des Cours d'Eau, rue de Luxembourg 5 à 6900 Marche-en-Famenne (Tél. 084/37.43.37 ; Fax. 084/37.43.35) est le délégué du Ministre.



Vu l'avis favorable sous conditions de la DGO3 – DSD – DPS, envoyé le 11 septembre 2015, rédigé comme suit :

- « Après consultation des bases de données dont mes services ont la gestion et d'après les informations qui sont en notre possession, il ressort de l'examen du dossier :
- que, d'après les documents accompagnant la demande de permis, les références cadastrales du terrain visé sont les suivantes :  
(voir article 1) ;
  - qu'il convient de noter que les informations disponibles, issues de la base de données « WALSOLS » de la SPAQuE, indiquent la présence, pour la localité de HEYD /DURBUY, du site suivant « Lx1007-001 – Carrière au fond de Heyd ». Les informations disponibles en ligne sur le site de la SPAQuE ne mentionnent pas si une ou plusieurs pollution(s) a (ont) été mise(s) en évidence, ni si la SPAQuE a été chargée ou non de mener des investigations et/ou une réhabilitation au niveau du site ni si les éventuelles investigations et/ou la réhabilitation est/sont à ce jour clôturée(s). En effet, le niveau de gestion renseigné pour le site est le suivant : « inventaire – informations non validées » ;
- Dès lors, il est préconisé de contacter la SPAQuE afin de lever cette incertitude et, le cas échéant, de déterminer si le terrain visé fait l'objet de contraintes particulières en matière de sols (présence de pollution, mesures de précaution à respecter, restrictions d'utilisations, etc.).

- que la demande vise à :
  - renouveler les autorisations relatives aux dépendances de carrières,
  - régulariser les dépendances récentes et de la prise et rejet des eaux,
  - implanter et exploiter de nouvelles dépendances (installation de traitement final et stockage des concassés, stations-services, zone de lavage des engins),
  - étendre le périmètre autorisé de la carrière au solde de la zone d'extraction ;
- qu'il s'agit donc de la régularisation, du maintien en activité et de l'extension / transformation établissemment existant ;
- que le projet visé implique une modification significative de l'emprise au sol (travaux de génie civil liés à la mise en œuvre du projet) : implantation de nouvelles dépendances, extension du périmètre d'extraction, etc. ;
- que l'établissement objet de la demande comporte et comportera plusieurs activités / installations / dépôts qui sont visés à l'annexe 3 du décret du 05 décembre 2008 relatif à la gestion des sols : présence antérieure et/ou actuelle et future (conservation de installations et dépôts actuels et implantations nouvelles prévues par le projet) ;

- que les documents accompagnant la demande de permis mentionnent, notamment, les activités, installations ou dépôts (dont certains à risques potentiels pour le sol) suivants :
    - Bâtiments : (voir article 2) ;
    - Installations : (voir article 2) ;
    - Dépôts :
      - D1 : granulats et sables : 75.000 t – 45.000 m<sup>3</sup>, stockage en tas au sol ou en silos métalliques (à remplacer par silos béton en projet (B9) ;
      - D2 : gazoil station-service « carrières » près du primaire : 25.000 l, citerne enfouie à double paroi ;
      - D3 : diesel station-service « camions » près du hall Cofoc 2 : 10.000 l, citerne double paroi ;
      - D4 : gazoil chauffage bureaux : 2.000 l, citerne double paroi ;
      - D5 : huiles neuves : 6.000 l, stockage en citerne et fûts ;
      - D6 : huiles usagées : 3.000 l, stockage en citerne, reprise par un collecteur agrégé ;
      - D7 : déchets dangereux du garage (filtres, batteries, chiffons, etc.) : 2 m<sup>3</sup> – 500 kg, stockage en poubelle ad-hoc, reprise par un collecteur agrégé .
  - que l'étude des incidences environnementales (EIE) accompagnant la demande de permis mentionne, notamment, les précisions suivantes :
    - Le terrain visé comporte actuellement 2 stations-services existantes :
      - une station-service de gazoil (rouge, pour engins) localisée derrière le concasseur primaire, non loin de l'ensemble station-service et aire de lavage envisagé ;
      - une station-service de diesel (blanc, pour véhicules routiers) localisées dans le hall COFOC 1.
- Ces 2 stations étant mal implantées, elles seront démantelées et remplacées par de nouvelles installations de ravitaillement (objet de la présente demande de permis) :
- L'une située à proximité du concasseur primaire (citerne enterrée double paroi de 25.000 L de gazoil – 2 pistolets – séparateur d'hydrocarbures) : I13 + D2. La quantité de carburant stockée n'est pas précisée dans l'EIE.
  - L'autre localisée à proximité du hall COFOC 1 (citerne enterrée double paroi de 10.000 L de diesel – 1 pistolet – séparateur d'hydrocarbures) : I16 + D3. La quantité de carburant stockée n'est pas précisée dans l'EIE.
- Une zone de lavage comprenant un nettoyeur haute pression, une fosse de décantation et un séparateur d'hydrocarbures (le même que celui de la station-service) est prévue à côté de la nouvelle station de ravitaillement



113. Cette installation permettra le lavage des engins de carrières et des camions avec récupération des polluants.

- Une citerne enfouie de 2000 L de gasoil est actuellement présente. Elle sert à assurer le chauffage des bureaux.
- qu'aucun élément du dossier de demande ou dont nous aurions connaissance ni aucun extrait des bases de données accessibles ne permet de faire état de l'existence ou de la présomption d'une pollution du sol ;
- que l'article 21 du décret du 5 décembre 2008 relatif à la gestion des sols n'est pas encore entré en vigueur ;
- que les stations-services visées par la rubrique RGPE 50.50.03 sont soumises aux prescriptions réglementaires figurant dans l'arrêté du gouvernement wallon du 4 mars 1999 et ses arrêtés modificatifs ; que, conformément au prescrit de l'article 681bis/63 (Etude indicative) de l'AGW susvisé, l'exploitant fait procéder à une étude indicative du sol et du sous-sol :
  - lors de la mise en conformité prévue à l'article [681bis/74, § 4],
  - lors de la cessation de l'activité ou de la mise hors service définitive d'un réservoir,
  - lors du retrait ou du renouvellement de l'autorisation d'exploiter,
  - lors du changement d'exploitant
  - ou dans le cas où il existe des présomptions précises et concordantes de risque de pollution, à la demande motivée du fonctionnaire technique.

Cette étude indicative ne pouvant plus être introduite après le 31 décembre 2012, une étude d'orientation conforme aux dispositions des articles 37 et 38 du décret du 05 décembre 2008 relatif à la gestion des sols et au Code wallon de Bonnes Pratiques (CWBp) 1, doit être réalisée ;

- que ces faits générateurs pourraient concerner les stations-services existantes à démanteler mais que les éléments disponibles ne permettent pas de se prononcer avec certitude à ce sujet (rubrique applicable : 50.50.03 ou 50.50.01 ? + faits générateurs d'étude de sol applicables ou non ?) ; qu'en effet, la quantité de carburant stockée n'est pas précisée dans les documents disponibles (< ou > 25.000 L ?), de même que l'enlèvement, ou non, de réservoirs existants ; que le demandeur est néanmoins tenu, le cas échéant, de respecter les impositions réglementaires s'appliquant ;
- que les prescriptions réglementaires en vigueur s'appliquant pour les installations de ravitaillement visée par la rubrique RGPE 50.50.03 ainsi que celles visées par la rubrique 50.50.01 précisent également les dispositions à appliquer lors de l'enlèvement ou inertage de réservoirs de carburants ;
- que les documents accompagnant la demande de permis mentionnent plusieurs mesures de protection environnementales prévues, notamment en matière de protection des sols. Que l'EIE précitée souligne notamment la

nécessité de s'assurer de la qualité des sols au niveau des stations-services qui seront démantelées (cfr supra).

- que l'EIE précitée indique que le projet d'extension de la carrière entraînera, à terme, la perte de terres agricoles ; que l'aptitude agricole de ces terres a été évaluée comme suit : 28% de terres aptes à l'agriculture, 48 % assez aptes et 24 % inaptes (détails voir EIE) ; que l'auteur de l'EIE souligne que cette perte de terres agricoles reste limitée à l'échelle de la commune ; que le demandeur prévoit certaines mesures de compensation (détails voir EIE) ;
- un **avis favorable** quant au projet est émis. Il convient d'attirer l'attention du demandeur sur les dispositions du décret du 5 décembre 2008 relatif à la gestion des sols. Plus particulièrement :
  - l'exploitant est tenu (Art. 3 du décret précité) de prendre les mesures appropriées afin de préserver le sol et d'en prévenir toute pollution nouvelle. Il est également tenu (Art. 5 du décret précité) d'informer sans délai le fonctionnaire chargé de la surveillance ainsi que le collège communal de la présence de déchets abandonnés ou de toute pollution dont il a connaissance sur son terrain dont la concentration excède les critères fixés aux articles 47 à 49 du décret précité. Et ce, tant durant la phase de chantier (découverte d'une pollution lors des travaux, etc.) que durant la phase d'exploitation (pollution accidentelle, etc.) ;
  - l'exploitant est tenu de se soumettre aux obligations de l'article 18 du décret dès la survenance d'un des éléments générateurs repris en son article 21 siôt celui-ci est entré en vigueur. Ces obligations sont rencontrées par la réalisation, par un expert agréé en gestion des sols pollués, d'une étude d'orientation conforme au CWBP -Code wallon de Bonnes Pratiques- et, le cas échéant, d'une étude de caractérisation et d'un projet d'assainissement ;
  - sans préjudice des obligations visées dans ledit décret, il est loisible à l'exploitant, au propriétaire ou même à un tiers de faire réaliser par un expert agréé en gestion des sols pollués une étude d'orientation conforme aux articles 37 et 38 du décret et au CWBP afin d'établir un état des lieux du sol. Et ce afin, par exemple, de s'assurer que l'activité de l'établissement visé par la demande se déroule dans le respect de la santé humaine et de l'environnement eu égard à la qualité du sol. Une telle démarche permet également de définir une « ligne de base » (état du sol à un moment donné et la délivrance d'un Certificat de Contrôle du Sol – CCS) utile au demandeur dans le cadre de la réalisation ultérieure d'une étude de sols en fin d'exploitation / cession de son établissement / terrain.

Par ailleurs, concernant la nouvelle station-service (113 – 25.000 l) précitée, visée par la rubrique RGPE 50.50.03, les conditions suivantes sont émis :

- Respect des prescriptions figurant dans l'arrêté du gouvernement wallon du 4 mars 1999 et ses arrêtés modificatifs (AGW 30/11/2000, AGW 17/7/2003, AGW 20/01/2005, AGW 7/07/2005, AGW 22/3/2005, AGW 17/7/2008



et AGW du 6 mai 2010) ainsi que des conditions et normes mentionnées ci-après :

Depuis septembre 2003, les normes belges NBN I.03.001 et I.03.004 ont été remplacées par la NBN EN 12.285-1 en ce qui concerne la construction des réservoirs cylindriques horizontaux à simple et double paroi pour le stockage enterré de liquides inflammables et non-inflammables polluant l'eau. Les nouveaux réservoirs doivent donc respecter cette norme européenne et non les normes NBN telles que mentionnées dans l'AGW du 4 mars 1999. Quant à la norme NBN T 41-013, elle a été remplacée par la NBN EN 976-1 en ce qui concerne les réservoirs cylindriques horizontaux simple paroi en plastiques renforcés de verre pour le stockage enterré de combustibles pétroliers liquides.

- Concernant la présence éventuelle de réservoir(s) aérien(s) double paroi, l'article 681bis/5, § 1er de l'AGW précité est complété ainsi :  
« Les réservoirs double paroi aériens sont dispensés de l'encuvement, c'est la double protection qui est obligatoire. ».
- L'Art. 681bis/5, §2, qui prescrit un système de détection de fuite régulièrement contrôlé et entretenu actionnant une alarme optique et acoustique à l'attention du préposé à la surveillance de la station-service, s'applique également pour les réservoirs double paroi aériens.
- Le cas échéant, cette station-service doit donc être mise en conformité conformément aux prescriptions réglementaires précitées.
- Le rapport global de conformité de la station-service, vis-à-vis des prescriptions de l'AGW du 4 mars 1999 précité, rédigé par un expert agréé dans la discipline « Installation de stockage » attestant de la conformité de la station-service, doit être adressé au Département de la Police et des Contrôles (DPC) après construction de la station mais avant mise en service effective de celle-ci.

En outre, la nouvelle station-service (16 – 10.000 l) précitée est visée par la rubrique RGPE 50.50.01 et donc par les prescriptions de l'AGW du 29 novembre 2007 déterminant les conditions intégrales relatives aux installations de distribution d'hydrocarbures liquides dont le point d'éclair est supérieur à 55 °C et inférieur ou égal à 100 °C, pour véhicules à moteur, à des fins commerciales autres que la vente au public, telles que la distribution d'hydrocarbures destinée à l'alimentation d'un parc de véhicules en gestion propre ou pour compte propre, comportant deux pistolets maximum et pour autant que la capacité de stockage du dépôt d'hydrocarbures soit supérieure ou égale à 3 000 litres et inférieure à 25 000 litres.

De plus, en ce qui concerne la zone de lavage d'engins et véhicules (114) prévue précitée, l'exploitant prend les dispositions préventives adéquates pour empêcher toute infiltration de liquides polluants (eaux usées de lavage, fuites

d'huile, carburant ou liquide technique, etc.) au niveau du sol. A cette fin et sans préjudice des impositions que votre service jugera utile de définir en vue de limiter les nuisances environnementales engendrées par une telle installation, les conditions suivantes sont proposées :

- Le lavage est réalisé sur dalle étanche et les eaux polluées par des hydrocarbures sont traitées dans une installation d'épuration des eaux comprenant au minimum un séparateur d'hydrocarbures à fermeture automatique précédé d'un déboureur (le passage préalable de ces eaux par le déboureur visant à éviter le colmatage trop rapide du séparateur d'hydrocarbures).
- L'installation d'épuration est dimensionnée conformément aux prescriptions des normes NBN EN 858-1 et NBN EN 858-2 ou à toute autre norme ou code de bonne pratique de performance équivalente. Un modèle à évacuation automatique est autorisé. Dans ce cas, la cuve recueillant les hydrocarbures en provenance du séparateur répond aux conditions relatives aux réservoirs d'hydrocarbures enterrés. L'installation d'épuration des eaux polluées par des hydrocarbures ou susceptibles de l'être est aisément accessible pour l'inspection, l'entretien, la réparation et la prise d'échantillon.
- L'exploitant veille au bon entretien de ces dispositifs (vidange régulière du déboureur et du séparateur, etc.).

Complémentairement, concernant la citerne enfouie de 2000 L de gasoil présente et servant à assurer le chauffage des bureaux, l'exploitant prend les dispositions préventives adéquates pour empêcher toute infiltration d'hydrocarbures au niveau du sol. A cet effet, les prescriptions suivantes sont proposées :

- Présence d'un système anti-débordement ;
- Prémunir le réservoir contre les chocs de véhicules ;
- Protéger le réservoir contre la corrosion.

L'exploitant prend également les dispositions préventives adéquates pour empêcher toute infiltration d'hydrocarbures au niveau du sol issues des réservoirs (nourrices) des groupes électrogènes utilisés pour ses activités.

Enfin, concernant le stockage et la manipulation de substances potentiellement polluantes en cas d'incident (épanchement, etc.), l'exploitant est tenu de se conformer à la législation en vigueur correspondante (conditions générales, sectorielles, intégrales et autres réglementations) et de prendre les dispositions préventives adéquates afin d'empêcher toute infiltration de substances polluantes au niveau du sol, du sous-sol et des eaux souterraines. Et ce tant en phase de chantier qu'en phase d'exploitation :

- phase de chantier (carburants / hydrocarbures utilisés pour les engins de chantier et/ou groupes électrogènes, liquides techniques et huiles / graisses neuves et usagées utilisés pour les engins de chantier, autres produits /



déchets dangereux liés au chantier : colles, vernis, peintures, adjuvants pour béton, eaux usées génériques, etc.) : maintenance et ravitaillement sécurisés des engins et machines sur zone spécifique imperméable avec collecte et gestion des eaux souillées, stockage sur surface étanche avec récupération des éventuels écoulements et manipulation sécurisée des produits dangereux utilisés durant les travaux, gestion sécurisée des déchets dangereux, contrôle et entretien régulier des différents dispositifs de protection environnementale mis en place, présence de kits anti-épanchement, curage des égouts avant tout travaux éventuels sur ceux-ci, etc.

- phase d'exploitation (carburants / hydrocarbures, liquides techniques éventuellement utilisés pour la maintenance des installations, huiles neuves et usagées, produits d'entretien et de nettoyage, déchets dangereux tels que les boues issues du séparateur d'hydrocarbures, les chiffons, sciures, etc. souillés par des hydrocarbures, etc.) : zones de stockage sécurisées, aires de travail, systèmes de rétention, maintenance et ravitaillement sécurisés des engins et machines sur zone spécifique imperméable avec collecte et gestion des eaux souillées, gestion des eaux de ruissellement, opérations de remplissage des citernes, gestion des déchets dangereux, contrôle et entretien régulier des revêtements imperméables et des différents dispositifs de protection environnementale mis en place, présence de kit anti-pollution tels que des produits absorbants, etc. »

Vu l'avis favorable de la DGO4 – DÉPARTEMENT DU PATRIMOINE – SERVICE ARCHEOLOGIE LUXEMBOURG, envoyé le 01 juin 2015, rédigé comme suit :

« Pour autant que le protocole d'accord concernant l'évaluation et les fouilles archéologiques ait été signé d'une part par le propriétaire et par le directeur des Carrières de Préalée et d'autre part par le directeur général de la direction de l'Archéologie du SPW, le service de l'Archéologie n'émet aucune remarque. »

Vu l'avis favorable sous conditions du STP – MONSIEUR LECLERE (COURS EAU), envoyé le 25 juin 2015, rédigé comme suit :

« Le présent dossier concerne la sprl Carrières de Préalée située à Aisne (commune de Durbuy).

Le site de la carrière est traversé par le ruisseau de Tour. Il s'agit d'un cours d'eau non navigable de troisième catégorie dont la gestion incombe à la Commune.

Le projet est situé dans la zone d'aléa d'inondation de valeur faible telle que définie par la cartographie de l'aléa d'inondation par débordement de cours d'eau du sous-bassin hydrographique Ourthe, adoptée par arrêté du Gouvernement wallon le 19 décembre 2013 (MB 9/01/2014).

Le lit de ce ruisseau de Tour est repris à l'Atlas des cours d'eau non navigables et ce jusqu'à son profil 21 où il est précisé que l'eau s'infiltre dans le sol. Il s'agit d'un karst. Lors de l'exploitation de la carrière, le karst s'est déplacé vers l'amont.

Afin de permettre l'exploitation de la carrière, le lit du ruisseau a alors été placé dans une canalisation DN400.

L'entrée (extrémité est) de cette canalisation est sécurisée par un 'déversoir d'orage' guidant les eaux de crue vers le fond de la carrière. L'extrémité ouest de cette canalisation est repérée en aval du 'bassin de décantation'.

Ce dispositif est fonctionnel depuis de nombreuses années. Bien que notre politique actuelle en matière de gestion des cours d'eau non navigables (classés ou non) vise à interdire leurs canalisations, nous acceptons la situation particulière de cette carrière (la canalisation est posée depuis de nombreuses années).

Nous émettons un avis technique favorable du point de vue de la Loi du 28 décembre 1967 relative aux cours d'eau non navigables. Les conditions reprises ci-dessous seront suivies :

- le lit du ruisseau sera maintenu en l'état (notamment, plus de nouvelle canalisation) ;
- l'ouvrage de canalisation du ruisseau est un ouvrage d'art privatif dont la gestion incombera uniquement à son propriétaire (l'exploitant de la carrière). Le gestionnaire du cours d'eau ne sera en rien mis à contribution. Nous rappelons en effet l'article 9 de la loi précitée : « Les ponts et autres ouvrages privés sont entretenus et réparés par ceux à qui ils appartiennent, à défaut de quoi le Ministre de l'Agriculture, en ce qui concerne les cours d'eau de la première catégorie, et la députation permanente de la province, en ce qui concerne les autres cours d'eau, peuvent ordonner les travaux à charge des propriétaires, sans préjudice des peines prévues par la présente loi » ;
- la canalisation d'un cours d'eau est un travail extraordinaire de modification tel que défini aux articles 10, 14 et 15 de la loi précitée. Un Arrêté de notre Collège provincial devra donc couvrir ces travaux. Il sera sollicité par le propriétaire de la carrière. »

Vu l'avis favorable sous conditions de ZONE DE SECOURS LUXEMBOURG, envoyé le 30 juillet 2015, dont copie jointe en annexe, pour information ;

Vu l'absence de réponse à la demande d'avis adressée à DGO4 – DEBD – ENERGIE & BÂTIMENT DURABLE en date du 29 mai 2015 – avis réputé favorable ;

Vu l'absence de réponse à la demande d'avis adressée à STP-M. LECLERE en date du 29 mai 2015 – avis réputé favorable ;

Considérant que la demande a été introduite dans les formes prescrites ;

Considérant que la demande de permis unique a été déposée à l'administration communale le 28 octobre 2014, transmise par celle-ci au fonctionnaire technique et au fonctionnaire délégué par envoi postal du 29 octobre 2014 et enregistrée dans les services respectifs de ces fonctionnaires en date du 29 octobre 2014 ;



Considérant que la demande a été jugée incomplète par le fonctionnaire technique et le fonctionnaire délégué par courrier commun du 18 novembre 2014 ; que les documents manquants ont été envoyés par le demandeur à la commune en date du 06 mai 2015 ; que ces documents ont été transmis au fonctionnaire technique et au fonctionnaire délégué en date du 06 mai 2015 et reçus par ces fonctionnaires en date du 08 mai 2015 ;

Considérant que la demande a été jugée complète et recevable en date du 27 mai 2015 par courrier commun du fonctionnaire technique et du fonctionnaire délégué et que notification en a été faite à l'exploitant par lettre recommandée à la poste à cette date ;

Considérant que l'article 127, § 1<sup>er</sup>, du Code wallon de l'aménagement du territoire, de l'urbanisme et du patrimoine est d'application ; que, en conséquence, le fonctionnaire technique et le fonctionnaire délégué sont l'autorité compétente pour connaître de la présente demande de permis unique ;

Considérant que, en application de l'article 92, § 5, du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, une prolongation de délai de 30 jours a été notifiée à l'exploitant par courrier commun du fonctionnaire technique et du fonctionnaire délégué en date du 06 octobre 2015 ;

Considérant que la transformation et l'extension envisagées entraînent l'application d'une nouvelle rubrique de classement autre que de classe 3 ;

Considérant qu'il résulte des éléments du dossier déposé par le demandeur et de l'instruction administrative que la demande vise à renouveler les autorisations relatives aux dépendances de carrières, régulariser les dépendances récentes, implanter et exploiter de nouvelles dépendances et étendre le périmètre de la carrière ;

Considérant que l'établissement projeté se situe sur les parcelles cadastrales suivantes :

DURBUY, 7<sup>ème</sup> division, section B, n° 287G (pie), 325/2 A, 325B, 325D, 325G, 325K, 325L, 335/2 , 336A, 336B (pie), 340B, 341C, 341E, 342A, 344E, 345B, 348A, 359A, 391A, 392A, 393A, 396A, 397A, 403A, 403B, 403C, 404, 405A, 406B, 407A, 409E, 410F, 410K, 411, 412C, 415B (pie), 415C (pie), 416C, 416D (pie), 419 (pie), 420C (pie), 421, 422 (pie), 423 (pie), 425 (pie), 426, 438B, 462B (pie), 463, 464F, 472A, 478A et 481C ;

Considérant que les installations et/ou activités concernées sont classées comme suit par l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002, arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées :

**N° 14.00.01, Classe 2**  
Extraction de pierres, sables, argiles, sels, minéraux dans une carrière dont la superficie est inférieure à 25 ha (à l'exclusion du cas prévu par la rubrique 14.00.03)

**N° 14.90.01.01, Classe 1**  
Unités intégrées de concassage, de criblage, de lavage, de centrale à béton, d'enrobage, de manutention, de travail de la pierre, dont la capacité nominale est supérieure ou égale à 1.200.000 T/an

**N° 28.52.01.A, Classe 3**  
Mécanique générale, lorsque la puissance installée des machines est égale ou supérieure à 10 kW et inférieure à 20 kW, dans toutes les zones sauf en zone d'activité économique, en zone d'activité économique spécifique ou en zone d'aménagement différé à caractère industriel

**N° 40.10.01.01.01, Classe 3**  
Production d'électricité : transformateur statique relié à une installation électrique d'une puissance nominale égale ou supérieure à 100 kVA et inférieure à 1.500 kVA

**N° 40.10.01.03.01, Classe 2**  
Production d'électricité : centrale thermique et autres installations de combustion pour la production d'électricité dont la puissance installée est égale ou supérieure à 0,1 MW thermique et inférieure à 200 MW thermiques

**N° 50.20.01.01, Classe 3**  
Entretien et/ou réparation de véhicules à moteur, lorsque le nombre de fosses ou ponts élévateurs est inférieur ou égal à 3

**N° 50.20.03, Classe 2**  
Car-wash (lave-auto tunnel, lave-auto portique et car-wash à zone de lavage unique ou multiple équipé de nettoyeur à haute pression)

**N° 50.50.03, Classe 2**  
Station-service non visée par les rubriques 50.50.01 et 50.50.02, destinée à l'alimentation en hydrocarbures liquides, à l'exception du GPL, des réservoirs des véhicules à moteur et, le cas échéant, des réservoirs mobiles tels que bidons, jerrican

**N° 63.12.05.02.01, Classe 3**  
Déchets situés sur le site de production ou stockés par un détaillant dans le cadre d'une obligation de reprise de déchets en vertu de l'arrêté du Gouvernement wallon du 25 avril 2002 instaurant une obligation de reprise de certains déchets en vue de leur valorisation ou de leur gestion : installation de stockage temporaire de déchets non dangereux, à l'exclusion des activités visées sous 63.12.05.03, lorsque la capacité de stockage est supérieure à 30 tonnes et inférieure ou égale à 100 tonnes



### N° 63.12.05.04.01, Classe 3

Déchets situés sur le site de production ou stockés par un détaillant dans le cadre d'une obligation de reprise de déchets en vertu de l'arrêté du Gouvernement wallon du 25 avril 2002 instaurant une obligation de reprise de certains déchets en vue de leur valorisation ou de leur gestion : installation de stockage temporaire sur le site de production de déchets dangereux, tels que définis à l'article 2, 5°, du décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets, lorsque la capacité de stockage est supérieure à 250 kg et inférieure ou égale à 1 tonne

### N° 63.12.05.05.02, Classe 2

Déchets situés sur le site de production ou stockés par un détaillant dans le cadre d'une obligation de reprise de déchets en vertu de l'arrêté du Gouvernement wallon du 25 avril 2002 instaurant une obligation de reprise de certains déchets en vue de leur valorisation ou de leur gestion : installation de stockage temporaire sur le site de production des huiles usagées, telles que définies à l'article 1er, 1°, de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 9 avril 1992 relatif aux huiles usagées, lorsque la capacité de stockage est supérieure à 2.000 litres

### N° 63.12.08.01.02, Classe 2

Dépôts en réservoirs fixes d'air comprimé lorsque la capacité nominale est supérieure ou égale à 500 litres

### N° 63.12.09.05.01, Classe 3

Dépôts de liquides inflammables ou combustibles mixtes, à l'exclusion des hydrocarbures stockés dans le cadre des activités visées à la rubrique 50.50, lorsque la capacité nominale équivalente totale du dépôt est supérieure ou égale à 500 litres et inférieure à 5.000 litres, tout en respectant les seuils de classe définis dans les rubriques spécifiques

### N° 63.12.14.02, Classe 2

Dépôts de produits minéraux solides à l'exclusion de ceux visés par d'autres rubriques, lorsque la capacité de stockage est égale ou supérieure à 250 m³

### N° 90.10.01, Classe 2

Déversement d'eaux usées industrielles telles que définies à l'article D.2, 42°, du Livre II du Code de l'Environnement, contenant le Code de l'Eau, dans les eaux de surface, les égouts publics ou les collecteurs d'eaux usées : rejets supérieurs à 100 équivalents-habitants par jour ou comportant des substances dangereuses visées aux annexes I<sup>re</sup> et VII du Livre II du Code de l'Environnement, contenant le Code de l'Eau

Considérant que ce projet a fait l'objet d'une consultation du public avant l'introduction de la demande de permis, conformément à aux articles D.29-5 et D.29-6 du Livre I<sup>er</sup> du Code de l'environnement ;

Considérant que s'agissant de l'extension d'une carrière existante, les limites de bruit applicables sont fixées par l'article 45.2 des conditions sectorielles relatives aux carrières et à leurs dépendances, fixées par l'arrêté du Gouvernement wallon du 7 juillet 2003 ; que les normes à respecter sont donc de 60 dB(A) la journée, 55 dB(A) en période de transition et le dimanche, et 50 dB(A) la nuit ;

Considérant qu'une étude acoustique a été réalisée par le bureau agréé MoDyVa lors de l'étude d'incidences ; qu'elle montre que les aménagements et les modifications des installations prévus dans le projet permettent de réduire le bruit particulier de l'établissement ;

Considérant que les niveaux de bruit qui seront atteints resteront donc bien en-deçà des normes prescrites ;

Considérant que l'autorité statuant sur une demande de permis unique est tenue de respecter les prescriptions des plans d'aménagement à valeur réglementaire en vigueur ; qu'en l'espèce, vérifier le respect de telles prescriptions revient à s'interroger sur la possibilité qu'un permis soit délivré pour l'établissement considéré dans la zone dans laquelle est inscrite la parcelle sur laquelle il est établi ;

Considérant que le projet s'implante en zone d'extraction, en zone d'activité économique industrielle, en zone d'habitat à caractère rural et en zone agricole au plan de secteur de Marche-La Roche (A.R. du 26/03/1987) ;

Considérant qu'aux termes de l'article 32 du Code wallon, le projet est compatible avec la destination de la zone d'extraction au plan de secteur ;

Attendu, par ailleurs, que la carrière est délimitée au Nord par le Chemin de Préalle, lequel constitue la limite de la zone d'extraction, à l'Est par la Voie d'Aisne, au Sud par les limites de la zone d'activité économique industrielle et de la zone d'extraction et à l'Ouest, par la limite de la fosse d'extraction ;

Attendu que le site couvre une superficie (hors entreprise Famenne Bétons S.A.) d'environ 23 ha, soit 17 ha pour la carrière et un peu plus de 6 ha pour les dépendances ;

Attendu que la partie du projet située en zone d'habitat à caractère rural et en zone agricole concerne la prise d'eau placée dans la berge gauche de l'Aisne (potence et pompe) et le rejet d'eaux usées dans ce cours d'eau via le ruisseau de Tour ; que la liaison avec la carrière est enterrée ; que ces installations ponctuelles présentent un impact très limité (plan P016a) ;

Attendu que l'extension de la fosse d'extraction concerne les terrains sis en zone d'extraction au Nord de la partie actuellement en exploitation, à l'exception d'une bande boisée à conserver au Nord-Est ; que cette extension porte sur une superficie de fosse d'environ 3,50 ha pour une superficie totale de 5,90 ha ; que la cote plancher visée lors de la phase 3 est limitée à 175m, compte tenu de l'exiguïté de la zone à exploiter ; que la cote plancher est établie à environ 163m pour la partie Ouest de la carrière, le niveau de la nappe s'établissant approximativement à la cote 160 ;



Attendu que le réaménagement de cette partie d'extraction comprend l'édification d'un merlon (à planter) le long du chemin de Préalle (côté Nord), la plantation d'un rideau arboré sur le pourtour de l'exploitation après mise en place d'une couche de terre arable, la recolonisation naturelle sur le sol de la surface afin de la rendre propice au développement d'espèces spécifiques : arènes minérales à maintenir, zones typiques de milieu humide dans les bassins de décantation ;

Attendu que les dépendances sont situées sur la partie Sud-Est du site ; que toutefois deux nouveaux bassins de décantation sont prévues au sein de la zone d'extraction ;

Attendu que la demande porte sur le renouvellement des permis d'exploiter de 1972 et de 1978 (dépendances hormis le bassin de décantation des boues de process) ; que ces installations ont été autorisées par permis d'urbanisme en 2001 ;

Attendu que le concasseur primaire, les silos de stockage, les dépôts d'huile, le pont-basculé, la cabine électrique et le bassin de décantation inférieur (eaux de ruissellement) sont à régulariser au point de vue urbanistique et environnemental ; que le concasseur primaire est constitué d'une infrastructure en béton entourée en partie d'un mur constitué de gros blocs rocheux, surmontée d'une toiture à double versant ; que ce bâtiment est acceptable à condition que la toiture soit renouvelée (teinte gris clair ou gris moyen identique à la pierre du gisement) ; que les autres installations sont bien intégrées au contexte de la carrière ;

Attendu qu'une station-service et une aire de lavage des engins sont envisagées à proximité du concasseur primaire ; que leur impact visuel est très réduit eu égard au contexte ;

Attendu que le bassin de décantation (supérieur) est situé au sein de la zone d'extraction ; que son impact visuel n'est pas significatif ; qu'il s'agit d'un bassin entouré d'une digue de pierres ; qu'un second bassin sera par ailleurs ajouté au cours de la phase 2 de l'extension Nord de la carrière, selon le même principe ;

Attendu que la demande vise également la construction et l'exploitation de nouvelles installations de production de pierres, comprenant le concassage secondaire-tertiaire, le criblage, le lavage et la mise en silos de granulats calcaires ; que ces installations visent à terme au remplacement d'une partie des installations actuelles, arrivant peu à peu en fin de vie ; que ces nouvelles installations sont à abriter dans deux bâtiments ;

Attendu que le lavage et le criblage sous eau sont à placer dans un bâtiment (B008) d'une emprise au sol de 20,30m par 18,64m et une hauteur de 10,63m (implanté à la cote 191) ; que le concasseur tertiaire et les 15 silos verticaux de stockage sont à placer dans le second bâtiment (B009), d'une emprise au sol de 31,80m par 19,20m et d'une hauteur de 36,39m (implanté à la cote 180) ; qu'à terme, les silos extérieurs actuels sont à démolir dès lors que les nouvelles installations seront opérationnelles ;

Attendu que ces bâtiments, à toiture plate, sont constitués d'une structure métallique avec un revêtement en panneaux 'sandwich' métalliques insonorisants de ton gris moyen et pour le bâtiment B009, une base en mur de béton lissé sur une hauteur d'environ 15m ; que ces deux bâtiments sont à implanter à proximité des installations

actuelles de traitement de la pierre ; que ces bâtiments seront peu visibles depuis l'extérieur de la carrière et ce, malgré leur hauteur (cf. photomontages réalisés par l'Architecte Maquet et analyse paysagère de l'étude d'incidences sur l'environnement) ;

Considérant que l'objectif de ces équipements reste le maintien du niveau de production actuel, soit 350 000 t/an de concassés de calcaire ;

Attendu que le ruisseau de Tour, dans la traversée de la carrière, a été canalisé et ce, afin d'éviter l'inondation de la carrière lors d'épisodes pluvieux importants et par voie de conséquence, un supplément d'exhaure ; que depuis ces travaux, l'exhaure a été arrêtée ;

Attendu qu'un bac métallique de lavage des roues de camions a été installé en vue de réduire la salissure des chaussées publiques par les camions sortant de la carrière ;

Considérant que les nouvelles installations permettront de réduire les nuisances inhérentes aux activités de la carrière ;

Considérant que les habitations les plus proches sont distantes d'environ 60m des limites du site ; que ces habitations sont situées le long de la Voie d'Aisne à l'approche du carrefour avec la route N806, où d'autres habitations existent à plus de 150 m des limites du site ;

Vu les antécédents relatifs à l'établissement, en terme de permis d'exploiter, permis d'urbanisme et permis d'extraction ; que le permis d'urbanisme du 22/08/2001 limite l'approfondissement sur certaines parcelles à la cote 175 ; que l'extraction actuelle se déroule à la cote 163 sur la zone Ouest ; que cette extraction non autorisée a été interrompue en raison d'une exhaure trop conséquente ; qu'il n'y a pas lieu de poursuivre à ce niveau compte tenu d'une part, du réseau karstique et d'autre part, du niveau de l'Aisne ;

Attendu qu'une procédure de modification partielle du plan de secteur en cours pour des terrains localisés au Nord de la carrière ; que certaines réclamations, à considérer comme non fondées, font référence à cette procédure ; que la présente demande est indépendante de cette procédure ;

Considérant que le bruit propre à l'exploitation a été mesuré et analysé et qu'il n'en ressort aucun dépassement des normes applicables à l'établissement ; que, si un accroissement du bruit peut être attendu en raison de l'implantation de nouvelles dépendances localisées en surplomb par rapport à la topographie des lieux, il ne devrait pas excéder les limites réglementaires ; qu'au demeurant, des contraintes d'insonorisation plus poussées des bâtiments concernés pourront être imposées ;

Considérant que les rejets de poussières et autres émissions atmosphériques sont convenablement encadrées par les conditions émises par l'Agence wallonne de l'Air et du Climat ; que le respect de ces conditions devrait conduire à une situation où aucune nuisance ne sera à déplorer pour l'environnement ou les riverains ;



Considérant que la Direction des Eaux souterraines relève qu'aucune exhaure n'est nécessaire pour autant que l'exploitation se cantonne à la cote allométrique jusqu'à laquelle l'extraction a été autorisée précédemment, soit 175 m (I.G.N.) ; que la demande ne portant pas une extraction sous le niveau de la nappe phréatique, qui nécessiterait une exhaure, il n'y a pas lieu d'examiner plus avant une telle problématique ;

Considérant que la Direction de la Protection des Sols a émis des conditions en vue de la protection du sous-sol et du karst contre la pollution, notamment par les hydrocarbures ; qu'il convient de les adopter ; que, de plus, à défaut de pouvoir déterminer si les stations-service à démanteler sont visées par l'arrêté du gouvernement wallon du 4 mars 1999 et ses arrêtés modificatifs, elle rappelle qu'une étude d'orientation peut s'avérer nécessaire ;

Considérant que les tirs de mines sont inévitables dans ce genre d'exploitation ; que l'analyse menée dans l'étude des incidences du projet sur l'environnement montre que les vibrations engendrées par ces tirs chez les riverains ne devraient pas conduire à des dépassements des normes imposées par l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 juillet 2003 portant conditions sectorielles relatives aux carrières et à leurs dépendances ; qu'aucun dégât aux habitations les plus proches ne devrait donc être recensé à l'avenir ;

Considérant que l'exploitation de l'extension sollicitée est soumise à la constitution d'une sûreté ; que les travaux de réaménagement à garantir par cette sûreté ont été valablement évalués à 14 675,- € (quatorze mille six cent septante-cinq euros) pour une superficie d'extension de 3,57 ha (trois hectares et cinquante-sept ares) ; que la sûreté à constituer avant la mise en œuvre du permis s'établit à 7 125,- € (sept mille cent vingt-cinq euros) ;

Considérant que les conditions proposées par le Conseil communal ne concernent pas la présente demande de permis unique mais la modification du plan de secteur ; qu'elles sont inapplicables dans le cas présent ;

Considérant que la Zone de Secours Luxembourg a analysé le dossier de demande et émis des prescriptions ; que ces prescriptions relèvent d'une police administrative distincte de celle du permis d'environnement ; qu'il ne convient dès lors pas de les imposer dans le présent permis ; qu'au demeurant, le présent permis ne dispense pas l'exploitant de se conformer auxdites conclusions, jointes en annexe

Considérant, en ce qui concerne le caractère incomplet de l'étude des incidences du projet sur l'environnement, que le Conseil wallon pour l'Environnement et le Développement durable (CWEDD) estime que celle-ci contient les éléments nécessaires à la prise de décision, et remet un avis favorable sur l'opportunité environnementale du projet ;

Considérant que le projet ne modifie en rien le trafic sur la RN806, puisque la production de la carrière reste identique à ce qu'elle était jusqu'ici ; que l'exploitant a pris diverses mesures en ce qui concerne les poussières, dont l'implantation d'un système de lavage des roues des poids-lourds et l'asphaltage des voiries internes à la

carrière empruntées par lesdits véhicules ; que la vitesse et le bruit généré par ces véhicules ne relèvent pas de sa compétence, même s'il peut inciter les conducteurs à limiter ces nuisances autant que faire se peut ; que la répression des infractions en la matière relève de la compétence de la Police de la circulation routière ; que le volume de trafic sur cette route régionale paraît compatible avec son statut de « voirie structurante » ;

Considérant que les prise et rejet d'eau de ou dans l'Aisne sont encadrés par les conditions émises par la Direction des Cours d'Eau non navigable (DCENN) et la Direction des Eaux de Surface ; que, en outre, l'exploitant a pris et prend encore des mesures en vue de limiter le prélèvement d'eau dans l'Aisne ; qu'aucune nuisance pour ce cours d'eau ne semble dès lors devoir être crainte ;

Considérant que les zones, dont de l'exploitation est terminée en raison de l'avancement de la carrière, doivent être réaménagées selon les indications de la demande ; une sûreté doit d'ailleurs être constituée aux fins de garantir la bonne exécution de ces travaux de réaménagement ; quant aux zones reliées du périmètre de la zone d'extraction par suite de la révision du plan de secteur, la décision sur cette révision déterminera leur nouvelle affectation, et aucune décision ne peut être prise à cet égard dans le présent permis unique ;

Considérant que les chiffres du trafic sur la RN806 semblent démontrer qu'il n'y a pas d'incompatibilité de la carrière avec les activités touristiques de la région ; que, en effet, le niveau de trafic apparaît d'un niveau équivalent, tant le week-end que en semaine ; que la carrière ne fonctionne pas durant le week-end ; qu'il faut en déduire que l'appoint de trafic durant ces périodes est lié à du tourisme ; qu'il convient par ailleurs de ne pas oublier que la carrière existe depuis 1946, même si son importance n'était pas celle d'aujourd'hui ; que l'attrait touristique de la région durboise ne s'est jamais démenti ; qu'aucune incompatibilité ne peut donc être démontrée ;

Considérant que le « manque de clarté sur la relation entre le dossier de permis unique et le dossier de modification de plan de secteur » appelle pour toute réponse que ces deux dossiers sont indépendants l'un de l'autre et que la modification du plan de secteur ne constitue pas pour l'exploitant une garantie de pouvoir mettre en œuvre la zone d'extraction dont l'inscription a été sollicitée ;

Considérant que le strict respect des conditions générales, sectorielles et intégrales en vigueur et des conditions particulières énumérées ci-après est de nature à réduire dans une mesure suffisante les inconvénients pouvant résulter de l'exploitation de l'établissement ;

Considérant qu'en ce qui concerne les inconvénients non visés par le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, il y a lieu d'observer que la permission administrative accordée dans le cadre dudit décret est indépendante des autorisations spéciales éventuellement requises en vertu d'autres obligations légales ou réglementaires et du respect des règlements généraux et communaux en vigueur ;

Considérant que ladite permission administrative ne porte pas préjudice au droit des tiers, lesquels peuvent recourir aux juridictions civiles ordinaires ;



Considérant que les prescriptions et conditions auxquelles est subordonné le permis sont suffisantes pour d'une part, garantir la protection de l'homme et de l'environnement contre les dangers, nuisances ou inconvénients que l'établissement est susceptible de causer à l'environnement, à la population vivant à l'extérieur de l'établissement et aux personnes se trouvant à l'intérieur de celui-ci, sans pouvoir y être protégées en qualité de travailleur et d'autre part, rencontrer les besoins sociaux, économiques, patrimoniaux et environnementaux de la collectivité ;

Considérant qu'il convient de donner date certaine à la date d'échéance du présent permis ; que celle-ci peut être déterminée en ajoutant le terme de 20 ans à la date du 27 mai 2015, date à laquelle la demande a été déclarée complète et recevable,

## ARRÊTENT

**Article 1.** La SPLR CARRIÈRES DE PRÉALLE – Aisne s/n à 6941 HEYD/DURBUY – est autorisée à planter et à exploiter les dépendances mentionnées à l'article 2 ci-après et à étendre le périmètre de la carrière, dans un établissement situé Aisne s/n à 6941 HEYD/DURBUY, sur les parcelles cadastrées, ou l'ayant été, à DURBUY, 7<sup>ème</sup> division, section B, n°s 287G, 325/2 A, 325B, 325D, 325G, 325K, 325L, 335/2, 336A, 336B, 340B, 341C, 341E, 342A, 344E, 345B, 348A, 359A, 391A, 392A, 393A, 396A, 397A, 403A, 403B, 403C, 404, 405A, 406B, 407A, 409E, 410F, 410K, 411, 412C, 415B, 415C, 416C, 416D, 419, 420C, 421, 422, 423, 425, 426, 438B, 462B, 463, 464F, 472A, 478A et 481C, conformément aux plans joints à la demande, et enregistrés dans les services du fonctionnaire délégué, dont copie en annexe, et moyennant le respect des prescriptions légales et réglementaires en vigueur et des conditions d'exploitation précisées dans le présent arrêté.

**Article 2.** L'établissement comporte les bâtiments, installations, activités, procédés et dépôts principaux suivants :

### Bâtiments

- B001 : infrastructure du concasseur primaire ;
- B002 : ensemble couvert accueillant concassage secondaire (+ tertiaire à déplacer) + petit atelier ;
- B003 : ensemble criblage/lavage final, mise en silos ;
- B004 : garage – atelier dit "hall COFOC 1" ;
- B005 : cabine électrique ;
- B006 : bureaux – accueil – labo ;
- B007 : ancienne fabrique de blocs béton, dit "Hall COFOC 2" ;

- B008 : hall de lavage et criblage sous eau + traitement des sables ;
- B009 : hall de concassage tertiaire, criblage final, silos en béton ;

### Installations, activités ou procédés

- I001 : foreuse pour préparation des fourneaux de mines (20 m/h), 200 kW ;
- I002 : engins de terrassement/chargement (1 pelle sur chenilles + 1 chargeur articulé), godets de 3 et 7 m<sup>3</sup>, 700 kW ;
- I003 : engins de transport de la pierre et des stériles (1 dumpers rigide, 1 dumpers articulé), 40 et 60 t, 900 kW ;
- I004 : concassage primaire, criblage et mise en stock-pile, 450 t/h, 385 kW ;
- I005 : concassage secondaire et tertiaire (2 percuteurs), 220 t/h, 472 kW ;
- I006 : criblage final (partiellement sous eau) et traitement des sables, installation existante, 220 t/h, 350 kW ;
- I007 : décanteur à fond racleur, y compris préparation floculant et conduite à boue, 30 m<sup>3</sup>/h, 35 kW ;
- I008 : lavage, concassage tertiaire, criblage final et traitement des sables, installation projetée en remplacement de I006 et I005 partie (concasseur tertiaire transféré de B002 vers B008), 220 t/h ;
- I009 : bassin de décantation des eaux de process, au nord du concasseur primaire, 16000 m<sup>2</sup> ;
- I010 : bassin de décantation des eaux de ruissellement, existant à l'entrée du site, 750 m<sup>2</sup> ;
- I011 : prise d'eau de surface dans l'Aisne, 40 m<sup>3</sup>/h, 30 kW ;
- I012 : déversement dans le ruisseau de Tour, 5 m<sup>3</sup>/h ;
- I013 : ravitaillement carburant, engins de carrière (près du concasseur primaire) 2 pistolets, 3 kW ;
- I014 : zone de lavage y compris fosse décantation et séparateur d'hydrocarbures, 1 lance, 160 m<sup>2</sup>, 3 kW ;
- I015 : zone d'entretien / réparation des engins et véhicules, 50 m<sup>2</sup>, 10 kW ;
- I016 : ravitaillement carburant, camions (près du hall COFOC 2) 1 pistolet, 1,5 kW ;
- I017 : zone de constructions métalliques, y compris soudure, 50 m<sup>2</sup>, 15 kW ;
- I018 : compresseurs d'air (concasseur primaire, atelier du secondaire, hall COFOC 1 et hall COFOC 2, soit B001-B002-B004-B007), 4 x 500 l, 4 x 7,5 kW ;
- I019 : transformateur électrique (cabine près des cribles), 630 kVA ;
- I020 : transformateur électrique (cabine près des bureaux), 200 kVA ;
- I021 : groupe électrogène au concassage primaire, 500 kVA ;
- I022 : groupe électrogène au concassage secondaire, 500 kVA ;
- I023 : engin de manutention type "Clark", 2 t, 30 kW ;



- 1024 : engins pour chargement et déplacement stocks : 1 chargeur, 1 dumpier, 5 et 20 m³, 550 kW ;
- 1025 : bac de lavage des routes de camions ;
- 1026 : pont-bascule ;
- 1027 : extension d'une carrière , actuellement autorisée sur 11,75 ha hors dépendances, 5,90 ha, 1800 kW ;

#### Dépôt

- D001 : granulats et sables, 45 000 m³ ;
- D002 : gazoil, station-service "carrière" près du primaire, 25000 l ;
- D003 : diesel, station-service "camions" près du hall COFOC 2, 10000 l ;
- D004 : gasoil, chauffage bureaux, 2000 l ;
- D005 : huile neuves, 6000 l ;
- D006 : huiles usagées, 3000 l ;
- D007 : déchets dangereux du garage (filtres, batteries, chiffons, ...), 500 kg.

#### Article 3. Les conditions applicables à l'établissement sont les suivantes :

- arrêté du gouvernement wallon du 4 juillet 2002 fixant les conditions générales d'exploitation des établissements visés par le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement (Moniteur belge du 21 septembre 2002 ; Erratum : Moniteur belge du 1er octobre 2002 ; Moniteur belge du 17 août 2010 ; Moniteur belge du 18 février 2014) ;
- arrêté du Gouvernement wallon du 16 janvier 2003 portant condition sectorielle eau relative à la mécanique, transformation à froid et traitement de surface (Moniteur belge du 11 mars 2003) ;
- arrêté du Gouvernement wallon du 16 janvier 2003 portant condition sectorielle eau relative aux dépôts d'hydrocarbures liquides (Moniteur belge du 11 mars 2003) ;
- arrêté du Gouvernement wallon du 31 mai 2007 déterminant les conditions sectorielles relatives aux installations de stockage temporaire d'huiles usagées (Moniteur belge du 20 juin 2007) ;
- arrêté du Gouvernement wallon du 3 avril 2003 déterminant les conditions sectorielles et intégrales relatives aux cuves d'air comprimé (Moniteur belge du 15 mai 2003) ;
- arrêté du Gouvernement wallon du 21 février 2013 déterminant les conditions sectorielles relatives aux installations de combustion (Moniteur belge du 11 mars 2013) ;
- arrêté du Gouvernement wallon du 17 juillet 2003 portant conditions sectorielles relatives aux carrières et à leurs dépendances (Moniteur belge du 6 octobre 2003 ; Modifié par l'AGW du 27 mai 2009, MB du 14 juillet 2009) ;
- arrêté du Gouvernement wallon du 21 décembre 2006 déterminant les conditions intégrales relatives aux transformateurs statiques d'électricité d'une puissance

- nomiale égale ou supérieure à 100 kVA et inférieure à 1.500 kVA (Moniteur belge du 31 janvier 2007) ;
- arrêté du Gouvernement wallon du 23 novembre 2006 déterminant les conditions intégrales relatives aux installations de stockage temporaire de déchets dangereux (Moniteur belge du 12 décembre 2006) ;
  - arrêté du Gouvernement wallon du 25 octobre 2007 déterminant les conditions intégrales relatives aux installations de stockage temporaire de déchets non dangereux (Moniteur belge du 21 novembre 2007) ;
  - arrêté du Gouvernement wallon du 3 avril 2003 déterminant les conditions intégrales relatives aux ateliers d'entretien et de réparation des véhicules à moteur lorsque le nombre de fosses ou ponts élévateurs est inférieur ou égal à trois (Moniteur belge du 26 mai 2003) ;

Ces conditions peuvent être consultées sur le site <http://environnement.wallonie.be/> ou sur le site <https://wallex.wallonie.be/>.

- arrêté du Gouvernement wallon du 23 mai 1996 portant modification du Règlement général pour la protection du travail, en ce qui concerne les dépôts de liquides inflammables, visant à limiter les émissions de composés organiques volatils lors du stockage de l'essence et de sa distribution des terminaux aux stations-service (Moniteur belge du 27 juin 1996) ;
- arrêté du Gouvernement wallon du 3 juillet 1997 modifiant le titre III du Règlement général pour la protection du travail en ce qui concerne les contrôles des dépôts de liquides inflammables, visant à autoriser le contrôle d'étanchéité par ultrasons (Moniteur belge du 12 août 1997) ;
- arrêté du Gouvernement wallon du 4 mars 1999 modifiant le titre III du Règlement général pour la protection du travail en insérant des mesures spéciales applicables à l'implantation et l'exploitation des stations-service (Moniteur belge du 11 juin 1999) ;
- arrêté du Gouvernement wallon du 30 novembre 2000 modifiant le titre III du règlement général pour la protection du travail en ce qui concerne les contrôles des dépôts de liquides inflammables et l'implantation et l'exploitation des stations-service (Moniteur belge du 17 janvier 2001) ;
- arrêté du Gouvernement wallon du 17 juillet 2003 modifiant le titre III du Règlement général pour la protection du travail en ce qui concerne l'implantation et l'exploitation des stations-service (Moniteur belge du 10 septembre 2003) ;
- prescriptions non abrogées du Règlement Général pour la Protection du Travail, notamment celles des Titre II et Titre III ;
- dispositions du Règlement Général sur les Installations Électriques rendu obligatoire dans les établissements dangereux, insubres ou incommodes par l'arrêté royal du 2 septembre 1981.



**Article 4.** Les conditions d'exploitation particulières applicables à l'établissement sont les suivantes :

**CONDITIONS D'ORDRE URBANISTIQUE**

- La toiture du bâtiment du concasseur primaire est renouvelée (tôles en teinte gris clair ou gris moyen).
- Le niveau d'acrotère des bâtiments B008 et B009 sera marqué par une tôle horizontale de même tonalité que les façades.

**CONDITIONS RELATIVES À L'EXTRACTION**

- L'extraction de l'extension Nord est limitée à la cote 175 hormis le raccord avec le front Nord établi jusqu'à la cote 163.
- L'extension et les dépôts de stériles sont circonscrits aux limites de la zone d'extraction au plan de secteur.
- Le réaménagement est conforme avec la proposition du chapitre 11.4 de la demande et le plan P15a, proposition corrigée et/ou complétée si nécessaire par les services du DNF.
- Les plantations périphériques (en particulier côtés Nord et Sud) sont réalisées dès la première saison idoine, à l'aide d'essences feuillues indigènes, selon les règles de l'art.
- L'exploitant veille à se conformer aux recommandations de l'auteur de l'étude d'incidences sur l'environnement, rappelées en préambule, pour autant qu'elles ne soient pas contradictoires avec les conditions indiquées dans le présent permis unique.

**CONDITIONS RELATIVES À LA SÛRETÉ**

- L'exploitation de l'extension sollicitée est soumise à la constitution préalable d'une sûreté.
- Les travaux de réaménagement à garantir par cette sûreté sont évalués à 14 675,- € (quatorze mille six cent septante-cinq euros) pour une superficie d'extension de 3,57 ha (trois hectares et cinquante-sept ares).
- La sûreté à constituer avant la mise en œuvre du permis s'établit à 7 125,- € (sept mille cent vingt-cinq euros).

**CONDITIONS RELATIVES À LA PROTECTION DES SOLS**

L'exploitant est tenu (Art. 3 du décret précité) de prendre les mesures appropriées afin de préserver le sol et d'en prévenir toute pollution nouvelle. Il est également tenu (Art. 5 du décret précité) d'informer sans délai le fonctionnaire chargé de la surveillance ainsi que le collège communal de la présence de déchets abandonnés ou de toute pollution dont il a connaissance sur son terrain dont la concentration excède les critères fixés aux articles 47 à 49 du décret précité. Et ce, tant durant la

phase de chantier (découverte d'une pollution lors des travaux, etc.) que durant la phase d'exploitation (pollution accidentelle, etc.).

L'exploitant est tenu de se soumettre aux obligations de l'article 18 du décret dès la survenance d'un des éléments générateurs repris en son article 21 s'il est celui-ci entré en vigueur. Ces obligations sont rencontrées par la réalisation, par un expert agréé en gestion des sols pollués, d'une étude d'orientation conforme au CWBP -Code wallon de Bonnes Pratiques- et, le cas échéant, d'une étude de caractérisation et d'un projet d'assainissement.

Sans préjudice des obligations visées dans ledit décret, il est loisible à l'exploitant, au propriétaire ou même à un tiers de faire réaliser par un expert agréé en gestion des sols pollués une étude d'orientation conforme aux articles 37 et 38 du décret et au CWBP afin d'établir un état des lieux du sol. Et ce afin, par exemple, de s'assurer que l'activité de l'établissement visé par la demande se déroule dans le respect de la santé humaine et de l'environnement eu égard à la qualité du sol. Une telle démarche permet également de définir une « ligne de base » (état du sol à un moment donné et la délivrance d'un Certificat de Contrôle du Sol – CCS) utile au demandeur dans le cadre de la réalisation ultérieure d'une étude de sols en fin d'exploitation / cession de son établissement / terrain.

Le lavage est réalisé sur dalle étanche et les eaux polluées par des hydrocarbures sont traitées dans une installation d'épuration des eaux comprenant au minimum un séparateur d'hydrocarbures à fermeture automatique précédé d'un débourbeur (le passage préalable de ces eaux par le débourbeur visant à éviter le colmatage trop rapide du séparateur d'hydrocarbures).

L'installation d'épuration est dimensionnée conformément aux prescriptions des normes NBN EN 858-1 et NBN EN 858-2 ou à toute autre norme ou code de bonne pratique de performance équivalente. Un modèle à évacuation automatique est autorisé. Dans ce cas, la cuve recueillant les hydrocarbures en provenance du séparateur répond aux conditions relatives aux réservoirs d'hydrocarbures enterrés. L'installation d'épuration des eaux polluées par des hydrocarbures ou susceptibles de l'être est aisément accessible pour l'inspection, l'entretien, la réparation et la prise d'échantillon.

L'exploitant veille au bon entretien de ces dispositifs (vidange régulière du débourbeur et du séparateur, etc.).

Le réservoir de 2000 l de gasoil, enfoui, servant au chauffage des bureaux, est équipé d'un système anti-débordement.

L'exploitant prend en tout temps les dispositions préventives adéquates afin d'empêcher toute infiltration de substances polluantes au niveau du sol, du sous-sol et des eaux souterraines.



## CONDITIONS RELATIVES AUX ÉMISSIONS ATMOSPHÉRIQUES

### CHAPITRE I<sup>ER</sup>. GÉNÉRALITÉS

Art. 1. Les installations, en ce compris les aires de stockage, sont conçues, implantées et équipées de manière à prévenir et à limiter efficacement les nuisances et les inconvénients qui pourraient résulter de l'exploitation pour le voisinage tels que les émissions de poussières, de gaz, de fumées, d'odeurs et autres émanations ;

Art. 2. Il est fait usage des techniques appropriées aux circonstances pour éliminer, des rejets à l'atmosphère, toute substance qui pourrait provoquer un danger ou une inconvénient par sa nature et/ou par les quantités rejetées ;

Art. 3. Les gaz chargés de matières susceptibles de polluer l'environnement sont captés et conduits vers une installation de dépolluissage et/ou d'épuration adaptée à la nature des effluents rejetés ;

Art. 4. Les rejets quelconques d'effluents gazeux à l'atmosphère se font à une hauteur, une température, une vitesse et dans des conditions (degré de dilution, localisation ou orientation des conduits et des cheminées d'évacuation par rapport aux propriétés voisines, etc ...) qui garantissent une dispersion efficace, en toutes circonstances, des polluants résiduels ;

Art. 5. L'exploitant aménage des ouvertures dans les conduits d'évacuation en vue des mesures de contrôles. Ces ouvertures sont situées dans une zone non perturbée des cheminées ou des conduits, à une distance de la dernière perturbation (sortie du foyer, coudé, etc ...) au moins égale à quatre fois le diamètre de la cheminée ou du conduit considéré. Ces ouvertures, ainsi que leurs abords sont aisément accessibles de façon à pouvoir effectuer ces mesures en toute sécurité et sans préavis ;

Art. 6. L'exploitant veille au fonctionnement correct et au bon entretien des installations éventuelles d'épuration et d'évacuation ainsi que des appareillages de régulation, de mesure et de contrôle dont elles sont équipées ;

Art. 7. L'établissement dispose en permanence de réserves suffisantes de produits et matières utilisées en vue d'assurer la protection de la qualité de l'air ambiant, tels que manches de filtres, produits de neutralisation, liquides inhibiteurs, absorbants, etc.

### CHAPITRE II. LIMITATIONS

#### Secteur 1. Chaudières de puissance < 400 kW

Art. 1. L'exploitant se conforme aux dispositions présentes dans l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 janvier 2009 tendant à prévenir la pollution atmosphérique provoquée par les installations de chauffage central destinées au chauffage de bâtiments ou à la production d'eau chaude sanitaire et à

réduire leur consommation énergétique, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 juin 2009, par l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 avril 2011 et par l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 mai 2014.

Art. 2. Pour les chaudières alimentées en combustibles liquides ou gazeux dont la puissance nominale utile est inférieure ou égale à 400 kW, l'exploitant veille :  
 – à ce que celles-ci respectent les niveaux d'émission de CO et de NOx définis dans l'arrêté royal du 08 janvier 2004 réglementant les niveaux des émissions des oxydes d'azote (NOx) et du monoxyde de carbone (CO) pour les chaudières de chauffage central et les brûleurs alimentés en combustibles liquides ou gazeux dont le débit calorifique nominal est égal ou inférieur à 400 kW, modifié par l'arrêté royal du 17 juillet 2009 ;  
 – à ce que celles-ci respectent les exigences de rendement définies dans l'arrêté royal du 18 mars 1997 concernant les exigences de rendement pour les nouvelles chaudières à eau chaude alimentées en combustibles liquides ou gazeux.

Art. 3. Pour les chaudières alimentées en combustibles solides dont la puissance nominale utile est inférieure ou égale à 300 kW, l'exploitant veille :  
 – à ce que celles-ci respectent les niveaux d'émission de CO et de poussières définis dans l'arrêté royal du 12 octobre 2010 réglementant les exigences minimales de rendement et les niveaux des émissions de polluants des appareils de chauffage alimentés en combustible solide.

#### Secteur 2. Groupes électrogènes au mazout

Art. 4. Les normes à respecter à l'émission sont les suivantes :

- NOx : 1000 mg/Nm<sup>3</sup> ;
- CO : 300 mg/Nm<sup>3</sup> ;
- Pousssières : 20 mg/Nm<sup>3</sup>.

Les valeurs mesurées sont rapportées aux conditions suivantes : gaz sec – pression : 1.013 hPa – température : 273° K – teneur en oxygène de 5 %.

#### Contrôle de l'émission des groupes électrogène

Art. 5. Un organisme agréé contrôle le bon fonctionnement du groupe électrogène en mesurant les concentrations en polluants pour lesquels des limites ont été fixées :

- Dans le délai de six mois après la réception du présent arrêté ;
- Une fois par année, sans que le délai entre deux contrôles puisse excéder 18 mois ;
- À la demande du fonctionnaire chargé de la surveillance.

Art. 6. La campagne de mesure comprend au minimum deux mesures pour chaque point de rejet lors du fonctionnement normal des groupes.

Art. 7. Les mesures sont effectuées en dehors des périodes de démarrage et d'arrêt.



La durée d'échantillonnage de chaque mesure est fixée par la méthode de mesure. A défaut, elle doit être d'au moins une demi-heure.

Art. 8. Le point de mesure doit être facile d'accès, conçu et choisi de telle façon qu'il soit possible d'effectuer une analyse à l'émission représentative des rejets de l'installation.

Art. 9. Les opérations de contrôles sont effectuées aux frais de l'exploitant suivant des méthodes de référence ou toute autre méthode dont l'équivalence à une méthode de référence a été prouvée.

Art. 10. Les résultats de la surveillance des émissions sont conservés par l'exploitant et doivent être disponibles sur simple demande des autorités chargées de la surveillance. Lors du premier contrôle dans le délai de six mois après la mise en service de l'installation, un rapport reprenant les résultats des mesures ainsi que les paramètres du prélèvement (méthodes, débits...) est envoyé au fonctionnaire chargé de la surveillance.

Art. 11. Les valeurs limites d'émission sont considérées comme respectées si aucune des moyennes sur la durée de l'échantillonnage sur chaque mesure n'est supérieure à la valeur limite d'émission. Lorsque le résultat des mesures indique un non-respect des normes de rejet, l'exploitant en informe sans délai le fonctionnaire chargé de la surveillance.

Art. 12. Si ce dépassement est :

- Inférieur à 10 % de la valeur limite à l'émission, une nouvelle mesure de ce paramètre peut être prévue dans les trois mois ;
- Compris entre 10 et 100 % de la valeur limite à l'émission, une nouvelle mesure de ce paramètre doit être prévue dans les trois mois ;
- Supérieur à 100 % de la valeur limite à l'émission, une nouvelle mesure de ce paramètre doit être prévue dans le mois et si ce dépassement persiste, l'exploitant rédige un rapport recensant les causes des dépassements et les mesures prises pour le respect des normes imposées. Ce rapport est envoyé dans les 30 jours qui suivent la deuxième mesure au fonctionnaire chargé de la surveillance et au fonctionnaire technique.

### Secteur 3. Systèmes de dépoussiérage des rejets atmosphériques

Art. 13. Le cas échéant, l'air rejeté par les dispositifs de dépoussiérage respecte la valeur limite de 10 mg/m<sup>3</sup> pour les poussières totales.

Art. 14. Les dispositifs de dépoussiérage sont maintenus en permanence en bon état de fonctionnement. Tout élément défectueux est promptement réparé ou remplacé.

Art. 15. Les valeurs limites sont contrôlées à chacun des points de rejets annuellement et à la demande du fonctionnaire chargé de la surveillance. La périodicité des contrôles peut être modifiée par le fonctionnaire chargé de la surveillance en fonction des résultats des mesures réalisées.

Art. 16. Sans préjudice des régimes de contrôle, les émissions de tous les polluants et des nuisances olfactives pour lesquels des limites à l'émission sont fixées dans l'acte d'autorisation sont mesurées au moins une fois après modification de 25 % de la capacité de l'installation ou après toute modification du système d'épuration.

Art. 17. L'exploitant se conforme aux prescriptions suivantes :

#### Points de rejet

- Les rejets canalisés ont lieu verticalement vers le haut et sans chapeau afin de maximiser la dispersion des polluants.
- Tous les points d'émission à l'atmosphère de poussières ou autres polluants, accompagnés de leurs moyens d'abattement éventuels et des endroits où les contrôles sont réalisés, sont indiqués sur un schéma du processus de fabrication (flow-sheet), tenu à la disposition du fonctionnaire technique et du fonctionnaire chargé de la surveillance. Ce schéma est tenu à jour.
- Pour les dispositifs de dépoussiérage, une annexe à ce schéma donne les renseignements suivants :
  - Rejet garanti par le fournisseur, en mg/Nm<sup>3</sup>
  - Débit horaire en Nm<sup>3</sup> (en fonctionnement normal)
  - Température de rejet
  - Hauteur de rejet
  - Section du point de rejet
  - Coordonnées du point de rejet
- Les points de mesures doivent être faciles d'accès, conçus et choisis de telle façon qu'il soit possible d'y effectuer les prélèvements et les analyses à l'émission représentatifs des rejets de l'installation.

#### Méthodes de mesure

- Les opérations de contrôle sont effectuées aux frais de l'exploitant par un organisme agréé suivant des méthodes de référence ou toute autre méthode dont l'équivalence à une méthode de référence a été prouvée et avec des appareils de mesures conformes aux principes des meilleures techniques disponibles dans le domaine de l'instrumentation.
- La limite de détection, la sensibilité, la précision et la fiabilité de la méthode doivent être adaptées à la valeur limite d'émission, au niveau d'odeur ou au débit d'odeur correspondant à la substance à mesurer. La plage de mesure se situera au moins entre 0,1 fois et 2 fois la valeur, niveau ou débit fixé dans l'autorisation, sauf cas particulier.
- Les prélèvements, mesures et analyses sont réalisés en adéquation avec les niveaux de concentrations fixés dans l'arrêté et en donnant toute satisfaction quant à la sensibilité et la représentativité de la mesure ainsi qu'à la reproductibilité des résultats (NBN, DIN, EPA, ASTM, CEN, ISO, AFNOR, NIOSH...).



Conditions des mesures

- Les mesures destinées à déterminer les émissions doivent être effectuées et les résultats doivent être exprimés de manière telle qu'ils soient représentatifs des émissions de l'installation en régime de travail habituel (hors période de démarrage ou d'arrêt).
- La durée d'échantillonnage de chaque mesure est fixée par la méthode de mesure. A défaut, elle doit être d'au moins une demi-heure.
- Chaque campagne de mesure comprend au minimum, pour chaque point de rejet, deux mesures ou deux prélèvements.

Conditions de référence

- En ce qui concerne les mesures à l'émission, les valeurs limites sont ramenées à une pression de 1013 hPa et à une température de 273 K, le gaz étant supposé ne contenir aucune vapeur d'eau, et doivent être respectées sans dilution autre que celle nécessaire à la bonne marche des installations. Le taux d'oxygène est celui qui est présent lors de la mesure.

Conservation des résultats

- Les résultats de la surveillance des émissions sont conservés par l'exploitant pendant au moins 5 ans et doivent être disponibles sur simple demande du fonctionnaire chargé de la surveillance.
- Tous les résultats de mesures sont enregistrés, traités et présentés d'une façon appropriée afin de permettre au fonctionnaire chargé de la surveillance de vérifier si les conditions d'exploitation autorisées et les valeurs limites d'émission fixées par le présent permis sont respectées.

Non-respect des normes

Sans préjudice des sanctions encourues lorsque le résultat des mesures indique un non-respect des normes de rejet, l'exploitant en informe sans délai le fonctionnaire chargé de la surveillance.

Si ce dépassement est :

- inférieur à 10 % de la valeur limite à l'émission, une nouvelle mesure de ce paramètre peut être prévue dans les trois mois ;
- compris entre 10 et 100 % de la valeur limite à l'émission, une nouvelle mesure de ce paramètre doit être prévue dans les trois mois;
- supérieur à 100 % de la valeur limite à l'émission, une nouvelle mesure de ce paramètre doit être prévue dans le mois et si ce dépassement persiste, l'exploitant rédige un rapport recensant les causes des dépassements et les mesures prises pour le respect des normes imposées. Ce rapport est envoyé dans les 30 jours qui suivent la deuxième mesure au fonctionnaire chargé de la surveillance et au fonctionnaire technique.

Secteur 4. Silos à remplissage pneumatique

Art. 18. Chaque silo dont le remplissage est réalisé de manière pneumatique est muni :

- d'un dispositif de dépoussiérage;
- d'un dispositif qui empêche automatiquement que la différence entre la pression à l'intérieur du silo et la pression atmosphérique, en valeur absolue, ne dépasse les valeurs de sécurité fixées par le constructeur. A défaut de valeurs fixées par le constructeur, cette différence ne peut excéder 100 hPa. Ce dispositif doit rester fonctionnel en toutes circonstances, y compris en l'absence d'alimentation en énergie.

Art. 19. L'air rejeté par les dispositifs de dépoussiérage des silos respecte la valeur limite de 10 mg/m<sup>3</sup> pour les poussières totales.

Art. 20. Les dispositifs de filtration des poussières sont maintenus en permanence en bon état de fonctionnement.

Secteur 5. Émissions diffuses de particules

Méthode générale.

Art. 21. L'exploitant identifie sur l'entièreté du site d'exploitation (carrière et dépendances) les zones, les installations et les opérations (charroi, manutention, traitement et stockage de matières) susceptibles d'émettre des particules et poussières dans l'air de manière diffuse. Une liste accompagnée d'un plan de localisation de ces installations et opérations est établie et régulièrement actualisée. Tous les points et toutes les zones d'émission diffuse de particules et de poussières, accompagnés de leurs moyens d'abattement éventuels, sont indiqués sur le plan. Cette liste et ce plan font partie du PRED décrit aux articles suivants.

Art. 22. L'exploitant classe les matières manipulées et/ou stockées en vrac sur base de leur prédisposition à être dispersées et de la possibilité de faire face au problème de mouillage. Cette classification est consignée dans le PRED décrit ci-après et est tenue à jour (pour la classification, voir l'annexe 8.4 du document de référence sur les meilleures techniques disponibles (BREF) « Emissions from Storage », juillet 2006, <<http://eippcb.jrc.ec.europa.eu/reference>>):

	Non mouillable	Mouillable
Très sensible à l'envol	S1	S2
Modérément sensible à la dérive	S3	S4
Très peu ou pas du tout sensible à la dérive	S5	S5

De manière générale, pour les matériaux des classes S1 à S3, toute activité (stockage, manutention, traitement, transport) doit être réalisée en utilisant préférentiellement une technique dite « confinée » et idéalement le stockage et la manipulation de ses matériaux se fait dans un espace fermé (réipients clos, trémies, silos ou bâtiments fermés, etc ...).

A défaut, ces opérations sont menées sous bâtiment semi-ouvert ou à l'air



libre, mais alors obligatoirement assorties d'une ou de plusieurs mesures primaires spécifiques de prévention et de réduction des envols à la source (surveillance, arrosage, stabilisation par pulvérisation d'additifs, agencement/orientation des lieux de stockage par rapport aux vents dominants, protection contre le vent (merlons, clôtures/filets, murs de soutènement, plantations), capotage, etc).

Pour les matériaux des classes S4 et S5, la version dite « ouverte » d'une technique peut être appliquée. Là aussi, des mesures d'optimisation et/ou complémentaires complètent les options choisies.

Art. 23. Au plus tard 6 mois après la délivrance du permis, l'exploitant soumet un Plan de Réduction des Émissions Diffuses de particules (PRED) à l'Agence wallonne de l'Air et du Climat (AwAC) pour avis. Dans celui-ci, sur base des 2 articles précédents, l'exploitant définit et met en œuvre des mesures de prévention ou d'abattement des émissions diffuses de particules. Les mesures existantes sont intégrées dans ce plan. Pour chaque mesure, les modalités pratiques y sont définies telles que, par exemple, sa fréquence, sa durée ou les conditions nécessaires pour son déclenchement.

Le PRED comprend également une liste prédéfinie de mesures supplémentaires (assorties de leurs modalités pratiques) que l'exploitant mettra en œuvre lors des épisodes de pics de pollution par les particules fines (smog). L'exploitant y mentionne un numéro de GSM permettant à l'AwAC de lui communiquer les messages d'alerte et de fin d'alerte pour raison de pic de pollution par les particules fines.

Ultérieurement, à tout moment, à la demande de l'autorité compétente ou de l'AwAC ou à la requête de l'exploitant, une procédure de révision du plan de réduction des émissions diffuses de particules peut être mise en œuvre. L'exploitant fournit alors à l'autorité compétente et à l'AwAC une proposition de plan de réduction des émissions diffuses modifié. Sur base de l'avis de l'AwAC, le fonctionnaire technique dispose d'un délai de 3 mois pour accepter ou signifier à l'exploitant ses demandes d'adaptation.

Art. 24. Le personnel concerné par la manipulation, le traitement et le stockage des matières visées par le PRED est périodiquement informé/formé sur l'existence et le contenu du plan (à l'engagement puis périodiquement et lors des modifications du plan). Le personnel signe un registre de formation à chaque session d'information. Ce registre est disponible à tout moment à la demande du fonctionnaire technique.

#### Liste de mesures potentielles du PRED

Art. 25. Les mesures suivantes de prévention et d'abattement des émissions diffuses de particules sont examinées par l'exploitant et éventuellement mises en application dans les limites de compatibilité avec le procédé de fabrication et les spécifications des produits, tout en tenant compte des contraintes économiques. L'exploitant examine la pertinence de chaque mesure et de sa

mise en œuvre dans le PRED :

- a. Gestion générale du site
  - Envelopper/confiner/enfermer les points d'émission (installation ou activité) et les mettre en dépression. L'air est aspiré et les dispositifs d'aspiration sont raccordés à une installation de dépoussiérage. Solution préférentielle pour les matériaux de classes S1 à S3. La concentration en poussières dans les effluents gazeux rejetés à l'atmosphère ne doit alors pas dépasser les 10 mg/Nm<sup>3</sup>.
  - Mettre en place une surveillance permanente/régulière des envols visibles de poussières.
  - Désigner une personne responsable du respect de la mise en œuvre du PRED.
- b. Stockages à l'air libre :
  - Mettre en place une bande arborée, des buttes, des murs, des merlons, des clôtures sur le pourtour du site comme barrière à vent et comme barrière à poussières ;
  - Mettre en place un dispositif de retenue des poussières par une structure souple de type filet (cf. structures entourant les échafaudages des chantiers de sablage), dans l'attente du développement en hauteur de la bande arborée ;
  - Limiter la surface libre des tas en limitant le nombre de petits tas ;
  - Limiter la surface libre des tas en créant des murs de soutènement (face au vent si possible) ;
  - Limiter la hauteur des tas ;
  - Organiser le site de manière à exposer aux vents dominants d'abord les tas de matières les moins dispersibles ;
  - Organiser le site de manière à orienter l'axe de chaque tas et l'axe d'alignement de différents tas parallèlement aux vents dominants ;
  - Stabiliser les tas par compactage mécanique ;
  - Stabiliser les tas par pulvérisation superficielle d'eau ou d'une solution aqueuse d'agents chimiques de fixation/stabilisation non toxiques et biodégradables ;
  - Stabiliser les tas de stockage de longue durée en les « végétalisant » ;
  - Recouvrir les tas (toile, filet, bâche,...) ;
  - Placer les tas de stockage le plus loin des zones sensibles en tenant compte des vents dominants ;
  - Ajouter ou enlever les matériaux des tas de stockage du côté situé à l'abri du vent.
- c. Opération de mise en stock :
  - Produits criblés contenant les fractions les plus fines : dans un bâtiment fermé, en réservoir clos, ou alors humidifier les produits pour éviter les



émissions de poussières lors de la mise en stock.

- d. Halls de stockage :
- Limiter toute émission de poussières en provenance des halls de stockage (via événements, vanteilles, coupoles d'aération, portes ouvertes,...) en prenant les mesures appropriées (filtres, dépoussiéreurs, système d'ouverture/fermeture des portes,...) ;
  - Limiter l'ouverture des portes des halls de stockage au strict nécessaire lors des opérations de manutention et de chargement/déchargement.
- e. Voies de circulation, aires de manutention et de traitement à l'air libre :
- Délimiter clairement (marquage au sol par ex.) les voies de circulation et les aires de manœuvre ;
  - Asphalter ou bétonner les voies de circulation et les aires de manœuvre ;
  - Balayer, aspirer les voies et les aires revêtues chaque jour en fin des activités ;
  - Humidifier de manière régulière les voies et aires non revêtues ;
  - Nettoyer les voies publiques d'accès au site ;
  - Prêter une attention plus particulière à la propreté des voies et des aires où le vent s'accélère localement (ex : entre deux bâtiments rapprochés, le long d'une façade,...) ;
  - Arroser les voies et les aires via des dispositifs fixes ou mobiles ;
  - Protéger ces zones contre le vent (bultes, écrans végétaux ou non végétaux, fixes ou temporaires). Disposition en fonction des vents dominants.
  - Pulvériser des agents de croûtage ou des agents hygroscopiques non toxiques et biodégradables ;
  - Examiner la possibilité de gérer conjointement avec d'autres entreprises voisines la propreté des voiries proches et/ou un sas de dépoussiérage des camions.
- f. Terrains/surfaces non utilisés par des activités (terrains vagues) :
- Pulvériser des agents de croûtage non toxiques et biodégradables ;
  - Végétaliser les surfaces nues.
- g. Charroi :
- Les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation externes au site. Pour cela mettre en place des dispositions telles que le bâchage des camions et le lavage des roues des véhicules. Rendre le bâchage des camions obligatoire pour tout transport de matières qui génère une émission visible de poussières diffuses lorsque le camion est en mouvement.
  - La vitesse des véhicules circulant sur le site doit être limitée efficacement par tout moyen adapté (signalisations, ralentisseurs, etc) ;
  - Aménager des « sas » de dépoussiérage des camions à la sortie de « zones

à poussières » (lit de graviers/galets, série de poutrelles, bac de lavage à l'eau, ...) ;

- Favoriser le transport par bateau et train ;
  - Diffuser des consignes de roulage aux personnes concernées ;
  - Etablir une « charte de bonne conduite » pour les clients et sous-traitants (bâchage, vitesse, lavage, chargements/déchargements,...).
- h. Chargement/déchargement des camions, wagons ou bateaux :
- Utiliser une goulotte souple de chargement (produits fins) ;
  - Utiliser des trémies, des tuyaux de chargement/tubes de remplissage, des déflecteurs, des rabats latéraux, des extrémités adaptées, des chicanes, des couvertures coulissantes ;
  - Utiliser des manches de chargement (pour produits fins) avec aspiration/filtration intégrée ;
  - Rédiger un code de bonne utilisation des systèmes de chargement mobiles et le diffuser aux personnes concernées (déversement progressif, éviter les déversements accidentels, réduire hauteur de déversement, pas lorsque vent de vitesse élevée 8-14-20 m/s en fonction de la classe de dispersivité, ne pas surcharger) ;
  - Humidifier le produit dans les limites de ses spécifications ;
  - Enfermer au maximum les points de chargement dans un bâtiment avec aspiration et dépoussiérage de l'air ;
  - Réduire le plus possible la hauteur de chute libre des produits : abaissément au maximum de la hauteur de la pelle par rapport à la hauteur supérieure de la benne du camion, installations de remplissage à hauteur réglable, installations en cascade à hauteur réglable, etc ;
  - Réduire au maximum la vitesse de descente des matériaux ;
  - Utiliser des godets et des pelles mécaniques « fermables » ;
  - N'utiliser des pelles mécaniques que pour des matériaux humidifiés ou non/peu dispersibles.
- i. Silos :
- Les points d'émission de poussières des silos, tels que les tuyauteries d'entrée et de sortie, la tuyauterie de chargement des camions et les événements, sont munis de dispositifs limitant le dégagement de poussières.
- j. Maintenance :
- Tout élément défectueux d'un système de dépoussiérage est promptement remplacé ;
  - Les brosses des balayuses sont remplacées périodiquement ;
  - Les dispositifs de pulvérisation sont maintenus en état de fonctionnement et toute défectuosité est réparée immédiatement ;
  - Etablir un plan d'entretien des dispositifs de chargement/déchargement et



des systèmes de transport.

- k. Bandes transporteuses, jonctions bandes transporteuses/appareils, points de déversement des diverses bandes les unes sur les autres :
  - Soumettre les points de (dé)chargement et de transfert à aspiration. L'air est aspiré et les dispositifs d'aspiration sont raccordés à une installation de dépoussiérage.
  - Installer des systèmes de pulvérisation efficaces aux points de (dé)chargement et de transfert, si ces systèmes sont compatibles avec les contraintes industrielles et économiques.
  - Installer d'autres dispositifs anti-poussières aux points de (dé)chargement et de transfert des bandes comme des tunnels d'ionisation ou des caissons étanches ;
  - Installer une protection latérale contre le vent ;
  - Nettoyer périodiquement les bandes/courroies, les armatures des convoyeurs à bandes, les tambours des bandes transporteuses ;
  - Installer un capot de protection sur les transporteurs existants de matières classées S1 à S3 ;
  - Les points de transfert, les trémies, les élévateurs à godets et autres sources potentielles d'émissions de poussières sont enfermés et disposent d'un système d'extraction ;
  - Rédiger un code de bonne utilisation de la bande transporteuse et le diffuser au personnel.

#### I. Concassage et/ou criblage :

- Endore entièrement l'installation ou l'installer dans un bâtiment. Appliquer une dépression sur la chambre de broyage/tamassage et traiter l'air rejeté via des séparateurs filtrants ou non filtrants ;
- Humidifier préalablement les matériaux à traiter à l'entrée du concasseur et à l'entrée du crible ;
- Humidifier les matériaux à la sortie du concasseur et du cribleur ;
- Brumiser les émissions de poussières ;
- Réduire l'exposition au vent de l'installation ;
- Favoriser le concassage/criblage par temps de pluie.

#### m. Outils montés sur grues/pelles :

- Installer un dispositif de pulvérisation au bout des bras articulés des engins de chantier (pelle, pince à métaux, marteau-piqueur, concasseur...) se déclenchant au moment de la mise en action de l'outil ;
- Abattre les poussières avec un brumisateur. Plus les gouttelettes sont fines, plus la captation des poussières est efficace.

#### n. Engins motorisés (chargeurs, grues, groupes électrogènes, chariots élévateurs, camions, dumpers, concasseurs, cribbleurs,...) :

- Établir une liste des engins avec leur date de fabrication et le type de moteur ;
- Équiper les échappements des moteurs diesel anciens (datant d'avant la législation sur les normes d'émission Euro x) d'un filtre à particules ;
- Utiliser préférentiellement des engins au gaz ou électriques ;
- Régler les moteurs de façon optimale ;
- Effectuer une maintenance périodique des moteurs ;
- o. Actions supplémentaires en cas de pic de pollution par les particules fines (smog)
  - Poser les opérations de manutention et de traitement de matières en vrac non confinées ;
  - Réduire le trafic de camions et d'engins ;
  - Contrôler le bon fonctionnement des dispositifs de filtration ;
  - Fermer les ateliers/halls de travail ;
  - Augmenter la fréquence de nettoyage des surfaces revêtues ;
  - Augmenter la fréquence d'arrosage des surfaces non revêtues ;
  - Réduire la vitesse autorisée sur le site ;
  - Renforcer le contrôle du bûchage des camions ;
  - Réduire la marche des chaudières au mazout ou au charbon ;
  - Ne pas utiliser les moteurs à combustion (véhicules, engins, machines) non pourvus d'un filtre à particules.

Mesures à prendre en vue d'améliorer la qualité de l'air et de limiter les nuisances.

Art. 26. L'exploitant interrompt les opérations non confinées de manutention et de traitement de matières susceptibles de générer des envois de poussières lors de certaines conditions météorologiques, à savoir :

- en cas d'alerte de pic de pollution par les particules fines (smog) ;
- selon la classe de dispersivité, quand la vitesse instantanée du vent à 2 mètres du sol à un endroit dégagé dépasse les valeurs ci-dessous :

Classe S1 et S2 : 8 m/s

Classe S3 : 14 m/s

Classe S4 et S5 : 20 m/s

En cas d'impossibilité de respecter cette dernière disposition, l'exploitant apporte les justifications des difficultés particulières, techniques ou économiques que cette règle lui impose et dans ce cas, il rédige les instructions permettant d'arrêter ou de limiter les émissions de poussières sous ces conditions météorologiques défavorables.

Art. 27. Les opérations mobiles et/ou non confinées de concassage et de criblage de matières, y compris le déversement dans les trémies d'alimentation des machines et la mise en tas des granulats par ces machines, n'engendrent



aucun envol de poussières encore visible à plus de 5 mètres de la source et, en aucun cas, passant les limites du site. Des techniques de capotage, d'humidification et d'aspersion/brumisation sont mises en œuvre pour prévenir et/ou abattre les émissions de poussières.

Art. 28. L'exploitant prend les dispositions nécessaires pour prévenir l'accumulation et les réenvols de poussières:

- Lorsqu'elles sont revêtues, les voies de circulation du site sont nettoyées périodiquement. Leur nettoyage est effectué au moins une fois chaque jour où elles sont empruntées, sans générer d'envols visibles de poussières.
- Le site est équipé d'un dispositif fixe ou mobile d'aspersion des voies et des pistes de circulation, des aires de manutention et des tas de stockage. Un arrosage des stockages extérieurs de matériaux classés S2 ou S4 ainsi que des voies et pistes de circulation et des aires de manutention a lieu au moins une fois par jour d'activité. En cas d'envols visibles malgré ce dispositif, l'exploitant remédie à la situation en augmentant par exemple la fréquence et/ou la durée d'aspersion du site. Cet arrosage n'est pas requis si les conditions d'humidité sont suffisantes mais alors l'exploitant veillera à garantir l'absence de tout envol visible sur le site.
- Le bûchage des camions transportant des matériaux en vrac classés S1 à S4 sortant du site d'exploitation est obligatoire.
- Les roues des véhicules sortant du site d'exploitation sont nettoyées par un dispositif approprié.
- La vitesse des véhicules circulant dans la zone des dépendances de la carrière doit être limitée à 20km/h par tout moyen adapté (signalisations, ralentisseurs, etc).
- La vitesse des véhicules circulant dans la carrière doit être limitée à 30km/h par tout moyen adapté (signalisations, ralentisseurs, etc).
- Les opérations de manutention de matériaux en vrac sont réalisées de manière à minimiser les pertes de matière et les émissions de particules.

Surveillance des nuisances et de la qualité de l'air en limite du site

Art. 29. Un réseau de surveillance permanent des retombées atmosphériques est mis en place et exploité par un organisme agréé aux frais de l'exploitant.

Paramètres mesurés	Poussières sédimentables
Nombre de points de prélèvement	Minimum 1
Localisation du point de prélèvement	Au milieu de la limite nord-est du site longeant la Voie d'Aisne (ou à proximité de cette limite), c'est-à-dire sous les vents dominants ayant survolé le site.
Fréquence de prélèvement	Au minimum tous les 28 jours.
Début des mesures	Au plus tard 3 mois après délivrance du permis d'environnement.
Fin des mesures	Fin des terrassements du réaménagement final du site.

Un rapport annuel comprenant une comparaison des résultats de mesure aux normes existantes de qualité de l'air ambiant et aux mesures de la région wallonne les plus proches est élaboré par l'organisme agréé et est tenu à la disposition de l'AwAC, du Fonctionnaire technique et du Fonctionnaire chargé de la surveillance. Sur base de ce rapport l'AwAC se réserve le droit d'émettre des recommandations à l'exploitant.

Art. 30. Des campagnes de mesure de la qualité de l'air sont menées aux frais de l'exploitant par un organisme agréé.

Paramètres mesurés en continu	PM10, PM2.5 + direction et vitesse du vent.
Nombre de points de mesure	Minimum 1
Localisation du point de mesure	Au milieu de la limite nord-est du site longeant la Voie d'Aisne (ou à proximité de cette limite), c'est-à-dire sous les vents dominants ayant survolé le site.
Durée de chaque campagne	1 mois entre mars et novembre et en dehors des périodes planifiées d'arrêt de production.
Fréquence de la campagne	2 campagnes
1 <sup>ère</sup> campagne	Avant la mise en route des nouvelles installations de traitement de la pierre dans les nouveaux bâtiments B8 et B9.
2 <sup>ème</sup> campagne	Au plus tard un an après la mise en route des nouvelles installations de traitement de la pierre dans les nouveaux bâtiments B8 et B9.

Chaque campagne fait l'objet d'un rapport comprenant une comparaison des



résultats de mesure aux normes existantes de qualité de l'air ambiant, des roses de pollution et une comparaison aux mesures de la région wallonne les plus proches. Si possible, le rapport comporte une analyse des données visant à déterminer la contribution propre du site par rapport à la pollution de fond. Ce rapport est élaboré par l'organisme agréé et il est envoyé en copie à l'AwAC. Il est tenu à la disposition du Fonctionnaire technique et du Fonctionnaire chargé de la surveillance. Sur base de ce rapport l'AwAC se réserve le droit d'émettre des recommandations et/ou de demander de nouvelles campagnes de mesures à l'exploitant.

#### Contrôles

Art. 31. La mise en œuvre du plan de réduction des émissions diffuses (PRED) est susceptible d'être contrôlée.

En outre, concernant les émissions diffuses de poussières, les vérifications ci-dessous sont susceptibles d'être effectuées :

- La quantité de poussières sur les voies revêtues internes ne doit pas dépasser 100 g M.S./m<sup>2</sup> (fraction <1 cm, moyenne sur 10 x 1 m<sup>2</sup>) après l'arrêt quotidien des activités ;
- Les traînées de matière sur la voie publique à la sortie du site d'exploitation ne dépassent pas une longueur cumulée de plus de 8 m ;
- Les dispositifs d'aspersion du site sont fonctionnels;
- Les camions sortant des matériaux en vrac pulvérulents classés S1 à S4 sont bâchés;
- La vitesse des camions est limitée sur le site ;
- Les documents/registres cités plus haut sont disponibles et mis à jour;
- Absence d'envois de poussières encore visibles à 5 m de leur source ou passant les limites du site d'exploitation:
  - lors des manutentions et transferts non confinés de matériaux en vrac (dont points de chutes et chargements de camions);
  - lors des opérations mobiles et/ou non confinées de concassage/crblage de matériaux;
  - lors du déplacement des engins et des camions sur le site;
  - par l'action du vent sur les stockages et sur les autres surfaces empoussiérées;
- Absence d'émissions visibles de poussières passant les ouvertures des bâtiments abritant les installations fixes de traitement de la pierre ;
- Respect des conditions de vent et de qualité de l'air définies pour certaines opérations.

#### CONDITIONS RELATIVES À LA VOIRIE

#### A. CONCERNANT LES ALIGNEMENTS ET ZONES DE REcul LE LONG DES ROUTES DE LA REGION WALLONNE.

Remarques: Les conditions de 1 à 4 concernent uniquement les cas soumis à la servitude de recul.

Les conditions de 5 à 8 se rapportent aux alignements sans zone de recul.

Les autres conditions sont applicables pour tous les cas.

Les conditions particulières doivent être consultées pour les conditions 4, 6, 9 et 12b.

1. Des avant-corps, loggias, bow-windows, porches, escaliers et autres saillies sont tolérés à conditions:

- a) qu'ils ne s'avancent sur le nu du mur de face que du quart au plus de la profondeur de la zone de recul et que la distance les séparant des propriétés voisines soit égale à la saillie autorisée.
- b) qu'ils ne comportent pas d'éléments faisant partie de la structure même du bâtiment, tels que des canalisations mètres de gaz, d'électricité, d'eau, des cages d'escaliers, etc...

2. La propriété sera clôturée suivant l'alignement prescrit.

Lorsque la clôture est constituée par un mur bas, la hauteur maximum de ce dernier est de 0,75 m qu'il soit ou non surmonté d'une grille: la hauteur totale ne peut dépasser 2,25 m. Au-dessus de 1,50 m de hauteur, la clôture doit présenter plus de vides que de pleins.

Lorsque la clôture est constituée par une haie vive, celle-ci est plantée à 0,50 m en arrière de la limite du domaine public; la haie ne peut avoir en souche une hauteur supérieure à 1,50 m; elle sera coupée et ramenée à cette hauteur tous les ans avant le 15 avril.

Les barrières ne peuvent en s'ouvrant, faire saillie sur le domaine de la route.

Les clôtures situées aux abords des croisements et jonctions de routes ne peuvent masquer la vue au-dessus de 0,75 m de hauteur.

3. Il est toléré dans les clôtures prévues au 2- des entrées cochères dont les dimensions en hauteur peuvent être supérieures à celles mentionnées au 2- . Ces entrées cochères ne peuvent en aucun cas, être établies en face d'arbres existants de la route.

4. Dans toute la zone résultant de l'application de l'alignement en recul et de la zone de recul, telle qu'elle est indiquée dans les conditions particulières (5°) aucune fosse à purin ou à gadoue, maçonnée ou bétonnée, ni rampe d'accès aux souterrains ne peuvent être établies: il en va de même des fosses septiques, puits perdus, séparateurs de boue et graisses.

Il est défendu d'établir dans cette zone des clôtures moyennes dépassant 1,50 m de hauteur. Des réservoirs à combustibles sont tolérés, à condition qu'ils n'exigent pas de construction en maçonnerie.

Toutes plantations, à l'exception d'une haie vive, sont interdites dans une zone



- de 2 m à partir de la limite du domaine public ou de l'alignement éventuel; dans le restant de la zone, les plantations ne peuvent avoir plus de hauteur que celle indiquée dans les conditions particulières (3°).
5. Il ne peut être formé sur le nu du mur de face aucune avancée dépassant les limites indiquées ci-après:
- a) Trottoir ou accotement en élévation.

Sur une hauteur de 2,10 m mesurée à partir du niveau du trottoir, il n'est toléré sur l'alignement aucune saillie de plus de 20 centimètres. Les portes et les fenêtres ne peuvent, en s'ouvrant, faire saillie sur le domaine de la route.

Au-dessus de 2,10 m de hauteur, aucune saillie ne peut avancer de plus d'un mètre sur l'alignement et, en tout cas, doit rester en retrait d'au-moins 0,50 m du plan vertical de la bordure du trottoir.
- b) Trottoir et accotement de plain pied.

Jusqu'à 5,50 m de hauteur mesurée à partir du niveau de l'accotement, les saillies de 0,20 m sont seules admises pour autant que le bâtiment se trouve en retrait d'au moins 1 m du bord de la chaussée proprement dite.

Au-dessus de 5,50 m, les saillies sont admises pour autant qu'elles restent en retrait d'au-moins 0,50 m du plan vertical du bord de la chaussée proprement dite.
6. Le niveau du pied de la construction, c'est à dire la ligne d'intersection du mur de face et du trottoir définitif, par rapport au niveau de l'axe de la chaussée est indiqué dans les conditions particulières (2°).
7. Les ouvertures à pratiquer éventuellement dans le trottoir ou l'accotement ne sont tolérées que pour permettre l'éclairage et l'aération des souterrains ainsi que l'approvisionnement en combustible; ce, dans les limites des dimensions prescrites par le conseil communal, sans que les dimensions puissent faire en plan une saillie supérieure à 0,60 m sur l'alignement prescrit pour les constructions et dépasser une largeur de 0,70 m. Ces ouvertures doivent être fermées, au niveau du trottoir ou de l'accotement, par une couverture solide en métal, en béton ou en béton translucide, à surface non glissante. Si la couverture est en grillage, l'écartement des barres ne pourra dépasser 0,015 m.
- Les encadrements en pierre de taille ou en béton, de même que les couvertures, devront être arasés au niveau du trottoir ou de l'accotement.
8. Les entrées cochères ne peuvent être établies en face d'arbres existants de la route.
9. Le niveau des seuils des portes, portes cochères ou entrées quelconques par rapport au niveau de l'axe de la chaussée est indiqué dans les conditions particulières (1°).
10. La couverture des murs de clôture doit être conçue de telle sorte que les eaux qu'elle reçoit s'écoulent sur la propriété privée.
11. Les travaux projetés sont exécutés de manière à ne gêner à aucun moment

- l'écoulement des eaux de la route.
- 12.a) Les dépôts de matériaux ou d'objets quelconques destinés aux travaux projetés sont permis sur le trottoir ou l'accotement de la route, conformément aux prescriptions du règlement communal.
- b) À défaut de règlement communal, le lieu de dépôt se limite à la largeur de la propriété, la profondeur maximum étant indiquée dans les conditions particulières (4°).
- Les dépôts ne peuvent subsister que pendant le temps strictement nécessaire; ils ne sont tolérés ni après l'achèvement ou l'abandon des travaux, ni pendant leur suspension.
- c) Les dépôts ne peuvent gêner l'écoulement des eaux de la route et devront être éclairés la nuit.
- d) L'impétrant sera en tout temps rendu responsable des accidents et difficultés qui pourraient résulter de la présence de ces dépôts.
- e) A défaut d'un règlement communal, des matériaux ou objets quelconques destinés aux travaux projetés ne peuvent être déposés sur le trottoir ou l'accotement de la route.
13. Il est loisible à l'impétrant de remblayer au niveau de l'accotement, le terrain compris entre l'arête extérieure de l'accotement et l'alignement fixé pour la construction.
- Le cas échéant, il est tenu d'établir un aqueduc sur la longueur de cette construction, à la première réquisition de la Direction des Routes compétente.
14. Moyennant autorisation délivrée par la Direction des Routes compétente sur sa demande, l'impétrant peut remblayer le fossé pour autant qu'il y établisse un aqueduc.
15. L'écoulement des eaux ménagères dans le fossé de la route n'est toléré que lorsqu'il n'existe pas de canalisation d'égouts et à condition que l'impétrant se conforme aux lois et règlements sur l'hygiène publique et aux règlements locaux de police. Aucune décharge vers la voie publique ne peut créer de situation insalubre ou incommode due à la présence de déchets putrescibles ou formant gadoue; un séparateur de boue et de graisse est placé pour autant que de besoin. Le déversement dans le fossé filet d'eau ou tout autre ouvrage de la route des eaux de w.c. ou de nature résiduaire est strictement interdit.
16. Aucune modification ne peut être apportée aux inclinaisons longitudinales et transversales de l'accotement de la route sans l'autorisation préalable de la Direction des Routes.
17. Par suite de l'alignement proposé, il se peut qu'une parcelle de terrain appartenant au requérant doivent être incorporée à la route ou, au contraire, qu'une partie du domaine public doive devenir propriété du riverain.
- Cette mutation est traitée au moment des travaux routiers réalisant l'alignement. Jusqu'à ce moment, l'entretien et l'aménagement de toute la zone décrite au 4., incombe au particulier. La propriété peut éventuellement



être clôturée à la limite du domaine public actuel mais uniquement au moyen d'une clôture provisoire.

18. Le délai de validité du présent avis se limite à un an.
19. Les plans approuvés et le permis de bâtir, de même que les avis l'accompagnant doivent se trouver en permanence sur les chantiers, de manière à pouvoir être produits à toute réquisition des fonctionnaires compétents.
20. L'impétrant ne mettra la main à l'oeuvre qu'après avoir reçu du responsable du district routier les indications nécessaires à cet effet.
21. Cet avis-formulaire ne dispense pas l'intéressé de se conformer aux lois et règlements généraux et locaux, et notamment aux dispositions du Code Wallon sur l'aménagement du territoire et de l'Urbanisme. (C.W.A.T.U.P.).

## B. CONCERNANT LES ZONES DE DÉGAGEMENT LE LONG DES AUTOROUTES

1. Tout accès à l'autoroute est défendu.
2. Il est défendu de remblayer le fossé de l'autoroute.
3. Le long des dispositifs d'accès de l'autoroute, il est interdit, sur une profondeur de dix mètres comptés à partir de la limite du domaine de l'autoroute de planter des arbres de haute futaie ou toutes autres plantations dépassant un mètre de hauteur.
4. Les parcelles boisées et les parties de parcelles boisées qui sont situés dans les zones de dégagement doivent rester en nature de bois, sauf dérogation accordée par le Ministre de la Région Wallonne ou son délégué.  
Cette dérogation ne dispense pas l'intéressé de se conformer aux autres lois et règlements.
5. Dans les zones de dégagement, aucune clôture ne peut être établie en matériaux d'aspect plein, notamment en plaques de béton ou en maçonnerie. Lorsque ces clôtures sont constituées par des haies vives, ces dernières sont plantées à au moins cinquante centimètres en arrière de la limite du domaine de l'autoroute ; elles sont taillées tous les ans et ne peuvent avoir plus d'un mètre de largeur. Aucune issue permettant l'accès à l'autoroute ne peut être pratiquée dans les clôtures.
6. Il est interdit dans ces zones de déposer, d'entreposer ou d'exposer des déchets, rebuts, ferrailles, matériaux et matériels quelconques. Toutefois, au-delà du dixième mètre calculé à partir de la limite du domaine de l'autoroute, le dépôt, l'entreposage ou l'exposition de matériaux et de matériels neufs est permis, à condition que le bénéficiaire établisse des plantations constituant écran à la vue depuis l'autoroute. Il est également interdit d'établir des fosses à purin ou à gadoue, dans les dix mètres comptés à partir de la limite du domaine de l'autoroute.
7. Il est interdit d'effectuer dans les zones de dégagement, des terrassements en déblai de plus d'un mètre de profondeur, ou des terrassements en remblai de plus d'un mètre de hauteur.

Toutefois, au-delà du dixième mètre compté à partir de la limite du domaine de l'autoroute, le Ministre de la Région Wallonne ou son délégué peut accorder des dérogations à l'interdiction formulée à l'alinéa précédent tout en imposant certaines conditions, et notamment l'obligation pour le bénéficiaire d'établir des plantations constituant écran à la vue depuis l'autoroute.

8. Les installations aériennes sont interdites dans les zones de dégagement à l'exception de celles autorisées par l'article 8 de l'arrêté royal concernant les zones de dégagement établies le long des autoroutes.
9. L'écoulement des eaux ménagères dans le fossé de l'autoroute est interdit
10. Le délai de validité du présent avis se limite à un an.
11. Le présent avis ne concerne pas le caractère esthétique du bâtiment ; il se limite aux prescriptions relatives à la loi sur les autoroutes et spécialement à la zone de dégagement. Il ne dispense pas l'intéressé de se conformer aux lois et règlements généraux et locaux, et notamment aux dispositions du Code Wallon de l'aménagement du territoire, de l'urbanisme et du patrimoine (C.W.A.T.U.P.).
12. L'impétrant ne met la main à l'oeuvre qu'après avoir reçu du responsable du district routier les indications nécessaires à cet effet.

## C. CONDITIONS PARTICULIÈRES

1. Niveau des seuils par rapport au niveau de la chaussée: -
2. Niveau du pied de la construction en rapport avec le couronnement de la chaussée: -
3. Hauteur maximale des plantations dans la zone de recul: -
4. Profondeur maximale du lieu de dépôt: -
5. Profondeur de la zone de recul: 0,00 m      alignement : 13,00 m
6. Avis favorable : Pas de remarque.

## CONDITIONS RELATIVES AUX EAUX DE SURFACE

### Généralités — Gestion des flux d'eaux usées au sein de l'établissement

- Art. 1. Les eaux générées au sein de l'établissement sont rejetées en 3 points de rejet comprenant les déversements suivants :
- rejet R1 – déversement n°1 : rejet d'eaux industrielles et pluviales (après passage par des déboueurs des séparateurs d'hydrocarbures) ;
  - rejet R2 – déversement n°2 : rejet d'eaux de ruissellement potentiellement contaminées (après passage par le déboureur - séparateur d'hydrocarbures) ;
  - rejet R3 – déversement n°3 : rejet d'eaux domestiques.

Toute création d'un nouveau point de rejet ou toute modification de la localisation physique d'un point de rejet d'eaux usées domestiques ou d'eaux pluviales fait l'objet d'une notification dans le registre des modifications.



Toute création d'un point de rejet d'eaux usées industrielles fait l'objet d'une demande de permis d'environnement – rubrique 90.10.

Art. 2. L'exploitation est conduite de manière telle qu'elle ne puisse constituer un quelconque danger pour la nappe d'eau souterraine.

Art. 3. Le système de récolte des eaux polluées par des hydrocarbures ou susceptibles de l'être est strictement séparé des systèmes de récolte des eaux usées pluviales non polluées par des hydrocarbures et non susceptibles de l'être.

Les eaux de toiture et autres eaux pluviales non susceptibles d'être contaminées par des hydrocarbures ne peuvent transiter par le séparateur d'hydrocarbures.

Art. 4. Le séparateur d'hydrocarbures est aisément accessible pour l'inspection, l'entretien, la réparation et la prise d'échantillons.

Son entretien est effectué à intervalles réguliers de façon à pouvoir respecter les conditions de déversement fixées ci-après.

Art. 5. Le demandeur prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation de ses installations de traitement pour assurer une bonne gestion des déchets produits (boues, hydrocarbures) et leur évacuation par une entreprise agréée en qualité de collecteur et de transporteur de déchets dangereux, conformément aux dispositions légales et réglementaires en vigueur pour les déchets.

Art. 6. Un plan d'égouttage interne est établi par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et daté. Le plan des réseaux de collecte des effluents fait apparaître les secteurs collectés, les points de branchement, regards, avaloirs, postes de relevage, chambres de contrôle et citernes de stockage des effluents.

Le plan est tenu à la disposition du fonctionnaire chargé de la surveillance ainsi que des services d'incendie et de secours.

Art. 7. Les revêtements des aires de travail et/ou de lavage sont bétonnés et rendus parfaitement étanches à toute pénétration de substances liquides dans le sol. Ils sont aménagés pour recueillir et évacuer vers un seul exutoire tout liquide qui y serait répandu accidentellement ou non, notamment les eaux de nettoyage.

Avant d'être évacuées, toutes les eaux usées recueillies sont traitées dans un séparateur d'hydrocarbures, à fermeture automatique, avec cellule coalescente, chambre d'échantillonnage, indicateur de niveau et débourbeur.

Un séparateur d'hydrocarbures à évacuation automatique est autorisé. Dans ce cas, la cuve recueillant les hydrocarbures en provenance du séparateur est du type à double paroi avec détecteur permanent de fuite.

Art. 8. Les eaux de pluie sont régulièrement évacuées des encuvements ou bacs de rétention et ne peuvent être déversées dans un égout public, un cours d'eau ou un dispositif quelconque de récolte des eaux sans contrôle de leur qualité.

Au cas où ces eaux de pluie nécessitent un traitement éventuel, leur déversement est interdit et elles sont évacuées vers une installation autorisée à les déverser, avec ou sans traitement adéquat.

Les eaux servant au nettoyage interne des réservoirs ne peuvent être déversées et sont évacuées vers une installation autorisée à les traiter.

Art. 9. Des produits absorbants, tels que de la mousse, des tissus, de la poudre ou des granulés absorbants, sont disponibles en permanence pour une intervention rapide en cas d'épanchement accidentel de produits, de quelque nature que ce soit.

Les produits souillés et les eaux susceptibles d'être contaminées sont repris par une entreprise agréée en qualité de collecteur et de transporteur de déchets dangereux conformément aux dispositions légales et réglementaires en vigueur pour les déchets.

#### Conditions de déversement des eaux issues de l'établissement

Art. 10. Conventions d'écriture

- Les conditions générales, sectorielles, intégrales et particulières de déversement sont mentionnées respectivement par les lettres G, S, I et P entre parenthèses.
- Les conditions de déversement sont exprimées en valeurs maximales à respecter à tout moment.

Section 1ère. Conditions de déversement relatives au rejet R2 – Déversement n°2 dans le ruisseau de Tour - Rejet d'eaux de ruissellement potentiellement contaminées

Art. 11. Conditions relatives au rejet R2 – Déversement n°2

- la température des eaux déversées ne peut excéder 30°C (G) ;
- le pH des eaux déversées ne peut être inférieur à 6,5(G) ;
- le pH des eaux déversées ne peut être supérieur à 9 (G) ;
- la teneur en matières en suspension des eaux déversées ne peut excéder 60 mg/l (G) ;
- la teneur en hydrocarbures apolaires (méthode indice C10-C40) des eaux déversées ne peut excéder 5 mg/l (P) ;
- la teneur en BTEX des eaux déversées ne peut dépasser 0,1 mg par litre (P) ;
- les eaux déversées ne peuvent contenir des huiles, des graisses ou autres matières flottantes en quantités telles qu'une couche flottante puisse être constatée de manière non équivoque (G) ;
- les eaux déversées ne peuvent pas contenir les substances dangereuses et



les polluants spécifiques visés à l'annexe VII de la partie réglementaire du Livre II du Code de l'Environnement, contenant le Code de l'Eau (G) ;

9° les eaux à déverser qui contiennent des organismes pathogènes dans des proportions telles qu'ils risquent de contaminer dangereusement l'eau réceptrice, doivent être désinfectées (G) ;

10° la teneur en matières sédimentables des eaux déversées ne peut dépasser 0,5 ml par litre (au cours d'une sédimentation statique de 2 heures) (P) ;

11° la demande biochimique en oxygène en cinq jours à 20 ° C, et en présence d'allyle thio-urée des eaux déversées ne peut excéder 25 mg/l (G) ;

12° la teneur en détergents totaux des eaux déversées ne peut dépasser 3 mg /l (G).

Section 2. Conditions de déversement relatives au rejet R1 – Déversement n°1 dans le ruisseau de Tour - Rejet d'eaux industrielles et pluviales

- Art. 12. Conditions relatives au rejet R2 – Déversement n°2
- 1° la température des eaux déversées ne peut excéder 30°C (S) ;
  - 2° le pH des eaux déversées ne peut être inférieur à 6,5 (S) ;
  - 3° le pH des eaux déversées ne peut être supérieur à 9 (S) ;
  - 4° la teneur en matières en suspension des eaux déversées ne peut excéder 60 mg/l (S) ;
  - 5° les eaux déversées ne peuvent contenir des huiles, des graisses ou autres matières flottantes en quantités telles qu'une couche flottante puisse être constatée de manière non équivoque (S) ;
  - 6° la teneur en matières sédimentables des eaux déversées ne peut dépasser 1 ml / litre (au cours d'une sédimentation statique de 2 heures) (I) ;
  - 7° les eaux déversées ne peuvent contenir les substances dangereuses et les polluants spécifiques visés à l'annexe VII de la partie réglementaire du Livre II du Code de l'Environnement, contenant le Code de l'Eau (S) ;
  - 8° la teneur en hydrocarbures apolaires (méthode indice C10-C40) des eaux déversées ne peut excéder 5 mg/l (I) ;
  - 9° les eaux à déverser qui contiennent des organismes pathogènes dans des proportions telles qu'ils risquent de contaminer dangereusement l'eau réceptrice, doivent être désinfectées (S) ;
  - 10° la demande biochimique en oxygène en cinq jours à 20 ° C et en présence d'allyle thiourée des eaux déversées ne peut excéder 50 mg/l (I) ;
  - 11° la teneur en BTEX des eaux déversées ne peut dépasser 0,1 mg par litre (P) ;
  - 12° la teneur en détergents totaux des eaux déversées ne peut dépasser 3 mg/l (S).

Section 3. Conditions de déversement relatives au rejet R3 – Déversement n°3 d'eaux usées domestiques vers le ruisseau de Tour

- Art. 13. Condition relative au rejet R3 - déversement n°3
- Les eaux usées domestiques transitent par un système d'épuration individuelle agréé avant rejet.
- Les conditions d'émission et d'exploitation du système d'épuration individuelle sont les conditions intégrales établies par l'arrêté du Gouvernement wallon du 25 septembre 2008 fixant les conditions intégrales relatives aux unités d'épuration individuelle et aux installations d'épuration individuelle.

Conditions de contrôle

Section 1<sup>ère</sup>. Généralités.

- Art. 14. Localisation des déversements
- Les déversements autorisés sont localisés sur le plan annexé à la demande.
- Les coordonnées X et Y approximatives des rejets sont les suivantes :  
X : 235.500 ; Y : 116.800.

- Art. 15. Déversements accidentels
- Toutes les dispositions nécessaires sont prises pour éviter le risque de déversement des produits stockés ou d'eaux usées ne répondant pas aux conditions de déversement.
- En particulier, l'ensemble des produits dangereux sont stockés sur des dispositifs de rétention adéquats sans connexion possible avec une eau de surface ordinaire, une voie artificielle d'écoulement ou dans les eaux souterraines.

Tout déversement accidentel, impliquant le non-respect des conditions de déversement précitées est signalé au fonctionnaire chargé de la surveillance.

- Art. 16. Méthodes d'analyse
- Les méthodes à suivre pour l'échantillonnage et l'analyse pour le contrôle de la conformité de la qualité physique, chimique et biologique des eaux déversées aux conditions émises dans le présent permis sont celles actuellement utilisées ou approuvées par l'Institut Scientifique de Service Public, rue du Chéra, 200, 4020 LIÈGE
- Des méthodes d'analyse alternatives ayant le même degré de précision, d'exactitude et une sensibilité au moins aussi grande peuvent cependant être proposées par le titulaire du permis.

Section 2. Conditions de contrôle relatives aux différents déversements

- Art. 17. Chambre de contrôle



1. Les eaux usées sont évacuées par une conduite unique ;
2. Les eaux déversées sont évacuées en passant par un dispositif de contrôle composé, par exemple, d'une chambre de visite propre à chaque déversement et répondant aux exigences suivantes :
  - permettre le prélèvement aisé d'échantillons des eaux déversées ;
  - permettre, à la demande ou à l'initiative de l'administration le prélèvement d'échantillons ;
  - être facilement accessible sans formalité préalable ;
  - être placé à un endroit offrant toute garantie quant à la quantité et la qualité des eaux

#### Délai pour le respect des conditions

Art. 18. Les conditions de déversement et de contrôle sont respectées dès la fin des travaux pour le R1 et dès la réception du permis pour R2 et R3.

#### CONDITIONS RELATIVES AUX EAUX SOUTERRAINES

Aucune exhaure n'est autorisée.

L'exploitation ne donne lieu, vers un sol non étanchéifié ou vers le sous-sol, à aucun écoulement, fuite, rejet ou infiltration, d'eaux usées, résidus d'hydrocarbures ou toutes autres substances impropres susceptibles de porter atteinte envers la qualité de l'eau souterraine.

Les eaux de lavage, ou autres activités ayant engendré l'altération de l'eau, qui sont envoyées vers une fosse de décantation non étanche ne peuvent contenir aucun résidu d'hydrocarbure ou toute autre substance impropre susceptible de porter atteinte envers la qualité de l'eau souterraine.

Les eaux provenant du séparateur d'hydrocarbures ne peuvent être rejetées dans le sol ou dans un quelconque bassin ou fosse d'infiltration ou de décantation mais doivent être conduites vers une eau de surface ou un collecteur ou une voie artificielle d'écoulement.

#### CONDITIONS RELATIVES À LA FAUNE ET À LA FLORE

L'exploitant assure un suivi, en collaboration avec le DNF, de la mise en œuvre et de l'efficacité des mesures de protection et de compensation en particulier pour ce qui concerne le déplacement de substrat comportant des espèces végétales protégées.

Il veille, lors de la progression du front de carrière, à ne pas perturber les nidifications du hibou grand-duc et du petit gravelot et à maintenir au fil du temps une offre suffisante d'espaces favorables à leur nidification.

#### CONDITIONS RELATIVES À LA GESTION DES DÉCHETS

##### 1. Généralités

Article 1.1. : L'exploitant prend les mesures requises par les circonstances

pour, autant que possible, prévenir en amont de l'apparition des déchets ou en aval, une fois ceux-ci produits, réduire :

- a) la quantité de déchets, y compris par l'intermédiaire de la réutilisation ou de la prolongation de la durée de vie des produits;
- b) les effets nocifs des déchets produits sur l'environnement et la santé humaine;
- c) la teneur en substances nocives des matières et produits.

Article 1.2. : La gestion des déchets est effectuée prioritairement dans le respect de la hiérarchie suivante :

- 1° prévention;
- 2° préparation en vue de la réutilisation;
- 3° recyclage;
- 4° autre forme de valorisation, notamment énergétique;
- 5° élimination.

Article 1.3. : L'exploitant est tenu d'assurer ou de faire assurer la gestion des déchets dans des conditions propres à limiter les effets négatifs sur les eaux, l'air, le climat, le sol, la flore, la faune, à éviter les inconvénients par le bruit et les odeurs et d'une façon générale sans porter atteinte ni à l'environnement ni à la santé de l'homme.

Article 1.4. : L'exploitant est tenu d'adapter les modes de production et/ou de conditionnement des déchets afin de réaliser une gestion conforme au prescrit des articles 1.1 à 1.3.

Article 1.5. : Il est interdit d'abandonner les déchets ou de les manipuler au mépris des dispositions légales et réglementaires.

Article 1.6. : L'évacuation des déchets entreposés dans l'installation est réalisée en stricte conformité avec toutes les dispositions en la matière.

A cet effet, l'exploitant est tenu de s'assurer que les établissements auxquels il confie des déchets (centres d'enfouissement technique, installations de valorisation, d'élimination, etc ...) disposent de toutes les autorisations réglementaires leur permettant d'accueillir les déchets considérés.

De même, il s'assure que les opérateurs qui effectuent la collecte ou le transport de ses déchets dangereux, de ses huiles usagées et/ou de ses déchets autres que dangereux disposent des agréments et enregistrements requis en vertu respectivement de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 09 avril 1992 relatif aux déchets dangereux, de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 09 avril 1992 relatifs aux huiles usagées et de l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 novembre 2003 relatif à l'enregistrement des collecteurs et des transporteurs de déchets autres que dangereux.

Tous les contrats ou accords écrits éventuels, passés entre l'exploitant et des firmes ou organismes chargés de leur évacuation, de leur traitement et/ou de



leur élimination mentionnent explicitement leurs destinations et les modes de traitement pressentis. Dans la mesure du possible, les destinations finales sont précisées.

Ces mentions comportent obligatoirement :

- les coordonnées complètes des établissements auxquels ils sont confiés;
- toutes les informations utiles attestant que ces établissements répondent strictement aux dispositions de l’alinéa 2 du présent paragraphe.

Des copies de ces contrats et accords écrits ainsi que de tous leurs avenants éventuels sont conservés à la disposition du fonctionnaire chargé de la surveillance.

Article 1.7. : §1er. Sans préjudice des dispositions ou prescriptions réglementaires en la matière, l’exploitant tient un registre des sorties des déchets en ce compris les déchets destinés au recyclage, où sont consignées, au jour le jour, les informations suivantes :

- la date de chaque enlèvement;
- la nature, le code et le processus générateur des déchets;
- le poids des déchets;
- les coordonnées du collecteur des déchets;
- les coordonnées de la firme de transport;
- les coordonnées du destinataire;
- les méthodes de valorisation ou, à défaut, d’élimination.

§2. Audit registre, sont annexés tous les documents : bordereaux de versement dans un centre d’enfouissement technique, certificats de réception, d’élimination, de valorisation, etc ... permettant de s’assurer que les dispositions de l’article 1er sont strictement observées.

§3. Le registre des entrées et des sorties et ses annexes éventuelles sont conservés au siège de l’exploitation et tenus à la disposition du fonctionnaire chargé de la surveillance.

§4. Les déchets évacués de l’installation sont identifiés par référence aux rubriques et aux codes du catalogue des déchets établi en application de l’arrêté du Gouvernement wallon du 10 juillet 1997, tel que modifié. Si le code se présente sous la forme XX.XX.99, déchets non spécifiés ailleurs, l’exploitant est tenu d’en préciser l’intitulé.

Article 1.8. : L’exploitant veille au bon fonctionnement, à l’entretien et à la propreté des aires de stockage des déchets au sein de l’installation.

Le nettoyage des abords de l’installation, qui seraient accidentellement souillés par des déchets vagabonds du fait de l’activité, incombe à l’exploitant.

Article 1.9. : Il est interdit de mettre le feu à des déchets sur le site.

Article 1.10. : Les activités en matière de gestion de déchets sont placées sous l’autorité d’une personne responsable, expressément désignée par l’exploitant.

Ce dernier est tenu de communiquer par écrit, au fonctionnaire chargé de la surveillance, l’identité de ce responsable.

La personne responsable détermine notamment les conditions particulières de sécurité à prendre tant en matière d’environnement que de la santé humaine pour le stockage, la manutention des déchets présents sur le site. Elle s’assure que les mesures de sécurité sont respectées. Tout incident survenant dans l’exploitation et lié au stockage, à la manutention des déchets présents est immédiatement porté à sa connaissance.

2. Obligation de tri

Article 2.1. : L’exploitant procède au tri de ses déchets.

Article 2.2. : L’obligation de tri implique de séparer à la source, au minimum, les fractions suivantes lorsque les quantités produites excèdent les seuils mentionnés dans la troisième colonne du tableau ci-dessous.

	Fractions de déchets à séparer	Seuils ou volume des contenants
1°	Déchets dangereux.	---
2°	Les huiles usagées.	---
3°	Les piles et accumulateurs	---
4°	Les pneus usés	---
5°	Les véhicules hors d’usage	---
6°	Les déchets d’équipements électriques ou électroniques.	---
9°	Les déchets de verre d’emballage blanc et de couleur.	120 litres/semaine



	Fractions de déchets à séparer	Seuils ou volume des contenants
7°	Les déchets d'emballages composés de bouteilles et flacons en plastique, emballages métalliques et cartons à boissons (PMC) et soumis à obligation de reprise en vertu du décret du 05 décembre 2008 portant approbation de l'accord de coopération concernant la prévention et la gestion des déchets d'emballages. Sont notamment visés les bouteilles et flacons en plastique de boissons fraîches, d'eau, de lait, d'huile, de vinaigre, de détergents et produits de soin, les boîtes métalliques, les canettes de bière, de boissons fraîches et d'eau, les bidons de sirop, les boîtes de conserve, plats et ravers en aluminium, les capsules, couvercles en métal, bouchons à visser de bouteilles et bocaux, les cartons à boisson vides et propres.	60 litres/semaine
8°	Les déchets d'emballages industriels tels que housses, films et sacs en plastique.	200 litres/semaine
9°	Les déchets de papier et de carton secs et propres : les emballages entièrement constitués en papier et en carton, les journaux, les magazines, les imprimés publicitaires, le papier à écrire, le papier pour photocopies, le papier pour ordinateur, les livres, les annuaires téléphoniques.	30 litres/semaine
10°	Les déchets métalliques autres que les emballages.	120 litres/semaine
11°	Les déchets de végétaux provenant de l'entretien des espaces verts et des jardins : gazon, feuilles mortes, tailles d'arbres et d'arbustes, résidus de plantations et branchages.	2,5 m3/semaine
12°	Les déchets de bois.	2,5 m3/semaine

Article 2.3. : Par dérogation à l'article 2.2, lorsque les déchets sont dirigés vers un centre de tri autorisé, les différentes fractions de déchets secs non dangereux visées peuvent être regroupées par le producteur dans un même contenant.

Ce regroupement de déchets est autorisé pour autant qu'il ne compromette pas l'efficacité des opérations de tri, de recyclage ou de valorisation ultérieures des fractions visées à l'article 2.2.

Article 2.4. : §1er. L'exploitant conserve pendant minimum deux ans la preuve du respect de l'obligation de tri pour chaque fraction concernée.

Les moyens de preuve suivants sont admis:

- des contrats, factures ou attestations délivrées par un collecteur ou gestionnaire d'une installation de traitement de déchets;
- en cas d'utilisation, pour tout ou partie des fractions visées à l'article 2.2, des services organisés par la commune du siège d'exploitation tels que prévus à l'article 1er de l'arrêté du 5 mars 2008 relatif à la gestion des déchets issus de l'activité usuelle des ménages et à la couverture des coûts y afférents, la preuve que le règlement communal ou le cas échéant le règlement d'accès au parc conteneurs de l'intercommune de gestion de déchets à laquelle la commune est affiliée autorisent l'acceptation des déchets du producteur ou détenteur.

§2. Les contrats, factures ou attestations visés au §1er, 1er tiret mentionnent au minimum les informations suivantes :

- 1° l'identité des parties;
- 2° la nature des déchets ainsi que, pour chaque fraction, la capacité des contenants collectés ou la quantité de déchets déposée;
- 3° les fréquences et lieux de collecte.

### 3. Conditions particulières relatives à la gestion des déchets dangereux

Article 3.1. : Les déchets dangereux provenant de l'exploitation de l'installation sont tenus séparés d'autres déchets. Le mélange de déchets dangereux avec d'autres déchets dangereux ou avec d'autres déchets, substances ou matières est interdit.

Article 3.2. : Il est interdit de se débarrasser des déchets dangereux, si ce n'est :

- 1° soit, en les confiant à un tiers bénéficiant de l'agrément requis pour assurer la collecte ou à un tiers autorisé pour effectuer le regroupement, le prétraitement, l'élimination ou la valorisation des déchets dangereux;
- 2° soit, en les confiant à une installation située en dehors du territoire de la Région wallonne, après s'être assuré que cette installation satisfait aux conditions que lui impose la législation qui lui est applicable pour procéder à l'élimination ou la valorisation de ces déchets.

Article 3.3. : §1er. L'exploitant est tenu de déclarer à l'Office wallon des déchets les quantités de déchets dangereux qu'il a produits. Il transmet à cet effet les informations qui figurent dans le registre visé à l'article 1.7.

§2. La déclaration s'effectue selon les modalités fixées par l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 09 avril 1992 relatif aux déchets dangereux.

§3. L'exploitant consulte l'Office wallon des déchets pour définir le modèle du formulaire de déclaration.



§4. Toute modification de la nature ou de la composition des déchets déclarés doit faire l'objet d'une nouvelle déclaration auprès de l'Office wallon des déchets.

#### 4. Conditions particulières relatives à la gestion des huiles usagées

Article 4.1. : Il est interdit :

- 1° de déposer ou de laisser couler des huiles usagées, en quelque lieu que ce soit où elles peuvent polluer l'environnement, notamment dans ou sur le sol, dans les eaux de surface ou les eaux souterraines, dans les égouts, les canalisations ou les collecteurs;
- 2° de brûler des huiles usagées;
- 3° d'ajouter ou de mélanger à des huiles usagées de l'eau ou tout corps étranger, tel que solvants, produits de nettoyage, détergents, antigel, autres combustibles et autres matières avant ou pendant la collecte ou avant ou pendant le stockage;
- 4° lors du stockage et de la collecte, de mélanger les huiles usagées avec des PCB ou avec des déchets dangereux;
- 5° de mélanger volontairement des huiles synthétiques, animales ou végétales avec des huiles minérales;
- 6° de se débarrasser d'huiles usagées sauf à les remettre à des collecteurs agréés ou à des centres de regroupement, de prétraitement, d'élimination ou de valorisation autorisés.

Si l'huile usagée est remise à une personne établie dans une autre région ou un autre pays, le détenteur doit s'être assuré au préalable que cette personne est dûment autorisée à éliminer ou valoriser de l'huile usagée dans cette région ou dans ce pays.

Article 4.2. : Les dispositions de l'article 3.3 s'appliquent aux huiles usagées.

#### 5. Conditions particulières relatives au stockage de déchets

Article 5.1. : Les aires de stockage sont construites, aménagées et exploitées de manière à :

- 1° prévenir les accidents lors des opérations de chargement et de déchargement des véhicules;
- 2° éviter la dispersion des déchets;
- 3° limiter efficacement les nuisances pour le voisinage et l'environnement qui pourraient résulter de l'existence ou de l'exploitation des dépôts de déchets.

Article 5.2. : Les aires de stockage des déchets, autres qu'inertes, sont pourvues d'un revêtement solide et étanche construit en matériaux incombustibles. Ces aires sont conçues et exploitées de manière à éviter le rejet de toute substance polluante dans les eaux tant de surface que souterraine.

Article 5.3. : La stabilité des déchets est assurée en toute circonstance.

Article 5.4. : Lorsque ces déchets sont stockés dans des récipients mobiles, les informations permettant d'identifier les déchets, ainsi que les symboles de danger y associés, sont indiqués sur ceux-ci.

#### 6. Conditions particulières relatives aux quantités maximales de déchets stockés sur le site de production

Article 6.1. : Le stockage d'huiles usagées est limité à 3.000 litres.

Le stockage de déchets dangereux est limité à 500 kg.

Le stockage de déchets autres que dangereux est limité à 70 tonnes.

#### 7. Remise en état en fin d'exploitation

Article 7.1. : En fin d'exploitation, le site est remis en état.

Les déchets sont évacués vers des installations dûment autorisées.

Article 7.2. : En cas de cessation définitive de toutes les activités, l'exploitant envoie à l'autorité compétente, au fonctionnaire technique et au fonctionnaire chargé de la surveillance, un plan de remise en état du site comprenant notamment les mesures qu'ils à prises ou entend prendre afin d'assurer la mise en sécurité de toutes les installations.

#### CONDITIONS RELATIVES À L'AISNE (COURS D'EAU NON NAVIGABLES)

Article 1. : Les travaux seront réalisés uniquement en vue de l'installation d'une pompe immergée dans l'Aisne entre les profils 395-396 de l'ailas des cours d'eau (ACE) conformément au plan n° P016a du 16/03/2015 intitulé « Prise d'eau dans l'Aisne » ;

Article 2. : La pompe sera placée dans un caisson grillagé dont le diamètre des mailles sera au maximum de 1cm;

Article 3. : À aucun moment, le prélèvement ne pourra dépasser le tiers du débit du cours d'eau ;

Article 4. : En période d'étiage, le prélèvement d'eau dans l'Aisne sera soit réduit, soit arrêté à la demande du délégué du Ministre ou de son représentant.

Aucune indemnité ne sera due du chef de la réduction ou de l'arrêt du prélèvement d'eau ;

Article 5. : En cas de travaux dans l'Aisne, le prélèvement d'eau dans le cours d'eau pourra être arrêté à la demande du délégué du Ministre ou de son représentant.

Aucune indemnité ne sera due du chef de l'arrêt du prélèvement d'eau ;



Article 6. : Le stockage et l'alimentation des engins de chantier en hydrocarbures seront effectués à une distance de 100,00 m minimum du cours d'eau ;

Article 7. : Les arbres et arbustes ornant et protégeant les berges de l'Aisne contre l'érosion, seront conservés et protégés lors de l'exécution des travaux.

Tous les dégâts causés aux arbres seront à réparer (coupe franche des branches cassées, pansement des plaies au goudron végétal, etc...).

La végétation arbustive fortement abîmée ou détruite devra être remplacée par les mêmes espèces ou par des aulnes selon les instructions et directives du délégué du Ministre ou de son représentant.

Les matériaux provenant des arbres coupés seront évacués conformément à la législation en vigueur dans cette matière;

Article 8. : Les travaux seront menés de telle sorte que la vie aquatique soit perturbée au minimum; la mise en suspension de béton, boues, vases,... dans l'eau de la rivière est proscrite et l'impétrant supporte les conséquences que ces fautes pourraient entraîner ;

Article 9. : Il est strictement interdit de travailler à partir du cours d'eau et de se déplacer à l'aide d'engin dans ce dernier. Les travaux seront menés à partir de la rive gauche ;

Article 10. : Les profils en long et en travers de la rivière ne peuvent être modifiés ;

Article 11. : Après les travaux, la berge gauche sera stabilisée à l'aide de gros enrochements selon les instructions du délégué du Ministre ou son représentant et les prescriptions techniques suivantes :

- les berges dégradées seront stabilisées à l'aide de gros enrochement de 400 kg minimum à 700 kg maximum par bloc.
- le premier rang de pierre sera posé sous le plafond du cours d'eau et le niveau supérieur sera le niveau du terrain riverain moins 15 cm.
- les enrochements placés selon l'inclinaison de la berge du cours d'eau ne peuvent empiéter sur la section de passage de l'eau courante.
- les remblais d'épaulement des gros enrochements seront parfaitement damés et une couche de terre arable de 15 cm minimum recouvrera les enrochements et les remblais d'épaulement.

Cette couche de terre sera réensemencée, afin de ne pas être emportée par les eaux de crue, à l'aide de graminées qui devront être agrées par le délégué du Ministre ou son représentant.

Cette stabilisation ne peut empiéter sur la section de passage de l'eau courante.

Article 12. : Toute dégradation de quelque manière que ce soit des berges de

l'Aisne (défoncement ou ameublement par terrassements ou passages d'engins) devra obligatoirement être réparée à l'aide de gros enrochements selon les instructions du délégué du Ministre ou son représentant et les prescriptions techniques de l'article 11 ;

Article 13. : L'impétrant sera tenu de prendre à sa charge tous les frais imposés dans le futur par des travaux éventuels de modifications à la prise d'eau et à ses accessoires et indispensable pour la réalisation de travaux à effectuer par le Service Public de Wallonie sur son domaine;

Article 14. : L'impétrant est tenu d'avertir les Services Extérieurs de la Direction des Cours d'Eau Non Navigables du Département de la Ruralité et des Cours d'Eau, rue Ville Basse n° 33 à 6660 HOUFFALIZE (Tél.061/24.04.90 - Fax 061/24.04.99) 5 jours ouvrables, avant l'exécution des travaux ou à défaut le délégué du Ministre (Cf. art.15).

Article 15. : Le Premier Attaché - Chef de district f.f. de la Direction des Cours d'Eau Non Navigables du Département de la Ruralité et des Cours d'Eau, rue de Luxembourg 5 à 6900 Marche-en-Famenne (Tél. 084/37.43.37 ; Fax. 084/37.43.35) est le délégué du Ministre.

## CONDITIONS RELATIVES AU RUISSEAU DE TOUR (COURS D'EAU DE TROISIÈME CATÉGORIE)

Article 1. : Le lit du ruisseau est maintenu en l'état (notamment, plus de nouvelle canalisation).

Article 2. : L'ouvrage de canalisation du ruisseau est un ouvrage d'art privatif dont la gestion incombe uniquement à son propriétaire (l'exploitant de la carrière). Le gestionnaire du cours d'eau ne peut en rien être mis à contribution. L'article 9 de la Loi du 28 décembre 1967 relative aux cours d'eau non navigables stipule en effet : « Les ponts et autres ouvrages privés sont entretenus et réparés par ceux à qui ils appartiennent, à défaut de quoi le Ministre de l'Agriculture, en ce qui concerne les cours d'eau de la première catégorie, et la députation permanente de la province, en ce qui concerne les autres cours d'eau, peuvent ordonner les travaux à charge des propriétaires, sans préjudice des peines prévues par la présente loi ».

Article 3. : La canalisation d'un cours d'eau est un travail extraordinaire de modification tel que défini aux articles 10, 14 et 15 de la loi précitée. Un Arrêté de notre Collège provincial doit donc couvrir ces travaux. Il est sollicité par le propriétaire de la carrière.

## CONDITIONS RELATIVES À LA PROTECTION DU PATRIMOINE ARCHÉOLOGIQUE

Un protocole d'accord concernant l'évaluation et les fouilles archéologiques est établi et signé entre, d'une part, le propriétaire et le directeur des Carrières de Préalée et, d'autre part, le directeur général de la direction de l'Archéologie du SPW.



**Article 5.** Le présent permis est accordé pour un terme expirant le 27 mai 2035 en ce qu'il tient lieu d'un permis d'environnement, pour une durée illimitée en ce qu'il tient lieu d'un permis d'urbanisme et pour une durée indéterminée en ce qu'il concerne l'extraction proprement dite.

**Article 6.** Le présent permis est exécutoire selon les dispositions de l'article 46 du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement.

**Article 7.** Le permis est périmé si les travaux n'ont pas été commencés de manière significative dans les trois ans à compter du jour où le permis devient exécutoire conformément à l'article 46 du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement.

Par dérogation à l'alinéa précédent et sans préjudice de l'article 55, § 3, du même décret lorsqu'une sûreté est imposée conformément à l'article 55, § 1er, du décret ce délai commence à courir à partir :

- 1° du jour suivant l'expiration du délai de recours contre la décision prévu à l'article 95, § 2, du décret ;
  - 2° du lendemain de la notification qui est faite au demandeur de la décision rendue sur recours ou, à défaut, du lendemain du délai qui était imparti à l'autorité de recours pour envoyer sa décision en vertu de l'article 95, § 7, du décret.
- La péremption s'opère de plein droit. Toutefois, à la demande de l'exploitant, le permis est prorogé pour une période de deux ans. Cette demande est introduite trente jours avant l'expiration du délai de péremption visé aux alinéas précédents.
- La prorogation est accordée par l'autorité qui était compétente en première instance pour délivrer le permis dont la prorogation est demandée.

**Article 8.** L'exploitant est tenu :

- 1° de prendre toutes les précautions nécessaires pour éviter, réduire ou remédier aux dangers, nuisances et inconvénients de l'établissement ;
- 2° de signaler immédiatement à l'autorité compétente tout cas d'accident ou d'incident de nature à porter préjudice aux intérêts visés à l'article 2 du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement ;
- 3° de fournir toute l'assistance nécessaire pour permettre aux fonctionnaires et agents compétents de mener à bien leurs actions visées à la partie VIII du volet décéréal du livre Ier du code de l'environnement ;
- 4° de conserver, sur les lieux même de l'établissement où à tout endroit convenu avec l'autorité compétente, l'ensemble des permis ou déclarations en vigueur, toutes décisions prescrivant des conditions complémentaires d'exploitation, ainsi que le registre des modifications intervenues et la liste des incidents et accidents visés au 2° ;
- 5° de conserver également aux mêmes lieux, tous les rapports, certificats et procès verbaux émanant d'organisme de contrôle, de visiteurs ou d'experts, et ayant trait à la sécurité ou la salubrité publique ;

- 6° d'informer l'autorité compétente et le fonctionnaire technique de toute cessation d'activité au moins 10 jours avant cette opération sauf cas de force majeure ;
- 7° de remettre le site, en fin d'exploitation, dans un état satisfaisant au regard de la protection de l'homme et de l'environnement ;

**8° de porter à la connaissance de l'autorité compétente, du collège communal et du fonctionnaire technique, au moins 15 jours à l'avance, la date fixée pour la mise en œuvre du permis.**

**Article 9.** Toute transformation ou extension d'un établissement de classe 1 ou de classe 2 qui ne consiste pas en :

- 1° le déplacement de l'établissement ;
- 2° la transformation ou l'extension de l'établissement entraînant l'application d'une nouvelle rubrique de classement autre que de classe 3 ou étant de nature à aggraver directement ou indirectement les dangers, nuisances ou inconvénients à l'égard de l'homme ou de l'environnement, et affectant le descriptif ou les plans annexés au permis ou encore une source d'émission de gaz à effet de serre spécifiés ;

doit être consignée par l'exploitant dans un registre.

Tous les ans, à la date anniversaire du présent arrêté et pour autant que l'établissement ait subi des transformations ou extensions, l'exploitant envoie une copie de la liste des transformations ou extensions intervenues au cours de l'année écoulée au fonctionnaire technique et au Collège communal de la commune sur le territoire de laquelle est situé l'établissement, et à l'organisme désigné si la transformation ou l'extension affecte notablement une source d'émission de gaz à effet de serre spécifiés.

**Article 10.** L'exploitant est tenu de notifier à l'autorité compétente son intention de céder l'exploitation de son établissement, en tout ou en partie, à une tierce personne. Le cessionnaire est tenu de signer conjointement la notification, en confirmant par écrit avoir pris connaissance du permis, poursuivre la même activité et accepter les conditions fixées dans le présent permis.

**Article 11.** Sans préjudice des poursuites pouvant être exercées en vertu du Code pénal, les contraventions au présent arrêté seront constatées et punies conformément à la Partie VIII – Recherche, constatation, poursuite, répression et mesures de réparation des infractions en matière d'environnement – des dispositions décrétales et réglementaires du Livre Ier du Code de l'Environnement.

**Article 12.** Un recours auprès du Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du territoire, de la Mobilité et des Transports, des Aéroports et du Bien-être animal est ouvert à toute personne physique ou morale justifiant d'un intérêt.

Sous peine d'irrecevabilité, le recours doit être adressé par lettre recommandée à la poste avec accusé de réception ou remis contre récépissé au fonctionnaire technique compétent sur recours – Service public de Wallonie c/o Direction générale opérationnelle de l'Agriculture, des Ressources naturelles et de l'Environnement, avenue Prince de Liège, 15 à 5100 NAMUR (Jambes) – dans un délai de vingt jours :



1° à dater de la réception de la décision pour le demandeur et les Collèges communaux des communes où le projet est prévu de s'implanter ;

2° à dater du premier jour de l'affichage de la décision pour les autres personnes. Si la décision est affichée dans plusieurs communes, le délai est prolongé jusqu'au vingtième jour suivant le premier jour de l'affichage dans la commune qui y a procédé la dernière.

Le recours n'est pas suspensif de la décision attaquée, sauf s'il est introduit par le ou les Collèges communaux des communes sur le territoire desquelles le projet est prévu de s'implanter. Il est introduit selon les dispositions de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 relatif à la procédure et à diverses mesures d'exécution du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, et, notamment, en utilisant exclusivement le formulaire repris à l'annexe XI de l'arrêté précité. Le formulaire électronique présent sur le site <http://www.wallonie.be/fr/formulaire/detail/4678> peut également être utilisé; il doit néanmoins toujours être imprimé pour être envoyé à l'adresse ci-dessus selon les modalités décrites dans le présent article.

Un droit de dossier de 25,00 euros est à verser sur le compte 091-2150215-45

(IBAN : BE44 0912 1502 1545 \ BIC : GKCCBEBB) du Département des Permis et Autorisations, avenue Prince de Liège, 15 à 5100 NAMUR (Jambes).

**Article 13.** Dans les 10 jours qui suivent l'adoption de la décision cette dernière fait l'objet d'un avis – conforme aux dispositions de l'article D.29.22, § 2, alinéa 4, du livre 1er du code de l'environnement – affiché durant vingt jours aux endroits habituels d'affichage et, de manière parfaitement visible, sur le bien concerné par le projet.

**Article 14.** La décision est notifiée :

1. En expédition conforme et par envoi recommandé :
  - au demandeur, la SPRL CARRIERES DE PREALLE , Aisne s/n à 6941 HEYD/DURBUY ;
  - au Collège communal de et à 6940 DURBUY ;
2. En copie libre et par pli ordinaire :
  - à l'AWAC – AGENCE WALLONNE DE L'AIR & CLIMAT DGO3, avenue Prince de Liège n° 7 bte 2B à 5100 JAMBES/NAMUR ;
  - à la BOFAS BRUXELLES, avenue Jules Bordet n° 166 bte 1 à 1140 BRUXELLES ;
  - à la CCATM DE DURBUY DURBUY (BARVAUX-SUR-OURTHE), Grand'Rue n° 24 à 6940 DURBUY (BARVAUX-SUR-OURTHE) ;
  - à la COMMISSION PROVINC. DE LA PROV. DU LUX. ARLON, rue des Martyrs n° 16 à 6700 ARLON ;
  - au CWEDD LIÈGE, Rue du Verbois n° 13 bte c à 4000 LIEGE ;
  - à la DGO1 – D.132 – DIRECTION DES ROUTES DU LUXEMBOURG , Place Didier n° 45 à 6700 ARLON ;
  - à la DGO3 – DEE – DIRECTION PRÉVENTION POLLUTIONS , Avenue Prince de Liège n° 15 à 5100 NAMUR(Jambes) ;
  - à la DGO3 – DEE – EAUX DE SURFACE , Avenue Prince de Liège n° 15 à 5100 JAMBES ;
  - à la DGO3 – DEE – EAUX SOUTERRAINES MARCHÉ , Rue du Luxembourg n° 5 à 6900 MARCHÉ ;
  - à la DGO3 – DNF – DIRECTION EXTÉRIEURE DE MARCHÉ-EN-FAMENNE , Rue du Carmel n° 1 à 6900 MARLOIE ;
  - à la DGO3 – DPD SPW, avenue Prince de Liège n° 15 à 5100 JAMBES/NAMUR ;
  - à la DGO3 – DRCE – DCENN – DISTRICT MARCHÉ , Rue du Luxembourg n° 5 à 6900 Marche-en-Famenne ;
  - à la DGO3 – DSD – DPS SPW, avenue Prince de Liège n° 15 à 5100 JAMBES/NAMUR ;
  - à la DGO4 – DEBD – ENERGIE & BÂTIMENT DURABLE , rue des Brigades d'Irlande n° 1 à 5100 NAMUR(Jambes) ;
  - à la DGO4 – DÉPARTEMENT DU PATRIMOINE – SERVICE ARCHÉOLOGIE LUXEMBOURG , rue des Martyrs n° 22 à 6700 ARLON ;
  - au STP – MONSIEUR LECLERE (COURS EAU) , Square Albert 1er n° 1 à 6700 ARLON ;
  - au STP-M. LECLERE , Rue du Carmel n° 1 à 6900 MARCHÉ-EN-FAMENNE ;
  - à la ZONE DE SECOURS LUXEMBOURG Bureau Zonal de Prévention , Annexe du Palais – Place Léopold n° 1 à 6700 ARLON ;





Commandant de Zone : Colonel J. Even  
Secrétaire : C. Hornick  
Tél : +32 63 212 871  
Fax : +32 63 212 870  
Gsm : +32 495 58 69 02  
Email : chornick@zslux.be

Place Léopold, 1  
Annexe du Palais  
6700 Arlon

## RAPPORT DE PREVENTION RELATIF AUX CONDITIONS DE SECURITE CONTRE L'INCENDIE ET LA PANIQUE

Bureau zonal de prévention	bzp.zslux@gmail.com - 063/212 874
Technicien en prévention	Lt JF. LESPAGNARD - 0475/839 631 - <a href="mailto:jf.lespagnard@zslux.be">jf.lespagnard@zslux.be</a>

### Données administratives

Demandeur	par courrier du	SPW - Dpt des Permis et Autorisations - Direction Namur-Luxembourg
ETABLISSEMENT	Nom Adresse C.P. Localité	CARRIERE DE LA PREALLE Aisne, # 6941 Heyd (Durbuy)
Réf BZP		DURBUY-BIN-6-2015-R1-JFL-20150730
Réf du demandeur		D3100/83012/RGPED/2014/6/EVR/mcc - PU
Bénéficiaire de la mission	Prénom, nom Adresse C.P. Localité E-Mail	Carrière de Préalle asbl, c/o Monsieur José TOUSSAINT, Directeur d'exploitation Aisne, s/n 6941 Heyd <a href="mailto:Jose.toussaint@carrieres-de-prealle.be">Jose.toussaint@carrieres-de-prealle.be</a>
Dates	examen du dossier visite en présence de	30/07/2015 / /
Personne de contact		Mr José Toussaint, Directeur d'exploitation 086/499106 - 0492/277243 - <a href="mailto:Jose.toussaint@carrieres-de-prealle.be">Jose.toussaint@carrieres-de-prealle.be</a>
Capacité	identification	/
Plans	date nombre de feuilles	Dossier informatique
Réf. cadastrales		
Réglementation(s) applicable(s)		- Code de la Démocratie locale et de la décentralisation (art.135 de la NLC) - Normes de base pour les bâtiments nouveaux (AR 12/07/2012)
Nombre de page(s) du rapport		4
Transmis par le BZP à		- Monsieur le bourgmestre de la commune de Durbuy - SPW Namur ( <a href="mailto:rgpe.namur.dpa@asne.wallonie.be">rgpe.namur.dpa@asne.wallonie.be</a> ) - SPW Arlon ( <a href="mailto:rgpe.arlon.dgo4@spw.wallonie.be">rgpe.arlon.dgo4@spw.wallonie.be</a> ) - Mr J. Toussaint, Dir. d'exploitation ( <a href="mailto:Jose.toussaint@carrieres-de-prealle.be">Jose.toussaint@carrieres-de-prealle.be</a> )
Rapport(s) précédent(s)		- DIV-DU015-2011-R1 (12/04/2011) - DURBUY-BIN-6-2013-R-JFL-20140306 (06/03/2014)

### Remarques préliminaires

Département Appui opérationnel - Bureau zonal de Prévention  
Lieutenant Jean François Lespagnard  
Tél bureau: 063 / 212 892 - Gsm : 0475 / 839 631  
Email : [jf.lespagnard@zslux.be](mailto:jf.lespagnard@zslux.be)



Les mesures prescrites dans notre rapport visent prioritairement à prévenir la naissance, le développement et la propagation d'un incendie, à assurer la sécurité des personnes, doter l'établissement des premiers moyens d'extinction, contrôler le niveau de sécurité des installations génératrices éventuelles d'incendie et faciliter de façon préventive l'intervention du service d'incendie.

Les présentes prescriptions sont destinées à apporter des précisions dans le cadre d'applications particulières à la réglementation spécifique en vigueur. Seul le texte intégral de cette réglementation et des éventuelles dérogations accordées par l'autorité compétente suivant la procédure réglementaire, servira de base à l'élaboration du projet par le maître d'œuvre et à la réception de l'ouvrage. En aucun cas, il ne pourra être argué de la relative imprécision des clauses du présent rapport.

En l'absence de réglementation spécifique, le présent rapport constitue l'ensemble des mesures minimales à prendre pour apporter un niveau de sécurité satisfaisant au regard de notre expérience et de nos connaissances au moment de l'étude du dossier.

Lorsqu'il est fait référence à une norme ou une spécification technique dans la réglementation ou dans notre rapport, l'application de ces textes devient contraignante.

Seuls sont valides et applicables les méthodes, matériaux, systèmes constructifs et installations ou équipements techniques disposant de tous les agréments délivrés par les instances compétentes ou par des organismes agréés, certifiés ou accrédités dans les domaines concernés. Les membres du service d'incendie ne sont pas habilités à délivrer de tels agréments.

Pour les travaux qui ne font pas l'objet d'une réception par un organisme de contrôle indépendant, la vérification de la bonne exécution des travaux sera réalisée par le maître d'œuvre dans le cadre de sa mission de suivi de chantier. La conformité de l'exécution de ces travaux aux agréments, normes et règlements sera attestée par le maître d'œuvre dans le cadre de sa mission ou, à défaut, par un technicien compétent dans la discipline concernée.

## Objet de la demande d'avis

Avis sur plans concernant les mesures de sécurité incendie à prévoir dans les différents établissements suite à la demande d'un permis unique; ce dernier portant sur les points suivants :

- renouvellement de permis concernant l'exploitation des dépendances de la carrière,
- construction de nouvelles installations,
- extension de la fosse d'extraction
- régularisation des prises et rejets d'eau.

## Législations à appliquer

Les remarques reprises ci-dessous – relatives aux mesures de sécurité, de prévention, de protection et de lutte contre les risques d'incendie, d'explosion et de panique à prévoir – ont été établies sur base des normes belges ou à défaut étrangères, règlements, codes de bonnes pratiques et/ou expérience personnelle en la matière.

Dans le cadre du présent rapport les textes suivants ont été utilisés :

- Arrêté royal du 12 juillet 2012 modifiant l'A.R. du 7 juillet 1994 fixant les normes de base en matière de prévention contre l'incendie et l'explosion, auxquelles les bâtiments nouveaux doivent satisfaire.
- Arrêté royal du 28 mars 2014 relatif à la prévention de l'incendie sur les lieux de travail.
- Article 23 de l'Arrêté Royal du 08 novembre 1967 et Circulaire Ministérielle du 14 octobre 1975 concernant les ressources en eau pour l'extinction des incendies.
- Article L1113-1 du Code de la Démocratie locale et de la décentralisation (article 135 de la nouvelle loi communale).

## Prescriptions en matière de sécurité incendie à respecter

Afin de garantir une bonne sécurité relative contre l'incendie et, par la même occasion, se conformer aux réglementations précitées, j'invite le propriétaire et/ou l'exploitant de l'établissement à prendre en compte les remarques suivantes :

1. Les différents bâtiments et postes de travail de la carrière doivent être accessibles aux véhicules du service d'incendie. Les voies d'accès doivent rester libres en tout temps.
2. Les moyens de communications présents sur le site (stations fixes, mobiles et gsm) doivent être opérationnels en tout temps afin de pouvoir atteindre rapidement les services de secours et en particulier le centre de secours 100/112.
3. Les différents endroits de stockage des produits consommables (explosifs, huiles, gasoil, etc...) doivent être clairement repérés au moyen de pictogrammes de signalisation adéquats.  
Un plan du site reprenant l'emplacement de ces différents stockages doit être fourni à la zone de secours et au poste de secours d'Erezée ([bzo.zslux@gmail.com](mailto:bzo.zslux@gmail.com) et [erezee@zslux.be](mailto:erezee@zslux.be)).

4. Les deux transformateurs d'électricité de respectivement 630 kVA et 200 kVA doivent répondre aux prescriptions du RGIE et doivent être contrôlés chaque année.

Lors de notre dernière visite (30/01/2014), ces deux transformateurs n'étaient plus conformes au RGIE. Des travaux de mise en conformité ont été effectués depuis et nous avons reçu en date du 29/07/2014 deux rapports de contrôle de Vinçotte attestant que les deux transformateurs répondent à nouveau au RGIE. Nous rappelons une nouvelle fois que ce contrôle doit être effectué annuellement.

5. Les installations électriques basse tension doivent également répondre aux prescriptions du RGIE et doivent être contrôlées tous les 5 ans.

A l'instar de l'installation haute tension, nous avons constaté lors de notre dernière visite (30/01/2014) que plusieurs tableaux électriques BT n'étaient plus conformes au RGIE et présentaient même un réel danger d'électrocution. Des travaux de mise en conformité ont été effectués depuis et nous avons reçu en date du 29/07/2014 un rapport de contrôle de Vinçotte attestant que l'installation électrique basse tension répond à nouveau au RGIE.

6. Les différentes installations (gaz, chauffage, etc...) doivent répondre aux normes et réglementations dont elles dépendent. Ces installations doivent être contrôlées périodiquement.

7. Il y a lieu de protéger chaque poste de travail où un risque d'incendie pourrait apparaître en les équipant d'extincteurs à poudre ABC de 9 kg (ou autres appareils équivalents). Ces appareils d'extinction doivent être adaptés aux risques présents et utilisables sans délais.

Au niveau des hangars et bureaux, il y a lieu de considérer 1 unité d'extinction pour 150 m<sup>2</sup> de superficie à protéger (pour exemple : 1 extincteur poudre ABC 9kg = 1,5 unité d'extinction).

Tous les appareils d'extinction doivent répondre aux normes NBN EN 3 et être contrôlés annuellement.

8. Toute mesure doit être prise afin d'assurer la protection contre les chutes éventuelles dans les différentes installations.

9. Mesures à prendre par l'employeur concernant la prévention incendie sur les lieux de travail

Conformément à l'Arrêté royal du 28 mars 2014 relatif à la prévention de l'incendie sur les lieux de travail, les mesures suivantes seront prises par l'employeur :

- a) Réalisation d'une analyse de risques relative au risque d'incendie.
- b) Création d'un service de lutte contre l'incendie qui aura comme missions principales : de veiller à ce que l'annonce soit faite, de lutter contre tout début d'incendie dans des conditions optimales de sécurité, de faciliter l'évacuation des personnes et de renseigner les services de secours à leur arrivée.
- c) Affichage d'un plan d'évacuation à l'entrée de l'établissement.
- d) Pouvoir mettre à disposition des services de secours une version papier du Plan Interne d'Urgence comprenant au minimum : deux personnes de contact, l'emplacement des installations électriques, la localisation des vannes de fermeture des fluides utilisés, l'emplacement de la centrale de détection, les risques spécifiques à l'exploitation et tous autres renseignements qui pourraient faciliter l'intervention des services de secours.
- e) Il y aura également lieu de constituer un « dossier sécurité » reprenant : l'analyse de risque, l'organisation du service de lutte contre l'incendie, le plan d'évacuation, les dates de contrôles et entretiens et les différents avis rendus par des services publics dans le domaine de la sécurité. Le dossier sécurité peut bien évidemment être inclus dans le Plan Interne d'Urgence.

## En conclusion,

Le service de prévention remet un avis favorable concernant l'objet de la demande pour autant que les aménagements et travaux soient réalisés conformément aux dossier/plans et aux prescriptions reprises au présent rapport.



Arlon, le 15 DEC. 2021

Fait à Arlon, le 30/07/2015

Le technicien en prévention,



Lieutenant J.Fr. LESPAGNARD,  
Département Appui Opérationnel

Vu pour suivi,

Le Coordinateur Prévention



Lieutenant Jean François Lespagnard

Le technicien en prévention est à la disposition des responsables pour toutes explications et renseignements complémentaires concernant le présent rapport et tient à rappeler que la prévention contre l'incendie et la sécurité des personnes n'étant que bon sens et logique, une attention permanente de l'exploitant et des occupants reste de mise.

DÉPARTEMENT AMÉNAGEMENT DU  
TERRITOIRE ET DE L'URBANISME  
DIRECTION DU LUXEMBOURG  
Place Didier, 45  
6700 Arlon

Monsieur MARISSIAUX Bertrand  
Rue d'Achet, 73  
5362 Achet

Tél. 063/58.91.11  
Fax 063/58.90.44

Vos réf.:

Nos réf. : F0510/83012/UF0/2021/71/2157931

Annexe(s):

Votre contact: Dupaix Thomas | 063/589026 | [thomas.dupaix@spw.wallonie.be](mailto:thomas.dupaix@spw.wallonie.be)

Vinciane ANSELME 063/589016

[vinciane.anselme@spw.wallonie.be](mailto:vinciane.anselme@spw.wallonie.be)

**OBJET : Demande de permis d'urbanisme – Décision du Fonctionnaire délégué.**

Commune : DURBUY

Projet : Installation d'un parc photovoltaïque à la carrière de Préalles

Adresse du bien : AISNE - à 6940 DURBUY

Références cadastrales : DURBUY 7 DIV Section A N° 575 B.577 A.570 C.571.572 E.574  
A.570 B.Section B 338 A.412 B

Demandeur : CARRIERES DE PREALLE S.R.L. (Monsieur Bertrand TOUSSAINT)

Monsieur,

Je vous prie de trouver, en annexe, copie de la décision prise concernant la demande de permis visée sous objet.

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'assurance de ma considération distinguée.

Le Fonctionnaire délégué,



Vincent DESQUESNES  
Directeur

N° vert : 1718 (informations générales)  
[www.wallonie.be](http://www.wallonie.be)





Wallonie

F0510/83012/UFED/2021/7/2157931

## DECISION D'OCTROI DU PERMIS D'URBANISME PAR LE FONCTIONNAIRE DELEGUE

Le Fonctionnaire délégué,

Vu le Code du Développement Territorial (ci-après, le Code).

Vu le livre 1<sup>er</sup> du Code de l'environnement.

Vu le permis d'urbanisme délivré par le Collège communal en date du 26/08/2015 et portant sur la couverture des bassins de décantation par des terres stables ;

Considérant que la **S.R.L. CARRIERES DE PREALLE (Bertrand TOUSSAINT)** a introduit une demande de permis d'urbanisme, relative à un bien sis à **AINSE, - 6940 DURBUY** cadastré DURBUY 7 DIV, Section A, N° 575 B,577 A,570 C,571,572 E,574 A,570 B, Section B, 338 A,412 B et ayant pour **objet l'installation d'un parc photovoltaïque à la carrière de Préalle** ;

Vu que cette demande a été introduite le 31/05/2021 ;

Vu le relevé des pièces manquantes du 21/06/2021 ;

Vu les compléments de dossiers introduits le 05/07/2021 ;

Considérant que la demande complète fait l'objet, en application de l'article D.IV.33 du Code, d'un accusé de réception envoyé en date du 12/07/2021 ;

Considérant qu'en vertu de l'article D.IV.22 du Code, le fonctionnaire délégué est compétent puisque le permis concerne, en tout ou en partie, des actes et travaux ;

7° relatifs aux constructions ou équipements destinés aux activités à finalité d'intérêt général qui suivent :  
: k) liées à l'énergie renouvelable en raison de leur finalité d'intérêt général ;  
9° projetés dans une zone d'extraction ou de dépendances d'extraction au plan de secteur ou relatifs à l'établissement destiné à l'extraction ou à la valorisation de roches ornementales visé à l'article D.IV.10 ;

Considérant que le délai de décision imparti au Fonctionnaire délégué pour statuer sur la présente demande a été prorogé de 30 jours ;

Considérant que la demande de permis comprend une notice d'évaluation des incidences sur l'environnement ;

Considérant que la notice d'évaluation préalable des incidences sur l'environnement examine de manière particulièrement concrète et précise les incidences probables du projet sur l'environnement que tenant compte de son contenu, des plans et autres documents constitutifs du dossier et eu égard à l'article D.65 du Code wallon sur l'environnement, il y a lieu de considérer que le projet n'est pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement ;

Considérant que la demande de permis ne comprend pas une étude d'incidences sur l'environnement ;

F0510/83012/UFED/2021/7/2157931

Considérant que l'autorité qui a apprécié la recevabilité et la complétude du dossier a également procédé à l'examen des incidences probables du projet sur l'environnement au sens large, sur base des critères de sélection pertinents visés à l'article D.62 du livre I<sup>er</sup> du Code de l'Environnement ; que cette autorité a conclu qu'il n'y a pas lieu de requérir une étude d'incidences sur l'environnement ;

Considérant que le bien est repris en zone de dépendance d'extraction, d'activité économique industrielle, forestière et agricole au plan de secteur de Marche-La Roche adopté par arrêté de l'Exécutif régional wallon 26/03/1987 et modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 23/03/2017 ; que le projet est circonscrit à la zone de dépendances d'extraction ;

Considérant que la zone de dépendances d'extraction où se situe le projet est assortie d'une prescription spécifique \*S 60 ; que cette prescription prévoit que « La zone d'extraction marquée de la prescription supplémentaire \*S.60 est réservée à l'implantation de bassins de décantation et des ouvrages annexes nécessaires à ces installations. »

Considérant que le projet est situé à proximité d'une voirie communale ;

Considérant que le projet se trouve sur un axe d'aléa faible d'inondation par ruissellement concentré ;

Considérant que le projet est situé en zone de risque d'éboulement versant ;

Considérant que le bien est situé en zone de formations carbonatées ;

Considérant que le bien est situé à proximité d'un site NATURA 2000 (Basse vallée de l'Alsne – BE34007) ;

Considérant que le bien est repris au PASH, régime d'assainissement collectif de la Semois-Chier ;

Considérant que le bien est partiellement repris en zone « pêche » à la Base de Données de l'État des Sols ;

Considérant que le projet consiste à l'installation d'un parc photovoltaïque produisant de l'électricité renouvelable, autoconsommée sauf lors des arrêts de production ; que dès lors, cette production sera injectée sur le réseau ORES ;

Considérant que la demande déroge au Plan de secteur pour le motif suivant : non-respect de la prescription spécifique \*S 60 du plan de secteur et de la destination de la zone de dépendance d'extraction ;

Considérant que la demande est soumise conformément à l'article D.IV.40, alinéa 2 à une enquête publique ;

Considérant que l'enquête publique a eu lieu conformément aux articles D.VIII.7 et suivants du Code.

Considérant que l'enquête publique a été réalisée du 23/07/2021 au 30/08/2021 ;

Considérant que cette enquête publique n'a donné lieu à aucune réclamation et aucune observation ;

Considérant que la dérogation est sollicitée sur base de l'article D.IV.11 du CoDT ; qu'elle doit répondre aux critères de l'article D.IV.13 ;

Considérant que le permis d'exploitation initial de la carrière autorise la réalisation de bassins de décantations sur le site du projet ; que le plan de secteur initial, adopté en 1987, a repris cette partie de la carrière en « zone de bassin de décantation » ; que suite à la révision du CWA-TUP en 1997, la zone de bassin de décantation a été affectée en zone agricole ;

Considérant que, dans le cadre de la procédure de révision du plan secteur entamée en 2008 et visant à permettre l'extension de la carrière, la prescriptions \*S 60 a été prévue au droit des bassins de décantation afin de garantir que le front d'exploitation ne progressera pas vers le Sud ; que cette procédure de révision du plan de secteur ne sera finalisée qu'en 2017 ;



Considérant qu'en 2015, les bassins de décantation sont saturés et leur exploitation est abandonnée ; que les boues sont désormais remblayées dans la fosse de la carrière ; que le permis d'urbanisme délivré par le Collège communal le 26/08/2015 autorise le remblayage des bassins et ; mise en place d'une couche de terres assurant la portance ;

Considérant dès lors que la prescription \*S 60 était obsolète dès l'entrée en vigueur de la révision du plan de secteur ;

Considérant que l'article D.II.33 du CoDT prévoit que « Dans les zones ou parties de zone de dépendances d'extraction non encore exploitées, d'autres actes et travaux peuvent être autorisés pour une durée limitée pour autant qu'ils ne soient pas de nature à mettre en péril l'exploitation future du gisement. »

Considérant que, bien que la zone du projet n'ai jamais été exploitée au sens strict, son utilisation à des fins extractives n'est pas souhaitable ; que, comme expliqué ci-dessus, l'utilisation de la zone pour des bassins de décantation est terminée depuis plusieurs années ;

Considérant que le projet vise la production d'électricité renouvelable à destination de la carrière en autoconsommation ; que seuls les excédents de production seront rejetés sur le réseau ; que le site choisi est situé à proximité immédiate de la carrière en elle-même ; que la dérogation est donc justifiée compte tenu des spécificités du projet au regard du lieu précis où celui-ci envisagé ;

Considérant que le projet ne compromet pas la mise en œuvre cohérente du plan de secteur dans le reste de son champ d'application dans la mesure où le champ de panneaux solaires prend place dans une zone dont l'exploitation est terminée et pour laquelle il n'est pas souhaitable d'y procéder à une exploitation du sous-sol ;

Considérant que, moyennant le respect des conditions visées ci-dessus, le projet peut être considéré comme participant à l'aménagement des paysages bâti et non-bâti ;

Considérant dès lors que les conditions de l'article D.IV.13 du Code sont rencontrées et que la dérogation à la zone de dépendances d'extraction et à la prescription \*S 60 du plan de secteur peut être accordée ;

Considérant que le projet vise la construction de deux cabines électriques de faibles dimensions (14m<sup>2</sup> - hauteur 2,5m) en béton préfabriqué ; que la teinte des cabines est le gris clair (RAL 7035) ; que la 1<sup>ère</sup> cabine est localisée à proximité immédiate du champ de panneaux alors que la seconde est prévue à hauteur de l'entrée principale de la carrière ;

Considérant que le projet nécessite le déboisement d'une frange boisée sur la partie Ouest de son périmètre ; que le boisement est essentiellement constitué d'arbres morts ; que le projet prévoit la plantation d'une haie triple rang d'environ 1.50m (440 plants) en remplacement de la frange boisée ; que la demande comporte un devis pour les plantations prévues sans qu'il ne comporte pas de montant total ; qu'un montant de 1000€ TVAC peut être estimé pour la réalisation des plantations ;

Considérant que les panneaux ont une hauteur limitée à 35cm par rapport au sol ; que la structure métallique portante est ancrée sur des plots de béton posés au sol ;

Considérant que la très faible hauteur des installations ainsi que la présence de végétation autour du site rendront le projet très peu perceptible dans le paysage ;

Considérant que l'avis du SPW ARNE - Direction des Risques industriels, géologiques et miniers, sollicité en date du 12/07/2021 et transmis en date du 13/08/2021 est favorable (annexe 1) ;

Considérant que l'avis du Collège communal de DURBUY, sollicité en date du 12/07/2021 et transmis en date du 09/09/2021 est favorable (annexe 2) ;

Considérant que l'avis du SPW ARNE - Nature et Forêts - Direction de Marche-en-Famenne, sollicité en date du 12/07/2021 et transmis en date du 16/08/2021 est favorable conditionnel (annexe 3) ; que les conditions

portent notamment sur la période des travaux d'obattages à effectuer, sur les plantations à réaliser et leur entretien et sur les clôtures à poser ;

Considérant que l'avis du SPW ARNE - Département de la ruralité et des cours d'eau - Direction du Développement rural - Cellule GIER, sollicité en date du 12/07/2021 est réputé favorable par défaut ;

Considérant que l'avis d'Ores, sollicité en date du 12/07/2021 est réputé favorable par défaut ;

Pour les motifs précités,

#### DECIDE :

**Article 1 :** La dérogation à la zone de dépendances d'extraction et à la prescription \*S 60 du plan de secteur est accordée

**Article 2 :** Le permis d'urbanisme sollicité par la S.R.L. CARRIERES DE PREALLE (Bertrand TOUSSAINT) est octroyé.

**Article 3 :** Le titulaire du permis respectera les conditions suivantes :

- La haie triple rang sera réalisée dès la première saison idoine. Les plantations exclusivement d'essences feuillues indigènes. Afin d'assurer la réalisation des plantations, une garantie financière (cautionnement) d'un montant minimum de 10.000€ TVAC est constituée auprès d'un organisme financier ou de la Caisse des Dépôts et Consignations au profit de la commune de Durbuy et ce, préalablement au début des travaux (cf. article D.IV.60 du CoDT).
- Les plantations seront garanties avec un taux de reprise de 90% minimum et seront réalisées et protégées selon les règles de l'art ;
- Les conditions émises par le SPW ARNE - Nature et Forêts - Direction de Marche-en-Famenne (annexe 3).

**Article 4 :** Expédition de la présente décision est transmise au demandeur et au Collège communal de la commune de DURBUY.

**Article 5 :** Le titulaire du permis avertit, par lettre recommandée, le Collège communal et le Fonctionnaire délégué du commencement des travaux ou des actes permis, au moins quinze jours avant d'entamer ces travaux ou ces actes.

**Article 6 :** Le présent permis ne dispense pas de l'obligation de solliciter les autorisations ou permis imposés par d'autres lois, décrets ou règlements.

A Arlon, le .....  
15 DEC. 2021

Le Fonctionnaire délégué,

  
Vincent DESQUESNES  
Directeur



EXTRAITS DU CODE DU DEVELOPPEMENT TERRITORIAL

VOIES DE RECOURS

Art. D.IV.63

§1<sup>er</sup>. Le demandeur peut introduire un recours motivé auprès du Gouvernement par envoi à l'adresse du directeur général de la DGO4 dans les trente jours :

- 1° soit de la réception de la décision du collège communal visée à l'article D.IV.46 et D.IV.62.
- 2° soit de la réception de la décision du fonctionnaire délégué visée à l'article D.IV.47, §1<sup>er</sup> ou §2.
- 3° soit de la réception de la décision du fonctionnaire délégué visée à l'article D.IV.48.
- 4° soit, en l'absence d'envoi de la décision du fonctionnaire délégué dans les délais visés respectivement aux articles D.IV.48 ou D.IV.91, en application de l'article D.IV.48, à dater du jour suivant le terme du délai qui lui était imparti pour envoyer sa décision.

Le recours contient un formulaire dont le modèle est fixé par le Gouvernement, une copie des plans de la demande de permis ou de certificat d'urbanisme n°2 ou une copie de la demande de certificat d'urbanisme n°2 si elle ne contient pas de plan, et une copie de la décision dont recours si elle existe. (...).

Art. D.IV.64

Le collège communal, lorsqu'il n'est pas le demandeur, peut introduire un recours motivé auprès du Gouvernement dans les trente jours de la réception de la décision du fonctionnaire délégué visée aux articles D.IV.48 ou D.IV.91 prise en application de l'article D.IV.48 octroyant un permis ou un certificat d'urbanisme n°2. Le recours est envoyé simultanément au demandeur et au fonctionnaire délégué.

Art. D.IV.65

Le fonctionnaire délégué peut, dans les trente jours de sa réception, introduire un recours motivé auprès du Gouvernement contre le permis ou le certificat d'urbanisme n°2 :

- 1° lorsque la décision du collège communal est divergente de l'avis émis par la commission communale dans le cadre d'une consultation obligatoire de celle-ci.
- 2° en l'absence de commission communale, lorsqu'à l'occasion de l'enquête publique organisée en application du Code, ont émis des observations individuelles et motivées relatives au projet durant ladite enquête et que ces observations ne sont pas rencontrées par la décision du collège soit :

- a) vingt-cinq personnes inscrites au registre de la population de la commune où le projet est situé s'il s'agit d'une commune comptant moins de dix mille habitants.
- b) cinquante personnes inscrites au registre de la population de la commune où le projet est situé s'il s'agit d'une commune comptant de dix mille à vingt-cinq mille habitants.
- c) cent personnes inscrites au registre de la population de la commune où le projet est situé s'il s'agit d'une commune comptant de vingt-cinq mille à cinquante mille habitants.
- d) deux cents personnes inscrites au registre de la population de la commune où le projet est situé s'il s'agit d'une commune comptant de cinquante mille à cent mille habitants.
- e) trois cents personnes inscrites au registre de la population de la commune où le projet est situé s'il s'agit d'une commune comptant plus de cent mille habitants.

Le permis ou le certificat d'urbanisme n°2 reproduit le présent article.

Le recours est envoyé simultanément au collège communal et au demandeur. Une copie du recours est envoyée à l'auteur de projet.

Art. D.IV.98

L'appréciation formulée par le collège communal, par le fonctionnaire délégué ou par le Gouvernement sur le principe et les conditions de la délivrance d'un permis qui serait demandé pour réaliser pareil projet reste valable pendant deux ans à compter de la délivrance du certificat d'urbanisme n° 2, pour les éléments de la demande de permis qui ont fait l'objet du certificat n° 2 et sous réserve de l'évaluation des incidences du projet sur l'environnement, des résultats des enquêtes, annonces de projet et autres consultations et du maintien des normes applicables au moment du certificat.

Toutefois, le Gouvernement lorsqu'il statue sur recours n'est pas lié par l'appréciation contenue dans le certificat d'urbanisme n° 2 dont il n'est pas l'auteur.

AFFICHAGE DU PERMIS

Art. D.IV.70

Un avis indiquant que le permis a été délivré ou que les actes et travaux font l'objet du dispositif du jugement visé à l'article D.VII.15 ou de mesures de restitution visées à l'article D.VII.21, est affiché sur le terrain à front de voirie et lisible à partir de celle-ci, par les soins du demandeur, soit lorsqu'il s'agit de travaux, avant l'ouverture du chantier et pendant toute la durée de ce dernier, soit dans les autres cas, dès les préparatifs, avant que l'acte ou les actes soient accomplis et durant toute la durée de leur accomplissement. Durant ce temps, le permis et le dossier annexé ou une copie de ces documents certifiée conforme par la commune ou le fonctionnaire délégué, le jugement visé à l'article D.VII.15 ou le dossier relatif aux mesures de restitution visées à l'article D.VII.21, se trouve en permanence à la disposition des agents désignés à l'article D.VII.3 à l'endroit où les travaux sont exécutés et les actes accomplis.

NOTIFICATION DU DEBUT DES TRAVAUX

Art. D.IV.71

Le titulaire du permis avertit, par envoi, le collège communal et le fonctionnaire délégué du début des actes et travaux, quinze jours avant leur commencement.

INDICATION DE L'IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS NOUVELLES

Art. D.IV.72

Le début des travaux relatifs aux constructions nouvelles, en ce compris l'extension de l'emprise au sol de constructions existantes, est subordonné à l'indication sur place de l'implantation par les soins du collège communal. Le collège communal indique l'implantation sur place avant le jour prévu pour le commencement des actes et travaux. Il est dressé procès-verbal de l'indication.

CONSTAT DE L'EXÉCUTION DES CONDITIONS OU DES CHARGES D'URBANISME ET RESPONSABILITÉ DÉCENNALE

Art. D.IV.74

Nul ne peut procéder à la division, selon le cas, d'un permis d'urbanisation ou d'un permis d'urbanisme de constructions groupées, qui implique la réalisation d'une ou plusieurs conditions ou des charges d'urbanisme ou l'ouverture, la modification ou la suppression d'une voirie communale, avant que le titulaire du permis ait soit exécuté les actes, travaux et charges imposés, soit fourni les garanties financières nécessaires à leur exécution.

L'accomplissement de cette formalité est constaté dans un certificat délivré par le collège communal et adressé, par envoi, au titulaire du permis. Une copie de l'envoi est adressée au fonctionnaire délégué.

Art. D.IV.75

Hors le cas où l'équipement a été réalisé par les autorités publiques, le titulaire du permis demeure solidairement responsable pendant dix ans avec l'entrepreneur et l'auteur de projet de l'équipement à l'égard de la Région, de la commune et des acquéreurs de lots, et ce, dans les limites déterminées par les articles 1792 et 2270 du Code civil.

PEREMPTION DU PERMIS

Art. D.IV.81

Au terme des cinq ans de son envoi, le permis d'urbanisation qui impose à son titulaire des actes, travaux ou charges est périmé lorsque le titulaire n'a pas exécuté les actes, travaux ou charges imposés ou n'a pas fourni les garanties financières exigées.



Au terme des cinq ans de son envoi, le permis d'urbanisation qui autorise des actes et travaux nécessaires à l'ouverture, la modification ou la suppression d'une voirie communale non repris en tant que tels comme condition ou charge est périmé lorsque le titulaire n'a pas exécuté les actes et travaux nécessaires à l'ouverture, la modification ou la suppression d'une voirie communale ou n'a pas fourni les garanties financières exigées.

Par dérogation aux alinéas 1<sup>er</sup> et 2, lorsqu'en vertu de l'article D.IV.60, alinéa 3, le permis précise que certains lots peuvent être cédés sans que le titulaire ait exécuté les actes, travaux et charges imposés ou fourni les garanties financières nécessaires à leur exécution, le permis n'est pas périmé pour ceux de ces lots qui ont fait l'objet de l'enregistrement d'un des actes visés à l'article D.IV.2, §1<sup>er</sup>, alinéa 3.

Au terme des cinq ans de son envoi, le permis d'urbanisation qui n'impose pas à son titulaire des actes, travaux ou charges est périmé pour la partie du bien qui n'a pas fait l'objet de l'enregistrement d'un des actes visés à l'article D.IV.2, §1<sup>er</sup>, alinéa 3.

Art. D.IV.82

Lorsque la réalisation du permis d'urbanisation est autorisée par phases, le permis détermine le point de départ du délai de péremption de cinq ans pour chaque phase autre que la première.

Art. D.IV.83

Lorsque, en application de l'article D.IV.79, le permis d'urbanisation vaut permis d'urbanisme pour la réalisation des actes et travaux relatifs à la voirie, ce dernier se périmé en même temps que le permis d'urbanisation.

Art. D.IV.84

§1<sup>er</sup>. Le permis d'urbanisme est périmé pour la partie restante des travaux si ceux-ci n'ont pas été entièrement exécutés dans les cinq ans de son envoi.

§2. Toutefois, à la demande du bénéficiaire du permis d'urbanisme, celui-ci est prorogé pour une période de deux ans. Cette demande est introduite quarante-cinq jours avant l'expiration du délai de péremption visé au paragraphe 1<sup>er</sup>.

La prorogation est accordée par le collège communal. Toutefois, lorsque le permis a été délivré par le fonctionnaire délégué en application de l'article D.IV.22, la prorogation est accordée par le fonctionnaire délégué.

§3. Lorsque la réalisation des travaux a été autorisée 1<sup>er</sup>. Ces autres phases peuvent bénéficier de la prorogation visée au paragraphe 2. première, le point de départ du délai visé au paragraphe 1<sup>er</sup>. Ces autres phases peuvent bénéficier de la prorogation visée au paragraphe 2.

§4. À la demande motivée du demandeur de permis, l'autorité compétente pour statuer sur la demande de permis d'urbanisme peut, dans sa décision, adapter le délai visé au paragraphe 1<sup>er</sup>, sans que celui-ci ne puisse toutefois dépasser sept ans.

§5. Par dérogation aux paragraphes 1<sup>er</sup> à 4, le permis délivré par le Gouvernement en vertu de l'article D.IV.25 est périmé si les travaux n'ont pas été commencés de manière significative dans les sept ans à compter du jour où le permis est envoyé conformément à l'article D.IV.50. Toutefois, le Gouvernement peut, sur requête spécialement motivée, accorder un nouveau délai sans que celui-ci ne puisse excéder cinq ans.

Art. D.IV.85

La péremption des permis s'opère de plein droit.

Le collège communal peut constater la péremption dans un procès-verbal qu'il adresse, par envoi, au titulaire du permis. Une copie de l'envoi est adressée au fonctionnaire délégué.

Art. D.IV.86

Lorsque le permis est suspendu en application des articles D.IV.89 et D.IV.90, le délai de péremption du permis est concomitamment suspendu.

Art. D.IV.87

Le délai de péremption est suspendu de plein droit durant tout le temps de la procédure, à savoir de l'introduction de la requête à la notification de la décision finale, lorsqu'un recours en annulation a été introduit à l'encontre du permis devant le Conseil d'Etat ou qu'une demande d'interruption des travaux autorisés par le permis est pendante devant une juridiction de l'ordre judiciaire. Si le bénéficiaire du permis conteste n'a pas la qualité de partie au procès, l'autorité qui a délivré le permis ou la DGO4 pour les permis délivrés par le Gouvernement notifie au bénéficiaire le début et la fin de période de suspension du délai de péremption.

SUSPENSION DU PERMIS

Art. D.IV.88

Lorsqu'un projet requiert pour sa réalisation une ou plusieurs autres autorisations visées à l'article D.IV.56 ou visées par une autre législation de police administrative, les actes et travaux autorisés par le permis ne peuvent être exécutés par son titulaire tant que ce dernier ne dispose pas des dites autorisations.

Le délai de péremption visé aux articles D.IV.81 et suivants est suspendu tant que la décision relative à l'autorisation n'est pas envoyée. Si l'autorisation est refusée, le permis devient caduc, de plein droit, le jour du refus en dernière instance de l'autorisation.

Art. D.IV.89

Un permis peut être suspendu dans les cas suivants :

1° par le fonctionnaire délégué en application de l'article D.IV.62.

2° en cas de découverte fortuite de biens archéologiques lors de la mise en œuvre du permis, dans les conditions de l'article 245 du Code wallon du patrimoine.

3° lorsqu'une étude d'orientation, une étude de caractérisation, une étude combinée, un projet d'assainissement ou des actes et travaux d'assainissement doivent être accomplis en vertu du décret du 5 décembre 2008 relatif à la gestion des sols.

Art. D.IV.90

Le permis délivré par le collège communal est suspendu tant que le demandeur n'est pas informé de sa notification au fonctionnaire délégué et durant le délai de trente jours octroyé au fonctionnaire délégué pour une éventuelle suspension en application de l'article D.IV.62.

Les recours visés aux articles D.IV.64 et D.IV.65 sont suspensifs, de même que les délais pour former recours.

RETRAIT DE PERMIS

Art. D.IV.91

Sans préjudice des règles générales applicables au retrait des actes administratifs, un permis ne peut être retiré que dans les cas suivants :

1° suite à la suspension du permis par le fonctionnaire délégué en application de l'article D.IV.62.

2° en cas de découverte fortuite de biens archéologiques lors de la mise en œuvre du permis, dans les conditions de l'article 245 du Code wallon du Patrimoine

3° en cas de non respect des règles sur l'emploi des langues.

En cas de non respect des règles sur l'emploi des langues, le retrait est envoyé dans les soixante jours à dater du jour où la décision a été prise, ou, si un recours en annulation a été introduit, jusqu'à la clôture des débats. L'autorité compétente dispose d'un nouveau délai complet, identique au délai initial, à dater de l'envoi de la décision de retrait pour se prononcer et envoyer sa décision.

Lorsque le collège communal, le fonctionnaire délégué ou le Gouvernement retire le permis ou le certificat d'urbanisme n°2 en application des règles générales relatives au retrait des actes administratifs, il envoie la nouvelle décision dans un délai de quarante jours à dater de l'envoi de la décision de retrait.

CESSION DU PERMIS

Art. D.IV.92

§1<sup>er</sup>. En cas de cession d'un permis dont les charges, les conditions ou les actes et travaux nécessaires à l'ouverture, la modification ou la suppression d'une voirie communale, ne sont pas complètement réalisés, le cédant et le cessionnaire procèdent à une notification conjointe à l'autorité compétente pour délivrer le permis en première instance. Si des garanties financières ont été fournies avant la cession et qu'elles n'ont pas été utilisées, elles sont soit maintenues, soit remplacées par des garanties financières équivalentes.

La notification fait état du sort réservé aux garanties financières fournies avant la cession et contient la confirmation écrite du cessionnaire qu'il a pris connaissance du permis, des conditions et charges éventuelles prescrites par l'autorité compétente ou des actes et travaux à réaliser nécessaires à l'ouverture, la modification ou la suppression d'une voirie communale non repris en tant que tels comme condition ou charge, de l'article D.IV.75 et du fait qu'il devient titulaire du permis.

L'autorité compétente accuse réception de la notification et en informe, selon le cas, le collège communal ou le fonctionnaire délégué.

§2. À défaut, le cédant ou ses ayants droit demeurent solidairement responsables avec le cessionnaire des charges et conditions prescrites ou des actes et travaux nécessaires à l'ouverture, la modification ou la suppression d'une voirie communale non repris en tant que tels comme condition ou charge.

RENONCIATION AU PERMIS



- §1<sup>er</sup>. Le titulaire d'un permis non mis en œuvre peut y renoncer.
- La renonciation est expresse et ne se présume pas du dépôt ultérieur d'une autre demande de permis.
- §2. Lorsque le permis porte sur un bien appartenant à plusieurs propriétaires ou faisant l'objet de droits réels, la renonciation ne peut avoir lieu que de l'accord de tous les titulaires de droit réel.
- §3. Le titulaire du permis envoie sa renonciation au collège communal et au fonctionnaire délégué.



Département de l'Environnement  
et de l'Eau

Direction des Risques  
industriels, géologiques et  
miniers

Avenue Prince de Liège, 15  
B-5100 JAMBES

Tél. : +32 (0)81 33 66 25  
Fax : +32 (0)81 33 65 44

Département Aménagement du territoire  
et Urbanisme - Direction du Luxembourg

Monsieur le Fonctionnaire délégué  
DESQUESNES V.  
Place Didier 45

6700 ARLON

Agents traitants	Géologie : Olivier Roufosse – 081 33 51 63
Vos références	F0510/83012/UF/D/2021/7/2157931
Réception de la demande d'avis	13/07/2021
Nos références	SW 15096
Requérant	Carrières de Préalle SRL (Monsieur TOUSSAINT)
Localisation de la demande	Aisne – 6940 DURBUY
Cadaastre	7ème division, section A, N° 575 B, 577 A, 570 C, 571, 572 E, 574 A, 570 B - Section B, n° 338 A, 412 B
Objet de la demande de permis	Demande d'avis - Installation d'un parc photovoltaïque à la carrière de Préalle

Monsieur le Fonctionnaire délégué,

Dans votre demande reprise en objet, vous avez sollicité un avis technique auprès de la Direction des Risques industriels, géologiques et miniers.

Suite à l'analyse cartographique réalisée par nos soins, il en ressort que :

- votre projet ne se situe pas dans un lieu susceptible d'accroître le risque ou les conséquences d'un accident majeur du fait de la proximité d'un établissement « Seveso » seuil haut ou seuil bas, dans lequel des substances dangereuses sont présentes, tel que défini par l'accord de coopération du 16 février 2016 entre l'Etat fédéral, la Région flamande, la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale concernant la maîtrise des dangers liés aux accidents majeurs impliquant des substances dangereuses.
- votre projet est exposé à un risque naturel ou à une contrainte géotechnique, majeurs au sens de l'article D.IV.57, 3° du Code du Développement Territorial (CoDT).

Dès lors, veuillez trouver, ci-après, l'avis :

- du Service géologique de Wallonie.





## I. Avis du Service géologique de Wallonie

Le projet se situe sur une formation géologique sensible.

Il s'agit d'une formation carbonatée favorable au développement de phénomènes karstiques superficiels ou profonds (calcaires de la Formation de Fromelenne, sous des limons).

Les travaux envisagés, vu leur faible poids au sol, ne sont, toutefois, pas de nature à augmenter les risques d'origine géologique pour le projet et le voisinage.

Ils n'appellent donc pas de conditions particulières relatives à la conception des fondations et assises ou à la gestion des infiltrations d'eau, naturelles ou accidentelles. Il convient toutefois d'attirer l'attention sur la conception des fondations, fussent-elles légères, en fonction du proche sous-sol local.

Notre avis est favorable.

Veuillez agréer, Monsieur le Fonctionnaire délégué, l'expression de mes sentiments distingués.

Le Directeur,

Ir. E. LHEUREUX

Responsable de Service : Ir. E. LHEUREUX, Directeur  
Inspecteur général : Ir. B. TRICOT

## EXTRAIT DU REGISTRE AUX DELIBERATIONS DU COLLÈGE COMMUNAL

SEANCE DU 06 SEPTEMBRE 2021

PRÉSENTS : Monsieur Philippe BONTÉMPIS, Bourgmestre

~~Madame Laurence JAWAGNE, Monsieur Freddy PAQUET, Madame Véronique SALTHAZARD,~~

Monsieur Fabrice SARLET, Monsieur Pablo DOCQUIER, Echevins

Monsieur Arnaud DELZANDRE, Président du CPAS

Monsieur Olivier BRISBOIS, Directeur Général



013694060003210

Annexe 2

N° : 40

OBJET : URBA. AVIS PREALABLE. Carrières de Préalles à Aisne.

LE COLLÈGE COMMUNAL,

Vu le Code du Développement Territorial (ci-après, le Code);

Vu le livre Ier du Code de l'environnement ;

Considérant le dossier relatif à la demande de permis d'urbanisme introduite par La Carrières de la Préalles, Aisne à 6941 Durbuy, visant à obtenir l'autorisation d'installation d'un Parc photovoltaïque à la carrière de Préalles sur un terrain situé à l'adresse susvisée - 6940 Durbuy, y cadastré DURBUY- 7ème division section A parcelle 575 b - 577 a .... Et section B n° 338 a - 412 b ;

Considérant que la demande complète fait l'objet, en application de l'article D.IV.33 du Code, d'un accusé de réception délivré par le Fonctionnaire délégué en date du 12/07/2021 sous référence F0510/83012/UFD/2021/71/2157931 et portant la référence communale 2021/0113 ;

Considérant que la demande de permis comprend une notice d'évaluation des incidences sur l'environnement ;

Considérant que l'autorité qui a apprécié la recevabilité et la complétude du dossier a également procédé à l'examen des incidences probables du projet sur l'environnement au sens large, sur base des critères de sélection pertinents visés à l'article D.66 du livre Ier du Code de l'Environnement ; que cette autorité a conclu qu'il n'y a pas lieu de requérir une étude d'incidences sur l'environnement ; qu'il y a lieu de se rallier à cette analyse ;

Considérant que la notice d'évaluation préalable des incidences sur l'environnement examine de manière particulièrement concrète et précise les incidences probables du projet sur l'environnement ; que tenant compte de son contenu, des plans et autres documents constitutifs du dossier et eu égard à l'article D.68, § 1er du Code wallon sur l'environnement, il y a lieu de considérer que le projet n'est pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement ;

Considérant que le bien est situé en zone d'extraction, au plan de secteur de Marche-La Roche adopté par Exécutif Régional Wallon du 26/03/1987, et qui n'a pas cessé de produire ses effets pour le bien précité ;

Considérant que le bien n'est repris au PASH (Plan d'Assainissement par Sous bassin Hydrographique) (arrêté du Gouvernement wallon en date du 27/07/2001 et modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 02/12/2005) ;

Considérant que la parcelle est concernée par un versant supérieur à 30° ;

Considérant la présence de cours d'eau ;

Attendu que l'enquête publique ouverte du 23/07/2021 au 30/08/2021 n'a pas fait apparaître d'observation ;

Vu que l'enquête porte sur - Dérogation au plan de secteur : zone d'activité économique industrielle ;

Considérant que le parc photovoltaïque servira prioritairement à alimenter la carrière en électricité renouvelable ;

Considérant qu'en termes d'implantation, celle-ci est la plus opportune car elle ne condamne pas l'extraction de la pierre ni le remblayage de stériles ; qu'elle préserve le potentiel local des terrains agricoles ;

Considérant que le parc sera situé dans un cuvette topographique entourée de végétation ; quelle assure intégration paysagère au projet ;

Vu les besoins de l'exploitation ;

Attendu que l'avis du Collège communal sera transmis au Fonctionnaire Délégué autorisé compétente dans le dossier ;

Vu le contexte bâti environnant ;

EMET

un avis favorable sur la demande.



EXTRAIT DU REGISTRE AUX DELIBERATIONS DU COLLÈGE COMMUNAL

SEANCE DU 06 SEPTEMBRE 2021

N° : 40 suite 1

OBJET : URBA. AVIS PREALABLE. Carrières de Préalles à Aisne.

L'avis du Collège communal sera transmis au Fonctionnaire Délégué autorisé compétente dans le dossier.

Par le Collège Communal :

Le Directeur Général,  
(s) Olivier BRISBOIS

Le Directeur Général

Le Bourgmestre,  
(s) Philippe BONTEMPS

Le Bourgmestre

Pour extrait conforme, le 7 septembre 2021 :



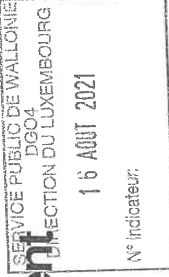
Olivier BRISBOIS.

Philippe BONTEMPS.



Wallonie  
environnement  
SPW

Date : 09 août 2021  
Page 1 sur 2  
CD990 n°36675



Monsieur le Fonctionnaire délégué  
SPW-Département Aménagement du  
territoire et Urbanisme  
Direction du Luxembourg  
Place Didier, 45  
6700 ARLON

Objet : CD990 : permis d'urbanisme – Avis du Département de la Nature et des  
Forêts

Vos réf. : F0510/83012/UFD/2021/71/2157931

Adresse : Aisne à 6940 Durbuy

Références cadastrales : DURBUY 7 DIV/HEYD Section A n°575B, 577A, 570B/C,  
572E, 574A, Section B n° 338A, 412B

Projet : Installation d'un parc photovoltaïque à la carrière de la Préalle

Demandeur : S.R.L. CARRIERES DE PREALLES (M. TOUSSAINT)  
Demande du 12 juillet 2021 (réceptionnée le 13 juillet 2021)

Monsieur le Fonctionnaire délégué,

Considérant que :

Au plan de secteur, le projet est situé en zone de dépendance d'extraction (dans  
un périmètre de révision).

Le projet se situe à moins de 500 mètres du site Natura 2000 BE34007 « Basse vallée  
de l'Aisne ».

Le projet ne se situe pas dans le périmètre d'un Parc Naturel.

Le projet est implanté sur les anciens bassins de décantation de la carrière.

Les panneaux sont prévus sur deux surfaces de 5730m² et 1386m².

Le projet ne sera pas favorable au développement de la biodiversité au pied des  
panneaux, ceux-ci étant disposés de manière "seriée" et à "ras du sol". L'obtention  
d'une strate herbacée nécessiterait au min. un écart de 80cm entre le sol et les  
panneaux.

Le projet prévoit la plantation d'une haie composée de 3 rangs composée de 6  
essences indigènes en mélange). Divers abattages de sécurité sont prévus.

Selon le type de panneaux prévus (couleur, ...), un impact paysager ou sur diverses  
espèces d'insectes ou d'oiseaux peut être attendu.

Le principal impact attendu étant l'attraction ou le détournement des insectes  
et/ou d'une partie de la faune (avifaune, chiroptères) du fait de la polarisation de  
la lumière.

Le projet ne fournit d'évaluation des incidences sur l'environnement ou de  
références à d'éventuelles études réalisées concernant l'impact des "champs  
photovoltaïques" sur la faune et la flore.





## VILLE DE DURBUY

6940 DURBUY, LE  
GRAND RUE, 24

2 décembre 2002

spri Carrières de Préalle  
Monsieur A. BOUGARD  
La Rote, 36

6941 BOMAL

TEL.: 086/21.25.51-21.98.11  
FAX.: 086/21.98.38

Agent traitant : M. THOMAS  
N°réf : 2/EXPL.01/MT

Objet : Dépôt d'explosifs type C - Renouvellement autorisation - Octroi

Monsieur,

Nous venons de recevoir du Gouvernement Provincial l'arrêté de la Députation Permanente du 07/11/02 vous octroyant l'autorisation sollicitée pour le dépôt d'explosifs type C à la carrière de Préalle (nouveau terme de 30 ans). Nous vous invitons à venir retirer ce document en nos services, muni d'un timbre fiscal de 5,00 € (il est conseillé de prendre préalablement rendez-vous avec Mme THOMAS).

Nous vous souhaitons bonne réception de la présente et vous prions d'agréer, Monsieur, l'assurance de nos sentiments distingués.

Par le Collège,

Le Bourgmestre,

J.P. LEDOUX

Le Secrétaire communal,

H. MAILLEUX



1

CONTACT

Département de la Nature et  
des Forêts

Direction de Marche-en-  
Famenne

Rue du Carmel 1,  
B-4900 MARLOIE

Tel : 084 22 03 43  
Fax : 084 22 03 48

VOTRE GESTIONNAIRE

Hervé Leybaert - 084/220 354 -  
herve.leybaert@spw.wallonie.be

VOTRE DEMANDE

Numéro :  
F0510/83012/JFD/2021/17/121579

31

Demandeur : S.R.L. CARRIERES  
DE PREALLES (M. TOUSSAINT)

Nos références : CD990 n°36675

Pour toute réclamation portant sur la qualité de nos services, veuillez introduire une plainte :  
<http://www.wallonie.be/fr/introduire-une-plainte-spw>

Pour toute réclamation portant sur le traitement de votre plainte par le SPW, veuillez contacter  
le Médiateur : [www.le-mediateur.be](http://www.le-mediateur.be)

Copie(s) à Monsieur le Chef de contamination à Marché

Service public de Wallonie agriculture ressources naturelles environnement

J'émet un avis favorable conditionné à la demande.

### Conditions:

Les travaux d'abattages et/ou de coupe de la végétation seront effectués hors période de nidification (à réaliser entre le 1er juillet et le 1er avril).

Les plantations prévues seront réalisées exclusivement en essences feuillues indigènes dès la première saison adéquate consécutive à la réalisation des travaux.

Parmi le choix des essences, figureront au minimum 25% d'aubépines et 5% d'églantier (rosa canina), essences favorables notamment aux pies grêches grises et écorcheurs présentes dans les alentours.

L'entretien ultérieur de la végétation (et plantes invasives éventuelles) sous ou aux abords des panneaux sera réalisé de façon mécanique (débroussaillage, pâturage par des ovins, ...). Tout entretien par pulvérisation est prosaïté.

En cas d'installation de clôtures périphériques, les mailles seront de dimensions minimales 12cmX12cm afin de permettre le passage de la petite faune.

Afin de compléter notre dossier, je vous saurais gré de bien vouloir me faire parvenir une copie de votre délibération.

Croyez Monsieur le Fonctionnaire délégué, à l'assurance de ma considération distinguée.

Jean-Sébastien SIEUX  
Directeur



N°514/2001/C.W./SL.

LA DEPUTATION PERMANENTE DU CONSEIL PROVINCIAL :

Présents : MM. B. CAPRASSE, Gouverneur-Président,  
LEDENT, PERPETE, Mme DECHAMPS, SCHANUS,  
membres et P. H. GOFFINET, Greffier provincial ff.  
Rapporteur : M. SCHANUS.

Vu avec les plans, la requête en date du 11 septembre 2001, par laquelle la S.P.R.L. « CARRIERES DE PREALLE » à 6941 - HEYD (DURBUY), représentée par Monsieur Anille BOUGARD, Directeur, domicilié à « La Rote, 36, 6941 - BOMAL-S/O », sollicite le renouvellement de l'autorisation d'un dépôt C d'explosifs de première classe pour la carrière précitée ;

Attendu que ce dépôt avait été autorisé par un arrêté trentenaire de la Députation permanente du Conseil provincial du 05 août 1971, 3<sup>ème</sup> Division, n°3/71/EM/ML, modifié le 14 septembre 1972, pour une contenance de 400 kg de dynamite ou d'explosifs difficilement inflammables, 1.000 m de cordeau détonant et 2.000 détonateurs ;

Vu le procès-verbal de l'enquête de commodo et incommodo qui s'est clôturée le 05 novembre 2001, la demande n'a suscité aucune réclamation, le Collège échevinal de DURBUY a émis, suite à cette enquête, un avis favorable le 07 novembre 2001 ;

Vu l'avis favorable de la Direction Générale de l'Aménagement du Territoire, du Logement et du Patrimoine du Ministère de la Région Wallonne, Direction d'ARLON, du 10 décembre 2001, n°83012/EXP/2001.29/JPS.af ;

Vu l'avis favorable de la Direction Générale des Ressources Naturelles et de l'Environnement, Division de la Prévention et des Autorisations, Direction NAMUR-LUXEMBOURG, du 10 avril 2002, Réf. D 3100/83012/X PLOS/2001/ETH/EXP ;

Vu le rapport favorable du 07 juin 2002, de Monsieur l'Ingénieur des Mines - Directeur des Services extérieurs Sud de l'Administration de la Qualité et de la Sécurité, qui estime que :

../..

1. L'exploitation du dépôt ne constitue pas un danger pour la carrière ;
2. Inversement, aucune circonstance liée à l'exploitation de la carrière ne constitue une cause de danger pour le dépôt ;
3. Les quantités que l'on demande à pouvoir emmagasiner doivent être limitées à 400 kg de dynamite ou d'explosifs difficilement inflammables, 2000 mètres de cordeau détonant et 1000 détonateurs ; elles ne dépassent pas ainsi, aux conditions actuelles d'exploitation, la consommation de quinze jours de travail ;
4. La nature des explosifs que l'on demande à pouvoir emmagasiner est appropriée au travail à effectuer.

Vu l'avis émis par Monsieur J.-P. RICHOUX, Ingénieur des Mines, Directeur du 17 septembre 2002, Réf. E6/EX/02/4949/5137, qui autorise, suite à sa visite sur place, la détention de 500 pièces de détonateurs, compte tenu de la dimension du coffre-fort ;

Vu l'arrêté royal du 23 septembre 1958, portant règlement général sur la fabrication, l'emmagasinement, la détention, le débit, le transport et l'emploi des produits explosifs,

ARRETE :

ARTICLE 1<sup>er</sup>. - L'autorisation sollicitée par la S.P.R.L. « Carrieres du Préalle » à 6941 - HEYD, est accordée pour un nouveau terme de trente ans aux conditions indiquées ci-après par le Service des Explosifs ;

1. Le dépôt est maintenu sur la parcelle cadastrée Section B, n°409a de la commune de Durbuy, 7<sup>ème</sup> Division (Heyd).
2. Il mesure 2,5 m au plus de côté intérieurement et ne peut jamais contenir plus de 400 kg (quatre cents kilogrammes) de dynamite ou d'explosifs difficilement inflammables, 2000 m (deux mille mètres) de cordeaux détonants et 500 (cinq cents) détonateurs et/ou engins assimilés, tels que raccords à retards pour cordeaux détonants.
3. Le dépôt est construit en maçonnerie : les murs ont 20 cm au moins d'épaisseur et la couverture consiste en une plate-forme légère (hauddis creux).  
La toiture peut éventuellement être en tôle de fer ondulée et galvanisée.  
Le sol est cimenté et les murs sont peints en clair à l'intérieur du dépôt.  
Celui-ci est fermé au moyen de deux portes pleines ouvrant vers l'extérieur et pourvues de serrures différentes.
4. Les quantités autorisées d'explosifs divers sont inscrites, en caractères nettement apparents, peints à l'intérieur du dépôt.



5. Il est complètement entouré de parapets de terre meuble, à talus gazonnés, s'élevant au moins à la hauteur du faite du toit. Les talus intérieurs sont inclinés à 50° au moins sur l'horizon, et leur pied, qui peut être en matériaux durs sur un mètre de hauteur, se trouve à 0 m 70 au plus du soubassement, sauf devant les portes où l'intervalle peut être d'un mètre. Un cavalier en terre, ayant la même hauteur que les parapets, est élevé en face de la percée de ceux-ci.

Les parapets et le cavalier ont au moins un mètre d'épaisseur en crête.

6. Les parapets sont entourés d'une clôture en fils de fer barbelés ayant 3 m au moins de hauteur et pourvue d'une barrière solide fermant à clef.

Il y a un poteau tous les 3,50 m au moins et un fil horizontal tendu tous les 25 cm y compris au ras du sol d'implantation des poteaux. De plus, entre deux poteaux successifs, un croisillon maintient les fils horizontaux à leur écartement.

A l'intérieur de la clôture et dans une bande de 3 m de largeur autour de celle-ci, le terrain sera entretenu libre de toute végétation haute.

7. La protection contre la foudre est assurée de la façon suivante :

Deux fils de cuivre ou de fer galvanisé de 8 mm de diamètre au moins sont disposés parallèlement sur la toiture, soudés chacun à deux angles de cette toiture et leurs extrémités descendent respectivement le long de chacune des arêtes du bâtiment.

Un fil de pied, faisant le tour du bâtiment au niveau du sol, raccorde les diverses descentes entre-elles. Toutes les parties métalliques du magasin sont symétriquement raccordées à la cage ainsi formée, laquelle est reliée de façon durable à des prises de terre en fonte symétriquement disposées.

Ces prises de terre ont 25 décimètres carrés de surface de contact avec le sol et ont, suivant le cas, la forme de plaque ou celles de tuyaux minces et longs : elles sont enfouies dans le sol naturel aussi loin que possible des murs du magasin et ont une résistance individuelle maximum de 10 ohms.

Les raccords entre les conducteurs et les prises de terre se trouvent hors du sol ; ils sont peints soigneusement et bien entretenus.

8. La dynamite et/ou les explosifs difficilement inflammables ainsi que le cordeau détonant sont enfermés dans plusieurs coffres-forts en acier (6 mm au moins d'épaisseur), munis chacun d'une fermeture à secret et à combinaisons et solidement fixés au sol ou aux murs.

Les détonateurs, contenus dans leurs emballages d'origine, seront serrés dans un coffre-fort distinct, présentant les mêmes garanties et fixé au sol ou aux murs à aussi grande distance que possible de ces derniers.

9. Les divers coffres-forts ne sont ouverts que pour les besoins du service ; en d'autres temps, ils sont constamment fermés « à secret ».

10. Le dépôt doit être tenu en parfait état de propreté. Les résidus des nettoyages sont à détruire avec les précautions convenables.

../.

11. En cas de réparation importante, on doit évacuer les explosifs : en cas de réparation légère, les travaux doivent être surveillés par une personne expérimentée.

12. On ne peut introduire dans le dépôt ni feu, ni lumière à flamme, ni objet de nature à provoquer du feu. On peut s'aider d'une lampe électrique de poche pour débrouiller les secrets des coffres.

13. Tout dépôt de matières facilement combustibles ou spontanément inflammables est interdit dans le dépôt ainsi que dans un rayon de 25 m.

14. Les caisses ne sont ni jetées ni traînées. Les colis ne peuvent être ouverts qu'en dehors des dépôts. Les caisses fermant à vis ne peuvent être ouvertes à l'aide de coins ni de marteaux, mais à l'aide de tournevis en métal non susceptible de donner des étincelles.

15. Un agent désigné à cet effet doit inscrire, jour par jour, sans blancs ni ratures, dans un registre spécial coté et parafé par l'autorité locale, les quantités d'artifices divers entrées et sorties.

Ce registre mentionne la date, la nature et la quantité des produits, les lieux de provenance et la destination, enfin le nom de l'expéditeur.

Il renseigne en outre, pour chaque cartouche de dynamite et pour chaque cartouche ou sac d'explosif difficilement inflammable, l'année de la fabrication et le numéro d'ordre spécial à chacune d'elles. Les séries ininterrompues de numéros peuvent être désignées en bloc par les numéros extrêmes.

La balance du registre doit être faite chaque jour.

16. La permissionnaire est dispensée du gardiennage prescrit par l'article 242 du Règlement général sur les explosifs du 23 septembre 1958. Toutefois, les abords du dépôt seront visités tous les jours, même les dimanches et jours de fête ou de chômage, par un homme de confiance, au moins deux fois par 24 heures.

Après un arrêt d'un mois, au plus, des travaux nécessitant l'emploi d'explosifs, le dépôt est évacué et avis de cette évacuation devra être donné au chef de l'Arrondissement minier et au Service des explosifs, à Bruxelles.

L'arrêt temporaire ou définitif des travaux ne peut justifier aucune négligence dans la surveillance tant que le dépôt contient des explosifs de nature quelconque.

17. Le dépôt peut être utilisé pour la distribution et peut contenir, par conséquent, les récipients ou cartouchières servant à transporter les explosifs aux lieux d'emploi.

18. Le service du dépôt est confié à un même agent qui en tient les clefs et qui peut seul y pénétrer.

19. L'agent chargé du service est désigné comme tel à la police locale. La permissionnaire doit produire une attestation de cette dernière constatant que la désignation a été faite.

../.



20. Les explosifs ne peuvent être délivrés que pour les besoins justifiant le dépôt. La permissionnaire ne peut en céder à autrui, de quelque manière et pour quelque motif que ce soit.

21. En cas de vol ou de détournement d'explosifs, la permissionnaire prévient immédiatement la police locale et le procureur du Roi.

22. Le port aux chantiers et l'emploi des explosifs au lieu se font dans les conditions imposées au chapitre X du Règlement général du 23 septembre 1958 sur les explosifs, ainsi que par l'arrêté royal du 4 août 1959 réglementant l'emploi des explosifs dans les exploitations à ciel ouvert des minières et carrières, modifié par les arrêtés royaux des 25 mars 1966, 9 avril 1976 et 9 octobre 1985.

23. Tout cas d'inflammation ou d'explosion survenu au dépôt est signalé immédiatement et par télégramme au Service des explosifs, à Bruxelles, et à l'ingénieur des mines-directeur, qui procèdent à une enquête administrative. L'état des lieux ne peut être modifié avant l'enquête.

24. Cet avis est également donné, dans les douze heures de l'accident, à la police locale et au procureur du Roi.

25. Un registre, exclusivement réservé à recevoir les observations et les conseils des ingénieurs et délégués du Service des explosifs et des ingénieurs des mines sur l'exploitation du dépôt, est déposé au bureau de l'établissement et produit à ces fonctionnaires sur leur demande.

26. Le magasin existant déjà dans les conditions précitées, peut être mis en exploitation dès réception du présent arrêté.

ARTICLE 2. - La présente autorisation est valable pour un terme de 30 ans. Elle pourra être retirée en cas d'infraction à l'une des conditions prescrites et sera considérée comme nulle et non avenue si, dans le délai de deux ans à partir de la présente autorisation, il n'en est pas fait usage ; elle pourra, de même, être retirée ou suspendue si l'exploitante refuse de se soumettre aux obligations nouvelles que l'autorité administrative a toujours le droit de lui imposer.

ARTICLE 3. - Elle ne dispense pas l'impétrante de se conformer, le cas échéant, aux dispositions applicables en matière d'autorisation de bâtir (Arrêté de l'Exécutif régional wallon du 14 mai 1984).

ARTICLE 4. - Elle sera affichée in extenso pendant dix jours à la Maison communale et au siège de l'exploitation projetée. Cet affichage devra s'effectuer dans les cinq jours francs de la réception, par l'administration communale, de la décision intervenue, en attirant l'attention du public sur le fait que le texte intégral de l'arrêté et les conditions imposées peuvent être consultés à l'administration communale.

../..

ARTICLE 5. - L'exploitante demeure responsable envers les tiers des pertes, dommages ou dégâts que l'exploitation de l'établissement pourrait occasionner.

ARTICLE 6. - Un recours auprès du Roi est ouvert à tous les intéressés contre la présente décision. Pour être recevable, il doit être introduit par lettre recommandée expédiée dans un délai de dix jours à dater du premier jour de l'affichage de la décision.

Si le recours émane de la demanderesse, il sera accompagné du récépissé du versement ou de l'avis de débit du virement d'une somme de 37 EUROS 19 cents au compte de chèques postaux du département ministériel compétent.

ARTICLE 7. - Toute extension ou transformation de l'établissement, lorsque celle-ci entraîne l'application d'une nouvelle rubrique de la nomenclature et classification des établissements dangereux, insalubres ou incommodes, ou est de nature à aggraver les dangers, l'insalubrité ou l'inconfort inhérents à l'exploitation, fera l'objet d'une demande en autorisation introduite auprès de M. le Gouverneur de la Province.

ARTICLE 8. - Une nouvelle autorisation sera nécessaire pour les établissements ou parties d'établissements qui n'auraient pas été mis en activité dans le délai fixé par l'arrêté d'autorisation, qui auraient été détruits ou mis temporairement hors d'usage pour une cause quelconque résultant de l'exploitation.

ARTICLE 9. - Après avoir satisfait aux conditions du présent arrêté, l'impétrante est tenue de porter à la connaissance du fonctionnaire technique compétent (Ingénieur des Mines) quinze jours au moins à l'avance, la date fixée pour la mise en exploitation de l'établissement.

ARTICLE 10. - Deux expéditions du présent arrêté seront adressées à Monsieur le Bourgmestre de la commune de DURBUY à 6940 - BARVAUX-S/OURTHE. L'une sera remise contre récépissé à l'impétrant pour lui servir de titre, après apposition du timbre fiscal sur cet exemplaire ainsi que sur le plan ci-joint ; l'autre sera conservée dans les archives de la commune.

Trois expéditions seront adressées :

1. accompagnées du plan des lieux à Monsieur l'Ingénieur, Principal divisionnaire des Mines, Service des Explosifs de Belgique, North Gate III, Boulevard du Roi Albert II, 16, à 1000 - BRUXELLES ;
2. à Monsieur l'Ingénieur des Mines, Directeur, chargé de la direction du Service Extérieur Sud, 73, Boulevard de la Sauvenière, à 4000 - LIEGE.

../..



Une expédition sera adressée pour information :

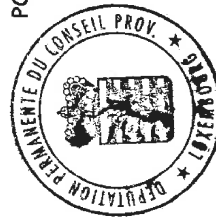
1. à Monsieur le Directeur de l'Aménagement du Territoire, du Logement et du Patrimoine, Division de l'Urbanisme, Ministère de la Région Wallonne, Direction d'ARLON, place des Chasseurs Ardennais, 4 à 6700 - ARLON ;
2. à Monsieur l'Inspecteur Général des Mines, North Gate III, Boulevard du Roi Albert II, 16 à 1000 - BRUXELLES ;
3. à Madame le Procureur du Roi, à 6900 - MARCHE-EN-FAMENNE ;
4. à Monsieur le Commandant militaire de la Province de Luxembourg, 9, rue Général Molitor, à 6700 - ARLON.
5. à Monsieur le Directeur de la Division de la Prévention et des Autorisations, Ministère de la Région Wallonne, Direction de NAMUR-LUXEMBOURG, 98, rue Nanon, à 5000 - NAMUR.

Prononcé en séance publique à ARLON, le 07 novembre 2002.

PAR LA DEPUTATION :

Le Greffier provincial ff.,  
(s) P.-H. GOFFINET.

Le Président,  
(s) B. CAPRASSE.



POUR EXPEDITION CONFORME :

Le Greffier provincial,

A. CORNET.

